

Revue de presse Avril 2024



Réseau des journalistes africains
spécialisés sur le développement
durable et le changement
climatique

Un programme de l'Association
Africa 21



Références : Accord de Paris, ACEN, Agenda 2030, Agenda 2063, AGNES, Alliance of Entrepreneurial Universities in Africa, ARFSD, Assemblée générale de l'ONU, AUC, BAD, Banque mondiale, BIRD, BOAD, CBD, CEDEAO, CNUCED, Convention de Minamata, COP 28, Déclaration d'Addis Abeba, EIB, European Union Commission, FAO, FIDA, Forum politique de haut niveau sur le développement durable, FRADD, FSC, G20, Green Peace Afrique, Green Peace MENA, ICCE, IDA, Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework, Malabo Convention, OMS, PACJA, PAM, PNUE, SECO, SITRA, Sommet du futur, Summit of the Futur, UEMOA, UNCTAD, UNEA, UNECA, UNEP, UNESCO, UNFCCC, WBCSD, WCEF 2024, WCS, WHO, WMO, World Bank, WWF, ZLECAF.

Table des matières

Ernest Agbota (Bénin) ; Alimentation et agriculture à la COP 28 de Dubaï; Notre environnement en question, Radio Parakou (ORTB), avril 2024.	6
Boris Ngounou (Cameroun) ; Tanzanie : la délivrance des permis de chasse à l'éléphant est dénoncée au Kenya ; Afrik 21, 1 avril 2024.	7
Venance Ayébo Tossoukpe (Bénin) ; Hygiène dans les toilettes : Les bidets FLB comme une alternative saine et durable ; Journal Santé et environnement, 2 avril 2024.....	8
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : un rapport identifie les principaux responsables de la pollution de l'air ; Afrik 21, 3 avril 2024.	12
Hector Nammangue (Togo) ; Des mesures novatrices pour éliminer le mercure en Afrique de l'Ouest ; Vert Togo, 4 avril 2024.	14
Christophe Nyemeck Beat (Cameroun) ; Lutte contre la pollution plastique: Traitement des bouteilles usées à Douala ; CN Mag NewTV, 5 avril 2024.....	16
Boris Ngounou (Cameroun) ; Zimbabwe: le pays est en état de catastrophe nationale, à cause de la sécheresse ; Afrik 21, 5 avril 2024.	17
Denise Kyalwahi (RDC) ; Monde : Sauvons les abeilles ; Naturel CD, 7 avril 2024.	19
Hector Nammangue (Togo) ; La BOAD s'engage à mobiliser des ressources financières pour le climat et l'environnement dans l'UEMOA ; Vert Togo, 8 avril 2024.	23
Infos environnement avec Djibril Diop (Sénégal) ; Mader TV, 9 avril 2024.	27
Sarah Natoolo (Uganda) ; City floods ; UBC Radio , News Hour Programm on 9th April 2024.	27
Lenah Bosibori (Kenya) ; Indigenous communities call for incorporation of their knowledge in scientific knowledge ; Africa Science News, April 9, 2024.	28
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Ethiopia set to host the 10th Africa Regional Forum on Sustainable Development ; Pan African Visions, April 09, 2024.....	31





Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Climate tech: Zimbabwean scientist turns carbon dioxide into methanol to minimise emissions ; Down to Earth, April 10, 2024.	33
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique du Sud : l'élevage intensif des lions et des rhinocéros désormais interdit ; Afrik 21, 10 avril 2024.	35
Joseph Checky Abuje (Kenya) ; Declining biodiversity raises global alarm ; Africa Science News, April 11, 2024.	37
Boris Ngounou (Cameroun) ; Bassin du Congo : les forêts certifiées, un refuge pour la faune sauvage ; Afrik 21, 15 avril 2024.	40
Ferdinand Mbonohankuye (Burundi) ; Gitega : La canne à sucre, source de revenus pour les femmes et les enfants pendant les vacances ; Ijambo, 15 avril 2024.	42
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe's Internet Penetration Rate Registers Optimistic Increase ; Pan African Visions, April 16, 2024.	46
Taty Dilengendju (RDC) ; Comment lutter contre l'accaparement des terres arables en RDC ? Radio Okapi, 17 avril 2024.	52
Hector Nammangue (Togo) ; La vague de chaleur meurtrière au Sahel et en Afrique de l'Ouest n'aurait pas été possible sans le changement climatique causé par l'homme ; Vert Togo, 17 avril 2024.	53
Boris Ngounou (Cameroun) ; Dans la région des Grands Lacs, la montée des eaux menace le flamant rose d'Afrique ; Afrik 21, 18 avril 2024.	56
Fousseni Togola (Mali) ; Électrifier l'Afrique : un nouveau partenariat pour connecter 300 millions de personnes d'ici 2030 ; Sahel Tribune, 19 avril 2024.	58
Marthe Akissi (Côte d'Ivoire) ; Dossier Braffedon : Vivre malgré l'érosion côtière ; RTI, 19 avril 2024.	60
Hector Nammangue (Togo) ; L'IA au service de la lutte contre les vagues de chaleur en Afrique de l'Ouest ; Vert Togo, 20 avril 2024.	61
Taty Dilengendju (RDC) ; Que faut-il faire pour mieux préserver les limites des aires protégées de la RDC ? Radio Okapi, 20 avril 2024.	64
Taty Dilengendju (RDC) ; Kinshasa : vers la création d'un fonds pour les pour les appuis directs aux communautés locales et des PAP en RDC ; Radio Okapi, 20 avril 2024.	66
Fousseni Togola (Mali) ; Comment le gaspillage alimentaire menace notre environnement et nos sociétés ; Sahel Tribune, 21 avril 2024.	67
Taty Dilengendju (RDC) ; Quels sont les facteurs qui étouffent le développement de l'économie bleue dans les pays africains ? Radio Okapi, 21 avril 2024.	70
Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / Des solutions innovantes attendues du forum régional africain sur les développement durable ; Agence de presse sénégalaise, 22 avril 2024.	71





Ferdinand Mbonohankuye (Burundi) ; Burundi : Le mobile money gagne du terrain et fait employer bon nombre de jeunes ; Ijambo, 22 avril 2024.....	74
Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / L’Afrique invitée à trouver des solutions pour réaliser les ODD ; Agence de presse sénégalaise, 22 avril 2024.	79
Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / Changement climatique : les CDN doivent être davantage prises en compte, selon des chercheurs ; Agence de presse sénégalaise, 22 avril 2024.	82
Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / Financements privés : une harmonisation des actions UA-ONU préconisée ; Agence de presse sénégalaise, 23 avril 2024.....	84
Youssouf Bodian (Sénégal) ; Enquête: Exploitation pétrolière et craintes pour la pêche dans les îles du Saloum ; RFM/IGFM, 23 avril 2024.....	86
Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / Le 10 ème FRADD offre une nouvelle opportunité aux pays africains (officiel) ; Agence de presse sénégalais, 23 avril 2024.....	87
Mwamachi Lina (Kenya) ; From Aspiration to Actions: Accelerating Circular Transition Worldwide! Eco Conscious, April 23, 2024.	89
Taty Dilengendju (RDC) ; Que faut-il faire pour promouvoir les cinq piliers de l’économie bleue en RDC ? Radio Okapi, 23 avril 2024.....	91
Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / 10ème FRADD : le secrétaire exécutif de la CEA relève “l’urgente” nécessité de se remettre sur la bonne voie pour atteindre les ODD ; Agence de presse sénégalaise, 23 avril 2024.	92
Ayoola Kassim (Nigeria) ; 10th Africa Forum On Sustainable Development Holds In Addis Ababa ; Channels Television, April 24, 2024.	95
Joseph Checky Abuje (Kenya) ; The fourth session of the negotiations on a global plastics treaty opens in Ottawa ; Africa Science News, April 24, 2024.	96
René Bagalwa (RDC) ; RDC La société civile de protection de l’environnement réclame l’arrêt des exportations de charbon de bois du Sud-Kivu vers le Nord-Kivu ; Afrique environnement plus, 24 avril 2024.	98
Lina Mwamachi (Kenya) ; 10th Africa Regional Forum On Sustainable Development 2024 ; Eco conscious, April 24, 2024.....	100
Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Climat / L’Afrique doit privilégier l’approche continentale pour relancer son développement (experte); Agence de presse sénégalaise, 24 avril 2024.	105
Ismail Abdoulaye (Niger) ; 10ème FRADD: les réponses aux défis du développement durable en Afrique ; L’événement Niger, 24 avril 2024.....	108
Taty Dilengendju (RDC) ; Comment se prépare la RDC sur le plan mondial de réduction de l’utilisation des hydrocarbures ? Radio Okapi, 25 avril 2024.	109





Boris Ngounou (Cameroun) ; Le Bezos Earth Fund débloque 100 M\$ pour l'IA au service du climat et de la nature ; Afrik 21, 25 avril 2024.....	110
Ayoola Kassim (Nigeria) ; UNECA: Africa Positioned To Successfully Pursue A Just Transition ; Channels Television, April 25, 2024.	112
Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; L'Afrique doit miser sur les technologies pour atteindre le développement durable (responsable CEA) ; Agence de presse sénégalaise, 25 avril 2024.	113
Lenah Bosibori (Kenya) ; Kenyan Herders Find New Ways to Fight Climate Crisis and Donkey Theft ; Talk Africa, April 26, 2024.	115
Ayoola Kassim (Nigeria) ; 10th Africa Forum On Sustainable Development In Addis Ababa Ends ; Channels Television, April 26, 2024.	119
Boris Ngounou (Cameroun) ; Tanzanie : la Banque mondiale suspend le financement de l'extension du parc de Ruaha ; Afrik 21, 26 avril 2024.....	120
Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Climat / Plaidoyer pour la suspension du paiement des intérêts de la dette des pays africains touchés par les catastrophes climatiques ; Agence de presse sénégalaise, 27 avril 2024.	122
Joseph Checky Abuje (Kenya) ; Investing in tech and innovation for a sustainable future ; Africa Science News, April 27, 2024.	124
Lenah Bosibori (Kenya) ; Kenya Makes Progress in Cervical Cancer Vaccination and Prevention Despite Covid -19 Disruptions ; Talk Africa, April 29, 2024.	128
Hector Nammangue (Togo) ; A Nairobi, 19 chefs d'État africains appellent à une reconstitution ambitieuse de l'IDA à 120 milliards de dollars ; Vert Togo, 30 avril 2024.....	132





Radio Parakou

Ernest Agbota (Bénin) ; Alimentation et agriculture à la COP 28 de Dubaï; Notre environnement en question, Radio Parakou (ORTB), avril 2024.

Pour écouter l'émission :

<https://drive.google.com/file/d/1Qz3zKQOFCMJ0t7w3rWZphfnAZDcebHJm/view>

Tag : COP 28, Accord de Paris, BAD, FIDA, Banque mondiale, BOAD.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Tanzanie : la délivrance des permis de chasse à l'éléphant est dénoncée au Kenya ; Afrik 21, 1 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/tanzanie-la-delivrance-des-permis-de-chasse-a-lelephant-est-denoncee-au-kenya/>

Tag : -



7

La Tanzanie a récemment délivré trois nouveaux permis de chasse à l'éléphant, une décision qui suscite une vive inquiétude au Kenya, en particulier pour les rares « Super Tuskers », ces majestueux éléphants dotés de défenses pesant jusqu'à 45 kilogrammes.

Pendant près de trois décennies, un accord avait préservé ces « Super Tuskers » dans la région frontalière entre la Tanzanie et le Kenya. Toutefois, avec les récents incidents de chasse, cet accord semble remis en question. Joseph Ole Lenku, gouverneur du comté de Kajiado au Kenya, a exprimé sa vive préoccupation. Dans un communiqué, il fait part de « sa profonde inquiétude » et les nouveaux permis de chasse délivrés ne font « qu'accentuer une anxiété autour de l'avenir de ces créatures iconiques », tance-t-il, avant d'appeler les autorités tanzaniennes à prendre en compte les conséquences de leurs décisions.

Les chiffres sont alarmants. Cynthia Moss, fondatrice du fonds d'Amboseli pour les éléphants, révèle qu'il ne reste qu'une dizaine de « Super Tuskers » dans la zone frontalière entre le Kenya et la Tanzanie. La Big Life Foundation, une organisation non gouvernementale (ONG) locale, confirme





que les trois éléphants récemment chassés en Tanzanie étaient parmi ces rares spécimens, dont les défenses dépassent les 45 kilogrammes.

Près de 2/3 des « Super Tuskers » ont disparu en seulement 8 ans

Les conséquences de ces chasses sont dramatiques, non seulement pour la survie des « Super Tuskers », mais aussi pour la biodiversité dans son ensemble. Alors que le nombre de grands mammifères dans les zones protégées d'Afrique a chuté de 60 % entre 1970 et 2005, cette pratique de chasse à l'éléphant soulève des questions fondamentales.

Les chasseurs justifient leurs actions en invoquant des contributions financières à la gestion des réserves et à la préservation de l'espèce. Cependant, ces arguments ne tiennent pas toujours, comme en témoignent la corruption et le braconnage dans certaines régions, notamment en Tanzanie, où en 2016, des chasseurs étrangers ont été observés en train d'abattre des éléphants en gestation à la kalachnikov. Une situation qui a entraîné une chute drastique de la population d'éléphants dans certaines réserves, comme Selous au sud du pays, où leur nombre a été réduit de près de 2/3 en seulement huit ans.

8

JOURNAL SANTE ENVIRONNEMENT

Leader de l'information sanitaire et environnementale en Afrique

Siège: Parakou, Tél : +229 97 04 40 53, Email : journalsantenvironnement@gmail.com | Investiguer, Vérifier, Informer

Venance Ayébo Tossoukpe (Bénin) ; Hygiène dans les toilettes : Les bidets FLB comme une alternative saine et durable ; Journal Santé et environnement, 2 avril 2024.

Pour lire l'article : <https://journalsantenvironnement.com/2024/04/02/hygiene-dans-les-toilettes-les-bidets-flb-comme-une-alternative-saine-et-durable/>

Tag : -

L'évolution du climat mondial exerce une influence profonde sur de nombreux aspects de notre vie quotidienne, y compris sur nos pratiques d'hygiène et d'assainissement. En vue de proposer aux communautés des solutions innovantes pour une hygiène intime optimale, confortable et respectueuse de l'environnement, Amir Azouzi et ses collaborateurs conçoivent des bidets hygiéniques nouvelle génération, consommant moins d'eau et énergétiquement indépendants.





Amir Azouzi et son produit

Cette initiative dénommée « Fini La Bouteille » se veut être un projet innovant, qui révolutionne les pratiques d'hygiène dans un contexte de changement climatique. Dans un entretien accordé au célèbre média environnemental du Bénin, le Journal Santé Environnement, Amir Azouzi, l'un des principaux responsables de ce projet, partage les motivations et les ambitions de cette initiative innovante.

À l'en croire, l'idée de concevoir les bidets « Fini La Bouteille » (bidets FLB) est partie du constat que le papier toilette utilisé dans les toilettes classiques exige une grande consommation d'eau et induit une forte pression sur les ressources forestières. « Le papier toilette nuit énormément à la planète, étant donné qu'il faut 178 L d'eau pour fabriquer un seul rouleau de papier toilette, et que chaque jour, on abat 24 mille arbres pour fabriquer du papier toilette », a indiqué le concepteur Amir Azouzi. À l'en croire, le projet « Fini La Bouteille » vise à réduire de 80 % la consommation de papier toilette. Il précise qu'en utilisant les bidets FLB, une famille de quatre personnes économise environ 100 euros par an en papier toilette.

En plus d'être autonomes en électricité, les bidets FLB sont moins coûteux et ne nécessitent pas une grande consommation d'eau à l'utilisation. Contrairement à certaines toilettes classiques qui peuvent coûter des milliers d'euros, le bidet FLB est vendu à 70 euros environ, a précisé Amir Azouzi, soulignant le bénéfice économique des produits FLB.



Le bidet FLB : un matériel pratique et inclusif

Amir Azouzi a également souligné le caractère pratique et inclusif des bidets FLB. Avec les bidets FLB, précise-t-il, il suffit juste d'appuyer sur un bouton et le jet d'eau se charge de faire le nettoyage à votre place. Ce qui permet aux personnes vulnérables, notamment les femmes enceintes et les personnes en situation de handicap, de faire aisément leurs besoins sans aucune assistance. « Nous recevons des messages des utilisateurs, qui témoignent que nous leur avons littéralement changé la vie », a-t-il laissé entendre.

« Fini La Bouteille » : Un état d'esprit, un engagement au profit de la planète



10

Au-delà des bidets hygiéniques conçus et commercialisés, le projet « Fini La Bouteille » est activement engagé dans des actions éco-citoyennes à fort impact environnemental. Sur les réseaux sociaux, « Fini La Bouteille » a créé une grosse communauté de milliers de followers, la FLB FAMILY, une communauté impliquée et engagée pour la préservation de la planète. Au Sud du Maroc, « Fini la Bouteille » ambitionne de planter 1 million d'arbres pour lutter contre la désertification, a souligné Amir Azouzi.





Pour atteindre cet objectif, « Fini La Bouteille » s'est engagé aux côtés de l'association AÏCHA, une association fortement engagée dans la lutte contre la sécheresse et la désertification dans cette région désertique du Maroc. « Pour chaque bidet vendu, nous plantons un arbre dans la région », a précisé Amir Azouzi. Le but étant, à l'en croire, de faire un maximum d'actions de ce genre, pour engager et éduquer la population africaine sur les dangers de la désertification.

« Fini La Bouteille » est donc, au-delà d'un simple concept écologique, une alternative pratique, saine et durable pour le bien-être des communautés et de la planète, dans un contexte où les changements climatiques ont de graves répercussions sur les modes de vie des communautés. Faut-il le préciser, les bidets FLB sont disponibles au Maroc et peuvent être également acquis sur le site Web : <https://www.finilabouteillemaroc.com>

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : un rapport identifie les principaux responsables de la pollution de l'air ; Afrik 21, 3 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-un-rapport-identifie-les-principaux-responsables-de-la-pollution-de-lair/>

Tag : Green Peace Afrique, Green Peace Mena, OMS.



12

Un rapport publié le 2 avril 2024 par Greenpeace Afrique et Greenpeace MENA, met en évidence l'ampleur de la pollution de l'air en Afrique, identifiant les principaux responsables et soulignant les graves répercussions sur la santé publique et l'environnement. Intitulé « Pollution de l'air en Afrique: Les principaux coupables démasqués », le document offre un aperçu des sources de pollution de l'air dans la région et appelle à des mesures urgentes pour atténuer cette crise croissante.

Le rapport révèle que l'exposition à la pollution atmosphérique est le deuxième facteur de risque de décès en Afrique, entraînant chaque année plus de 1,1 million de décès prématurés. L'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud sont désignés comme les pays les plus touchés, avec une charge de morbidité importante liée à la pollution de l'air due aux combustibles fossiles.

En ce qui concerne les principales sources de pollution, le rapport identifie les centrales thermiques comme les principaux émetteurs de dioxyde d'azote (NO₂) et de dioxyde de soufre (SO₂) en Afrique.





Neuf des dix plus grandes sources de NO₂ sont situées en Afrique du Sud, appartenant à la société d'électricité Eskom. De plus, deux des dix plus grands points chauds d'émission de SO₂ se trouvent également en Afrique du Sud.

Impact sur la santé

L'exposition à la pollution atmosphérique est associée à un large éventail de problèmes de santé, notamment les maladies cardiaques et pulmonaires, les problèmes de grossesse, les problèmes rénaux et les cancers. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la conformité aux directives de qualité de l'air de l'OMS pourrait entraîner des gains significatifs en termes d'espérance de vie.

Face à cette crise croissante, Greenpeace appelle les gouvernements africains à adopter des mesures proactives pour lutter contre la pollution de l'air. Cela comprend l'installation de dispositifs de surveillance de la qualité de l'air et l'accès à des données en temps réel pour permettre une action rapide. De plus, le rapport met en évidence l'importance d'investir dans des technologies propres, en particulier dans le secteur de l'énergie, pour réduire les émissions de polluants atmosphériques.

Pour Fana Sibanyoni, une militante de la région de Mpumalanga en Afrique du Sud, « la pollution provenant des usines de charbon, telles que celles exploitées par Sasol dans notre région, a non seulement terni notre santé, entraînant des échecs aux examens de santé et des maladies chroniques, mais elle a également assombri notre avenir, nous laissant sans emploi car les entreprises choisissent d'embaucher à l'extérieur en invoquant notre « inaptitude » au travail. ».

13



VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Des mesures novatrices pour éliminer le mercure en Afrique de l'Ouest ; Vert Togo, 4 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/des-mesures-novatrices-pour-eliminer-le-mercure-en/>

Tag : Convention de Minamata, CEDEAO, UEMOA.



14

Sous l'égide du ministère togolais de l'environnement et des ressources forestières, une rencontre régionale se tient à Lomé pour examiner et valider de nouveaux modèles de réglementation sur le commerce du mercure, visant à contrôler efficacement les flux de mercure et de produits contenant du mercure ajouté, en conformité avec la Convention de Minamata.



Une rencontre régionale cruciale s'ouvre ce jeudi à Lomé, parrainé par le ministère de l'environnement et des ressources forestières. Cette initiative, qui réunit des représentants du Burkina Faso, du Sénégal et du Togo, et ceci pour trois jours vise à combler le fossé entre la législation existante dans la sous-région et les exigences de la Convention de Minamata sur le mercure.

En mettant l'accent sur une analyse croisée du cadre législatif et réglementaire des pays membres de la CEDEAO, l'atelier ambitionne de développer de nouveaux modèles de réglementation capables de réduire de manière significative les flux de mercure et de ses composés dans l'environnement.

« Le Gouvernement togolais reste déterminé à œuvrer davantage pour appuyer le développement de différentes approches stratégiques au niveau national et régional afin d'éliminer les circuits commerciaux illicites de mercure. C'est dans cette dynamique que s'inscrit cette initiative de renforcement du cadre juridique et des capacités institutionnelles du Burkina Faso, du Sénégal et du Togo pour la mise en œuvre des articles 3 et 4 de la convention de Minamata sur mercure, qui ambitionne de renforcer la capacité des trois pays à contrôler les flux de mercure et de produits contenant du mercure ajouté. », a expliqué le représentant du ministre de l'environnement, M. Koffi Aoufoh DIMIZOU

Pour Pathé Dieye, Coordonnateur régional de la Convention Minamata, ce projet de la CEDEAO financé par le mécanisme de la convention de Minamata SIP a été développé sur la base des conclusions des rapports MIA et NAP, qui ont identifié comme prioritaire la lutte contre les flux illégaux de mercure et le mercure ajouté aux produits tels que les cosmétiques, les lampes et les relais.

« Parmi les résultats du projet, plus de 20 structures nationales et régionales ont été formées et renforcées dès la première année sur les produits contenant du mercure ajouté. Le programme a permis de sensibiliser les décideurs de la CEDEAO, de l'UEMOA, les organismes de gestion des frontières et des bassins fluviaux au commerce du mercure et des produits contenant du mercure ajouté. La mise en œuvre se poursuit avec le renforcement des capacités des laboratoires et l'élaboration des lois et réglementations mis sous l'autorité du Togo à l'échelle de la CEDEAO. », a-t-il confié.

Aussi poursuit-il « Cette initiative vise à renforcer la capacité des trois pays à contrôler les flux de mercure et de produits contenant du mercure ajouté, conformément aux articles 3 et 4 de la convention de Minamata sur le mercure, tout en contribuant à la protection de l'environnement et à la santé publique dans la région. »

Notons que la convention de Minamata sur le mercure est un accord mondial juridiquement contraignant. Elle vise à réduire les émissions et les rejets de mercure. Elle prévoit une série de





réglementation pour tout un ensemble de produits dans les domaines de la santé, de l'industrie et de l'énergie.



Christophe Nyemeck Beat (Cameroun) ; Lutte contre la pollution plastique: Traitement des bouteilles usées à Douala ; CN Mag NewTV, 5 avril 2024.

Pour voir le reportage : <https://www.youtube.com/watch?v=lgcJqwY2zYk>

Tag : -



16

Plongez dans l'action contre la pollution plastique à Douala ! Découvrez nos initiatives locales de traitement des bouteilles usées, essentielles pour la préservation de notre environnement. Ensemble, nous sensibilisons à l'importance du recyclage et du développement durable pour réduire l'impact environnemental des déchets plastiques. Rejoignez-nous dans cette lutte cruciale pour la protection de notre planète et la gestion écologique de nos ressources. Agissons ensemble pour un avenir plus propre et plus durable !



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Zimbabwe: le pays est en état de catastrophe nationale, à cause de la sécheresse ; Afrik 21, 5 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/zimbabwe-le-pays-est-en-etat-de-catastrophe-nationale-a-cause-de-la-secheresse/>

Tag : PAM.



17

Le Zimbabwe a déclaré l'état de catastrophe nationale le mercredi 3 avril 2024 en raison de la sécheresse dévastatrice qui frappe une grande partie de l'Afrique australe. Le président Emmerson Mnangagwa a lancé un appel urgent à l'aide humanitaire, soulignant que plus de 80% du pays connaît des précipitations inférieures à la normale, laissant des millions de personnes dans le besoin d'une assistance alimentaire.

Le Zimbabwe rejoint ainsi ses voisins, la Zambie et le Malawi, confrontés à une sécheresse sans précédent due au phénomène climatique El Niño. Cette situation met en péril la sécurité alimentaire de millions de personnes, avec des conséquences désastreuses pour les agriculteurs et les populations rurales. Le pays d'Afrique australe a déclaré l'état de catastrophe nationale mercredi en réponse à la sécheresse sévère qui sévit dans une grande partie de l'Afrique australe. Cette déclaration intervient après des mesures similaires prises par les pays voisins, la Zambie et le Malawi, mettant en lumière l'ampleur de la crise humanitaire dans la région.





Le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a lancé un appel urgent à l'aide internationale, soulignant que plus de 80% du pays connaît des précipitations inférieures à la normale en raison de la sécheresse liée au phénomène climatique El Niño. Cette situation a ravagé les cultures et laissé des millions de personnes dans le besoin d'une assistance alimentaire. « En raison de la sécheresse provoquée par El Niño, plus de 80% de notre pays a reçu des précipitations inférieures à la normale », explique le président Mnangagwa, avant de préciser que « la priorité absolue du pays est de garantir de la nourriture à tous les Zimbabwéens. Aucun Zimbabwéen ne doit succomber ou mourir de faim. ».

Près de 20% de la population du pays visé par la famine

Selon les autorités, 2,7 millions de personnes, soit près de 20% de la population du pays devrait manquer de nourriture cette année au Zimbabwe. Les premiers mois de l'année sont traditionnellement connus comme la « période de soudure », lorsque les ménages sont à court de nourriture en attendant la nouvelle récolte. Cependant, avec la sécheresse persistante, il y a peu d'espoir de reconstituer les réserves alimentaires cette année.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a déjà mis en place un programme d'aide alimentaire pour près de 2,7 millions de personnes, pour la période allant de janvier à mars. Cependant, le président Mnangagwa a averti qu'un nombre encore plus important de personnes auront probablement besoin d'une aide alimentaire dans les mois à venir.

Le Zimbabwe, autrefois un exportateur de céréales et un grenier de la région, s'est tourné vers les agences d'aide ces dernières années pour éviter une famine massive due à des conditions climatiques extrêmes telles que les vagues de chaleur et les inondations. L'état de catastrophe nationale déclaré par le président Mnangagwa permettra aux organisations humanitaires de mobiliser un soutien international supplémentaire pour répondre aux besoins urgents de la population.

La crise alimentaire qui sévit actuellement en Afrique australe est le résultat d'une sécheresse persistante aggravée par El Niño, un phénomène climatique naturel qui réchauffe certaines parties de l'océan Pacifique tous les deux à sept ans, a des effets variés sur le climat mondial. En Afrique australe, il provoque généralement des précipitations inférieures à la moyenne, mais cette année, la sécheresse a été la plus grave depuis des décennies.





Denise Kyalwahi (RDC) ; Monde : Sauvons les abeilles ; Naturel CD, 7 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://naturelcd.net/2024/04/07/monde-sauvons-les-abeilles/>

Tag : FAO.



19

Les pesticides tueurs d'abeilles pourraient enfin être interdits aux agriculteurs dans le monde .

En 2022, la moitié des colonies d'abeilles des Etats Unis avaient disparu, selon une newsletter en provenance de Eko sur la pétition signée par les activistes environnementalistes du canada. Dans cette lettre il souligne que « 50% des colonies d'abeilles aux Etats Unis ont disparus ces dernières années. Mais il y a encore de l'espoir : l'Agence Américaine de Protection de l'Environnement décidera bientôt d'interdire ou d'approuver les pesticides tueurs d'abeilles . Montrez votre soutien à nos précieux pollinisateurs et demandez l'interdiction de ces pesticides ».

Ces insectes pollinisateurs sont d'une importance capitale pour plus d'une centaine d'aliments, notamment les noix, les légumes, les baies, les agrumes et les melons. En effet, une bouchée sur trois de ce que nous mangeons dépend de la pollinisation des abeilles.

Ils sont également important pour la régularisation du changement climatique. Ils jouent un grand rôle dans l'écosystème comme le souligne le professeur Kighoma Alfonse dans ses émission « Eco de l'Apiculture » sur les antennes de la Radio Tayna RTCT « Émissions – Radio Tayna »

<https://radiotayna.com/podcasts>



Des études ont révélé à maintes reprises que ces produits, les néonicotinoïdes, ne présentent aucun avantage économique aux agriculteurs ou à leurs récoltes. Les seuls bénéficiaires sont les grandes entreprises du secteur agrochimique telles que Bayer.



L'Europe a déjà pris la décision d'interdire ces pesticides nuisibles pour les abeilles. Si les États-Unis et d'autres pays du monde emboîtent le pas, nous avancerons vers un monde plus sûr pour ces précieux pollinisateurs et une sécurité alimentaire pour tous.

Soulignons que la communauté Ekō a de solides références en matière de protection des abeilles. Plus de 383 000 membres d'Ekō se sont mobilisés pour que l'Europe interdise le thiaclopride, pesticide toxique de Bayer, garantissant ainsi la protection des abeilles et des agriculteurs européens contre ce produit chimique nocif.

20

En Afrique précisément en République du Congo le feu des bourses constitue une menace pour les abeilles. « L'agriculture itinérante sur brûlis est une réelle menace pour les abeilles dans le sud de la République du Congo. Les apiculteurs envisagent de rédiger un plaidoyer pour mieux faire connaître l'action bénéfique des ruches. »

Pour les cultivateurs de cette région, les apiculteurs cherchent à tout prix leur ravir la terre. On pourra lire dans un article publié par africa-on-air.com « À Loudima, sous-préfecture du sud du Congo au sol généreux et située à un peu plus de deux heures de route de Pointe-Noire, la capitale économique, les heurts entre paysans et apiculteurs deviennent réguliers. Les ruches installées à proximité des plantations de manioc partent souvent en fumée. En cause : les brûlis des paysans qui utilisent essentiellement le feu pour désherber afin de cultiver, ce qui cause d'importants dommages aux producteurs de miel. En réalité, les agriculteurs soupçonnent les apiculteurs de vouloir s'emparer de leurs terres. La cohabitation est devenue difficile avec l'abeille africaine, connue aussi sous l'appellation d'Apis mellifera adansonii. C'est une sous-espèce particulièrement agressive contrairement aux abeilles d'Europe, explique l'expert en apiculture congolais Antoine Mountanda. « Quinze piqûres de cette abeille peuvent tuer », avertit-il.





D'où l'usage du feu par les paysans qui espèrent ainsi retrouver un environnement paisible.

« Vivre avec les apiculteurs c'est compliqué, parce qu'ils ont l'équipement adapté pour se protéger contre les piqûres d'abeilles, mais nous n'en avons pas, s'indigne Fresnel Manga, un paysan. C'est difficile de travailler aux champs dans ces conditions, c'est pour cela que certains agriculteurs préfèrent mettre le feu pour faire fuir les abeilles. »

Autre menace révélée récemment au Burkina Faso : la culture transgénique pratiquée pour le coton en 2015. Cette culture a eu des conséquences importantes pour les abeilles de la même manière qu'en Argentine, qui était le deuxième pays producteur de miel au monde il y a quelques années. Lorsque les OGM sont arrivés, particulièrement le soja, les Argentins ont quasiment pratiqué la monoculture, anéantissant la diversité des fleurs et du même coup, les abeilles... L'Argentine a perdu 50% de ses colonies ces quinze dernières années.

21

En Afrique, l'apiculture a toujours été considérée comme un petit secteur d'investissement, c'est pour cette raison que les pratiques apicoles sont restées très séculaires. Réservé aux paysans, la vente du miel demeure une activité locale destinée aux pygmées et aux bas peuples. Il existe encore dans certaines régions de la cueillette sauvage de miel dans les arbres, l'arbre est dans ce cas abattu. On trouve également une apiculture traditionnelle, les ruches sont fabriquées de manière artisanale avec des matériaux naturels comme des troncs d'arbres, des mélanges de paille et de terre.

Par conséquent si le syndrome d'effondrement des abeilles ne touche pas l'Afrique, le continent noir n'est pas exempt de menaces mortelles pour ces précieux insectes. Des parasites, tel le varroa destructor, infectent les abeilles mais elles luttent naturellement contre lui et arrivent à contenir sa propagation. La loque américaine, un autre parasite, décime les colonies en Afrique du Sud. Les perturbations de la culture intensive stressent les abeilles et limitent leur capacité de défense.

En République Démocratique du Congo par contre on y trouve des abeilles de Montagne qui contribuent à l'atténuation du changement climatique grâce à la forêt du bassin du Congo. Ces



abeilles constituent une très grande richesse du pays. D'où la théorie « la RDC est le poumon de la biodiversité du monde après l'Amazonie »

L'importance des abeilles dans la sécurité alimentaire et la biodiversité

Pour le professeur Kighoma Alfonse président des apiculteurs du Nord Kivu, « les abeilles et autres pollinisateurs sont largement reconnus pour leur rôle important et leur contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition, à l'agriculture durable, à la santé des écosystèmes et de l'environnement, à la préservation et l'enrichissement de la diversité biologique et à d'autres aspects du développement durable. » Selon le rapport de fao de mai 2018, les abeilles et autres pollinisateurs sont en déclin dans certaines des principales régions agricoles du monde. Par ailleurs, de plus en plus d'espèces de pollinisateurs à travers le monde pourraient disparaître du fait de pressions diverses, dont beaucoup sont d'origine humaine.

Selon l'Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture, le rôle des abeilles dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la lutte contre la pauvreté

« Les abeilles jouent un rôle important pour la chaîne alimentaire mondiale. Selon la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, la valeur des services écologiques et économiques fournie par les abeilles correspond à 577 milliards de dollars. De plus, un tiers de la production de nourriture à l'échelle mondiale dépend directement de leur activité pollinisatrice, et les abeilles sont parmi les pollinisateurs, celles qui jouent le rôle le plus efficace. À travers la pollinisation des plantes, les abeilles favorisent la production agricole qui assure la sécurité alimentaire, et à travers leurs produits à haute valeur nutritive (miel, gelée royale, pollen, etc.), la sécurité nutritionnelle de la population. »

22



Selon Irina Buttoud, « l'apiculture ou l'élevage des abeilles, est une activité économique à faible impact environnemental. Exigeant de faibles investissements, elle peut procurer des revenus substantiels et renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales dépendant fortement des produits forestiers pour leur subsistance, mais actuellement le miel au Gabon, en



Guinée-Equatoriale et dans d'autres pays de la sous-région reste un trésor au potentiel sous-exploité ».

VertTogo

Hector Nammmangue (Togo) ; La BOAD s'engage à mobiliser des ressources financières pour le climat et l'environnement dans l'UEMOA ; Vert Togo, 8 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/la-boad-sengage-a-mobiliser-des-ressources-financieres-pour-le-climat/>

23

Tag : BOAD, UEMOA, UNECA, OCDE, IDFC, Accord de Paris, CEDEAO.



Face aux défis croissants du changement climatique dans les pays de l'UEMOA, la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) se positionne comme un acteur clé dans la mobilisation des ressources financières pour soutenir les initiatives de préservation de l'environnement.





Dans une récente interview, le directeur du département environnement et finance climat de la BOAD, Moubarak Moukaila, a exploré les engagements de la banque en matière de financement durable. Il a également abordé l'importance de trouver un équilibre entre la promotion du développement économique et la protection de l'environnement.

Les pays de l'UEMOA rencontrent de réelles difficultés pour la mobilisation des ressources de la finance climat. Comment la BOAD prévoit-elle de participer à l'accroissement des ressources financières en faveur du climat et de l'environnement sans impacter le financement du développement ?

Les pays de l'UEMOA et de l'Afrique subsaharienne en général sont très sensibles aux effets des changements climatiques tels que les sécheresses, les inondations, les vents violents, l'érosion côtière. Aujourd'hui, les effets liés à la sécheresse par exemple vont bien au-delà du Sahel. Ils se sentent même au nord des pays côtiers comme le Togo, le Bénin et autres.

Il faut donc des actions fortes ainsi que des moyens colossaux, additionnels et appropriés pour accompagner le développement de ces pays. Il est très difficile pour les États de mobiliser ces ressources, pas parce que, les ressources n'existent pas, mais parce que les États ont des difficultés à mobiliser des ressources et à financer des projets viables.

Selon la Commission économique de l'Afrique pour les Nations Unies (UNECA), seulement 3% des financements climatiques dans le monde sont mobilisés par l'Afrique en 2016 et 2019. Et l'OCDE rajoute que seulement 40% de ces 3% mobilisés sont effectivement déboursés pour accompagner les projets. Donc, on a un réel problème lié à la maturité, à la qualité des projets que nous développons, à la capacité des acteurs qui développent ces projets-là, les ONG, le secteur privé et autres.

Nous devons trouver des solutions pour accompagner le développement, la structuration et l'authenticité de ces projets. Pour répondre à ce double challenge lié à la qualité des projets et au processus de mise en œuvre, le Président de la BOAD a créé un département dédié à l'environnement et à la finance climat. Il m'a fait l'insigne honneur de me porter à la tête de ce département qui est composé, outre du domaine de l'environnement, du social et du genre, de deux autres domaines. L'un est chargé du développement des projets climat qui sera piloté par M. Ibrahim Traoré. Ce département a pour mission de développer, de rechercher des co-financements et faire approuver des projets climat en interaction avec les départements sectoriels, dans le cadre du financement des projets de la banque.

Quand on parle de la finance climat, très souvent, les gens pensent que c'est quelque chose de nouveau, alors qu'il s'agit d'abord du financement de projets classiques auxquels on ajoute des critères climatiques pour donner une durabilité aux projets. Et donc, nous sommes obligés de





travailler avec les structures opérationnelles de la banque comme les infrastructures, l'énergie et autres, pour apporter plus d'additionnalité, de concessionnalité à leurs projets.

L'autre domaine sera chargé de la supervision des projets climat. Piloté par Eric Amoussou, il a pour mission d'encaisser et de faire décaisser les ressources mobilisées et suivre la mise en œuvre des projets climatiques promus par la banque, en interaction toujours avec les départements sectoriels.

Alors, s'agissant de l'accroissement des ressources, nous allons mettre un accent additionnel sur l'origination des projets pour explorer d'autres fenêtres comme les obligations sur le marché financier international. La mobilisation du secteur privé, acteur très important qui crée non seulement de la valeur ajoutée, mais apporte aussi de l'innovation dans la manière de lutter efficacement contre les changements climatiques.

J'évoquais les 3% mobilisés par l'Afrique. Je vous disais aussi que les fonds ne représentent que 20% de l'architecture internationale de la finance climat. Et donc, il faut une très forte implication du secteur privé pour mobiliser autant de ressources pour le financement du climat. Donc, nous allons en outre intégrer dans les opérations classiques de la banque, la question liée au changement climatique pour drainer une part substantielle de financement interne vers le climat et l'environnement.

25

Pensez-vous que cette approche permettra de résoudre le problème de la finance climat ?

Cette nouvelle approche que le président de la banque veut insuffler en matière d'origination et de développement du projet climat permettra entre autres de booster l'interaction que nous avons avec les mécanismes financiers, avec les fonds auxquels nous sommes accrédités mais aussi permettra d'activer plus de ressources vers la finance climat parce que si nous apportons les 20% au financement du secteur privé, cela va inciter ce dernier à investir davantage dans les projets.

Si nous voulons attirer bien évidemment le secteur privé vers les projets du climat, nous devons tout faire pour les rendre plus attractifs. Quand je fais le parallèle avec la crise de la Covid-19, le secteur privé a injecté en un temps record énormément de ressources pour pouvoir trouver des solutions, pour éradiquer cette pandémie, parce que les projets liés à la Covid-19 étaient très attractifs et avaient une bonne rentabilité. Donc je pense que si le projet climat avait cette attractivité, nous allons pouvoir mobiliser le secteur privé, qui est effecteur de valeurs ajoutées, de création d'emplois et autres, pour accompagner ces projets-là.

Qu'en est-il du positionnement et les partenariats que la banque noue dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques ?





En décembre dernier, avant la COP28 à Dubaï, le président de la BOAD est devenu coprésident de l'International Development Financial Club (IDFC), un groupe d'influence très puissant qui rassemble 26 banques à travers le monde et qui porte les questions liées aux changements climatiques.

Aussi, la BOAD héberge depuis 2013 le premier centre régional de collaboration, partenariat avec le secrétariat de la Convention 4 des Nations Unies sur les Changements Climatiques, qui a pour mission de mettre en œuvre le mandat des parties donné à la CCNUCC, de définir et de mettre en œuvre les politiques, les stratégies et les procédures permettant de développer un centre d'appui au développement des opérations et du renforcement des capacités dans des domaines des contributions déterminées au niveau national, des objectifs de développement durable, des accords de Paris globalement, et notamment des questions comme les mécanismes de marché, l'article 6 et autres.

Enfin, la BOAD, depuis 2008, s'est engagée et suit la question du crédit carbone. Le crédit carbone de la banque a été créé en 2008 pour mobiliser des ressources additionnelles et apporter une concessionnalité pour améliorer la rentabilité des bonus.

Avec l'accord de Paris en 2015 et son article sur les mécanismes de marché et la finance climat, la banque, avec un appui du gouvernement allemand, accompagne les pays de la CEDEAO globalement à mettre en place un marché des crédits carbonés. Nous avons créé depuis 2017 l'alliance pour l'Est africain sur les mécanismes de marché et la finance climat, et nous travaillons dans ce sens-là.

Nous croyons que toutes ces initiatives mises en place permettront véritablement et de façon significative de mobiliser davantage de ressources de la finance climatique pour ainsi contribuer au développement durable des pays.





Infos environnement avec Djibril Diop (Sénégal) ; Mader TV, 9 avril 2024.

Pour voir la vidéo de l'émission : https://www.youtube.com/watch?v=vFhwj96_43U

Tag : -



27

Sarah Natoolo (Uganda) ; City floods ; UBC Radio , News Hour Programm on 9th April 2024.

To listen the report : https://drive.google.com/file/d/1iygiVuAHbGjOry3eJzK0A0S_4pfyfaX7/view

Tag : WMO.





Lenah Bosibori (Kenya) ; Indigenous communities call for incorporation of their knowledge in scientific knowledge ; Africa Science News, April 9, 2024.

To access the article : <https://africasciencenews.org/indigenous-communities-call-for-incorporation-of-their-knowledge-in-scientific-knowledge/>

Tag : AGNES, COP 28, PACJA, UNECA, UNFCCC.



28



As the world grapples with the urgent need for climate action, a group of indigenous communities from Southern parts of Kenya are pushing to have their traditional knowledge integrated in the scientific knowledge.

Samate Ann representing Mainyoito Pastoralists Integrated Development Organization (MPIDO), said that the reason they are asking to be integrated is because they have seen their traditional knowledge work and it is what has kept them alive.

Ann was speaking during the African Group of Negotiators Experts Support (AGNES) that has convened in Nairobi to find a crucial convening strategy in collaboration with key partners with a focus on aligning African priorities with global climate objectives.

“The reason why we are asking for our knowledge to be integrated in the scientific knowledge is because this has worked for us and brought us this far, for us who are alive today is because of our traditional knowledge,” said Ann.

Ann adds that they use the traditional knowledge in their health services too because from the fact they are marginalized, even their health services are marginalized. “Traditional medicines and herbs have been working for us and this is how we have been able to survive because from the fact that we are very much marginalized then it means we are marginalized even in our social services including health,” added Ann.

By requesting this, Ann says that it will help their traditional knowledge to be recognized in a special way and be protected to be used by meteorological departments in its early warning signs.

“For us pastoralists, we know when the rains are about to begin, we know when it is going to dry, you simply cut the intestines of a goat and you can tell when it will rain and when it will dry, so the meteorological department can borrow from that because it has not failed us,” adds Ann.

“For the longest time, indigenous people have managed to be resilient because of their traditional knowledge, the pastoralists have managed to be around despite the rampant drought and very serious changes in weather patterns, we have been able to be around because of our traditional knowledge. For the pastoralists, mobility has been our core and backbone of our traditional knowledge which has been the main driver of resilience for us,” adds Ann.

To concur with Ann, Ms Anne Wang’ombe the Principal Secretary State Department for Gender and Affirmative Action said that Climate change is affecting women and children more, with support from AGNES, the government will map all the vulnerability hotspots.

‘In Kenya, we have embarked on a National Gender and Climate Change vulnerabilities hotspot mapping exercise, with support from AGNES, to inform targeted actions in sectors such as Water, Energy, and Agriculture. Beyond my department, the Kenyan government has prioritized climate change initiatives, including the promotion of green energy and tree planting initiatives. Our collective representation across various sectors underscores the holistic approach needed to tackle climate challenges, integrating gender perspectives into policies and actions. ‘Ms. Wang’ombe said.





The four-day meeting that brought together climate experts from 30 African countries ranging from policymakers, negotiators, experts, practitioners, farmer organizations, civil society organizations (CSOs), UNFCCC and gender national focal points, development partners, and international and regional research organizations is expected to conclude on Friday with a Common African Position ahead of the SB60 session in Bonn, Germany in June this year.

The common African position will provide the African negotiators with a strategy and an approach to engage in negotiations on agriculture, adaptation, loss and damage and adaptation finance. The discussions will also focus on health, gender and water as well as biodiversity.

On his part, Dr. George Wamukoya, OGW, Team Lead, AGNES said that there is urgency to address the warming planet that has never been palpable “We stand at a critical juncture in the fight against climate change. The urgency to address the warming planet has never been more palpable. As we convene for the Pre-SB60 AGNES Strategy Meeting, it’s imperative that we unite under a common African position,” said Wamukoya.

He further adds that together with esteemed partners and collaborators, they aim to pave the way for meaningful action at the upcoming SB60 session. “Our collective efforts, guided by reflection on COP28 outcomes, will shape strategic approaches across crucial themes: agriculture, adaptation, gender equality, health, water security, biodiversity, and nature-based solutions. Through dialogue, collaboration, and determination, we endeavor to chart a path towards resilience, sustainability, and equitable development. Let us seize this opportunity to make a tangible difference in the fight against climate change,” reiterated Wamukoya.

Different stakeholders also highlighted how climate change has impacted various sectors including health, agriculture, biodiversity and blue economy.

Desta Lakew, Global Partnerships for Africa Lead, AMREF Health Africa advocated for greater recognition of health considerations within climate negotiations dialogue.

“As we convene in Nairobi for the Pre-SB60 Strategy Meeting, it’s imperative to acknowledge the urgent nexus between climate change and health. “AMREF Health Africa stands at the forefront of this critical dialogue, advocating for greater recognition of health considerations within climate negotiations,” said Lakew.

“With rising temperatures exacerbating disease burdens and threatening food security, the time for action is now. We urge increased interdisciplinary collaboration, investment in research, and political support to ensure that health remains central to climate discourse. Together, let’s pave the way for a resilient future where the well-being of people and the planet go hand in hand,” added Lakew.

Pan African Climate Justice Alliance (PACJA) also pledged to leverage its convening power by facilitating broad-based consultations on adaptation issues at SB60 and engaging with negotiation blocks.

“PACJA aims to anchor key agendas legislatively through platforms like the Pan African Parliament and ACLI networks, while providing a unified platform for African non-state actors. Additionally, PACJA will co-host Africa Climate Talks with UNECA to amplify messaging and support the Keep

Your Promise Campaign for increased adaptation financing,” Dr. Mithika Mwenda, Executive Director, PACJA.

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l’ECOSOC, accréditée à l’OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l’université de Genève et de la European Business School in Geneva





Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Ethiopia set to host the 10th Africa Regional Forum on Sustainable Development ; Pan African Visions, April 09, 2024.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/04/ethiopia-set-to-host-the-10th-africa-regional-forum-on-sustainable-development/>

Tag : Agenda 2063, ARFSD-10, AUC, 2030 Agenda, UNECA.



31

The 10th Session of the Africa Regional Forum on Sustainable Development (ARFSD-10) will be held in hybrid format on 23 to 25 April, 2024 at the headquarters of the African Union Commission (AUC) in Addis Ababa, Ethiopia.

The theme of the forum is “Reinforcing the 2030 Agenda for Sustainable Development and Agenda 2063 and eradicating poverty in times of multiple crises: effective delivery of sustainable, resilient and innovative solutions.”

According to Nassim Oulmane, Acting Director of the Technology Climate Change, and Natural Resource Management Division of the ECA, while African member States are past midway in the implementation of the 2030 Agenda, progress on most SDGs is off-track and is either moving much too slowly or has regressed below the 2015 baseline; Achieving the SDGs by the set deadline of 2030 is contingent on stepping up implementation through ambitious and bold solutions and action.

“ARFSD-10 is a timely opportunity to address shortcomings and capitalize on emerging opportunities to ensure robust, accelerated and timely implementation of the SDGs and Agenda

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva





2063. In addition, participants will play a key role in mobilizing Africa’s inputs for the Summit of the Future to be held in September 2024,” he adds.

Jointly organized by the ECA in collaboration with the AUC, the African Development Bank and UN system organizations, the Forum aims to assess progress and exchange knowledge, best practices, and policy solutions to support the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development, in line with regional priorities.

The SDGs goals on the ARFSD-10 agenda are: Goal 1 (No poverty), Goal 2 (Zero Hunger), Goal 13 (Climate Action), Goal 16 (Peace, Justice and Strong Institutions; and Goal 17 (Partnerships for the Goals) and the corresponding goals of Agenda 2063.

Several pre-events and side events aligned with the theme and subthemes of the Forum will precede ARFSD-10 from 17 April to 22 April. These include Coding Camp for African Girls; A Science Technology and Innovation Boot Camp for young people; a Youth Forum on the Summit of the Future and the 6th African Science, Technology and Innovation Forum. Other events include a Dialogue Session on Carbon Markets, Africa Climate Talks and Review of Progress on Food Systems. The Deputy Secretary General, Amina Mohammed is also slated to lead the annual meeting of the Regional Collaborative Platform for Africa, and a retreat of African UN Resident Coordinators.

32

“For Africa, integrated implementation of the SDGs and the Agenda 2063 is essential; and we need actions and solutions at scale to achieve both,” he says and notes that out of ARFSD-10 will be key messages comprising specific issues of importance, and a declaration, which will inform the forthcoming global UN High Level Political Forum on Sustainable Development later in the year.

Participants will include high-level policy makers and experts from ministries and agencies responsible for finance and economic development, social affairs, environment and natural resources management, statistics, agriculture and food security, science, technology and innovation and other ministries from the 54 ECA member States. Representatives from the African Union Commission, Regional Economic Communities and other regional and subregional organizations as well as UN system agencies, development partners, major groups that include civil society organizations, the private sector and academia will be in attendance.

ARFSD is one of the three mechanisms mandated to follow-up, review and catalyze actions to achieve the Sustainable Development Goals (SDGs) of the 2030 Agenda for Sustainable Development adopted by UN Member States in September 2015.

Nine sessions of the Regional Forum have been held to date.



DownToEarth

Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Climate tech: Zimbabwean scientist turns carbon dioxide into methanol to minimise emissions ; Down to Earth, April 10, 2024.

To access the article : <https://www.downtoearth.org.in/news/africa/climate-tech-zimbabwean-scientist-turns-carbon-dioxide-into-methanol-to-minimise-emissions-95510>

Tag: -

Making energy materials like formic acid, methanol from carbon dioxide released from factories can be important for emerging economies, says Project Lead Gift Mehlana.



Photo for representation: iStock

A scientist in Zimbabwe is producing methanol and other energy materials using carbon dioxide from industrial activities, according to the African Academy of Sciences (AAS).

Gift Mehlana is leading a research group that focuses on the development of novel porous materials for capturing waste carbon dioxide emitted from factories. He has a background in converting carbon dioxide into methanol, which is a clean burning fuel.

Mehlana said the primary objective of their research is to utilise carbon dioxide that emanates from the burning of fossil fuels to provide energy. "To achieve this, our research has focused on developing new materials capable of capturing and converting carbon dioxide from various points of emissions to produce energy materials such formic acid and methanol," he said.





Formic acid is regarded as a convenient way of storing hydrogen, he said, adding that formate is posing as an excellent hydrogen carrier in fuel cells, making it a highly exploitable chemical on the hydrogen energy storage front. Formate has an energy content that is at least five times greater than commercially available lithium-ion batteries, the scientist explained. Formate can also be used in various chemical industries such as pharmaceutical, food and chemical manufacturing to make products that are useful in people's daily lives, he added. Mehlana is a Lecturer in the Department of Chemical Sciences at Midlands State University in Zimbabwe.

He underlined the importance of methanol for emerging economies. It can be blended with gasoline to improve air quality, used to make other clean-burning fuels and can be easily integrated with the fuel distribution infrastructure available on the African continent, he added.

To date, the researcher said, they have prepared a wide range of materials known as metal-organic frameworks in their laboratory. The materials are made up of metal ions or metal clusters connected together by organic linkers, he shared, adding:

Our materials showed interesting properties such as chemical stability and were good candidates for housing precious metal catalysts such as platinum, rhodium and iridium responsible for conversion of carbon dioxide to formic acid.

The results of their studies are encouraging as they can be used to design materials which are highly selective towards carbon dioxide for use in capturing the waste gas from industrial emissions, according to the scientist.

Zimbabwe has a number of companies that are involved in burning of coal to produce energy and cement in industry and they produce a lot of the greenhouse gas from their activities, Mehlana noted.

According to him, the last phase of the project would be designing the prototypes and engaging the local industries to implement the developed technologies.

"If this venture is successful, the amount of carbon dioxide emissions will be significantly reduced in Zimbabwe. This will help the country fight climate change and global warming, while also producing energy materials that are vital for the 21st century as we move towards a circular and green economy," he said.

There is need as a country to train the next generation of scientists with specific profiles in clean energy technology, he said.

Globally, the world pumps nearly 40 billion tonnes of carbon dioxide into the atmosphere by burning fossil fuels such as coal and oil every year to achieve energy demands, according to Mehlana.





Their initiative seeks to help with developmental problems faced by populations living in sub-Saharan Africa by reducing carbon dioxide emissions from the electric power industries and cement production.

Mehlana has received funding support from the AAS mentorship programme and the Royal Society which enabled him to collaborate with scientists in other countries.

He is also a fellow of the Future Leaders-African independent Research (FLAIR) programme, which supports talented early-career researchers who have potential to become leaders in their field.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique du Sud : l'élevage intensif des lions et des rhinocéros désormais interdit ; Afrik 21, 10 avril 2024.

35

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-du-sud-lelevage-intensif-des-lions-et-des-rhinoceros-desormais-interdit/>

Tag : -





Le gouvernement sud-africain vient de donner son feu vert à une série de politiques visant à mettre fin à l'élevage intensif de lions ainsi qu'à l'élevage commercial de rhinocéros. Cette décision marque une avancée significative dans le domaine de la conservation de la faune sauvage en Afrique du Sud, après de longues années de débats et de consultations.

La ministre sud-africaine de l'Environnement, Barbara Creecy, a présenté le mercredi 3 mars 2024, un plan pour imposer progressivement l'interdiction de l'élevage de lions et de rhinocéros destinés à la chasse. Ces politiques visent à mettre un terme à l'exploitation lucrative des lions et des rhinocéros, qui sont souvent élevés en captivité pour des activités commerciales telles que les selfies touristiques, les expériences de « marche avec les lions », les chasses en enclos et l'exportation de parties du corps à des fins médicinales.

Selon le Mark Jones de Born Free, qui a longtemps milité contre l'élevage cruel de lions et le commerce des rhinocéros, environ 12 000 lions sont actuellement détenus dans plus de 300 installations en Afrique du Sud, tandis que l'élevage de rhinocéros est également pratiqué dans le pays. Cependant, des récents échecs financiers dans l'industrie, comme la fermeture du ranch Buffalo Dream de John Hume, sur une superficie de 8 000 hectares au nord-ouest du pays, ont mis en évidence les limites de l'élevage commercial de rhinocéros en tant qu'outil de conservation.

36

Un moratoire de 2 ans

Le gouvernement sud-africain avait déjà annoncé en 2021 son intention d'interdire l'élevage de lions destinés à la chasse et une commission ad hoc a planché sur la question ces deux dernières années. « La commission a recommandé la fermeture du secteur de l'élevage en captivité, y compris la détention de lions en captivité, ainsi que l'utilisation de lions captifs à des fins commerciales », précise la ministre Barbara Creecy lors d'une conférence de presse au Cap.

Avant une interdiction totale, les éleveurs bénéficieront d'un délai pouvant aller jusqu'à deux ans pour se retirer volontairement du secteur et se reconvertir.

La mise en œuvre de ces politiques marque un tournant dans la lutte pour la protection de la faune sauvage en Afrique du Sud. Les autorités sont désormais appelées à agir rapidement pour garantir le bien-être des animaux concernés et à envisager d'étendre ces mesures à d'autres espèces sauvages élevées et gardées à des fins commerciales dans le pays.





Joseph Checky Abuje (Kenya) ; Declining biodiversity raises global alarm ; Africa Science News, April 11, 2024.

To access the article : <https://africasciencenews.org/declining-biodiversity-raises-global-alarm/>

Tag : Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework, SECO, UN Convention on Biological Diversity, UNCTAD.





With one million species currently at risk of extinction, the state of global biodiversity loss spells trouble for nature and economies.

This is occasioned by the impact of losing bees and other wild pollinators, fisheries and forestry – just a fraction of natural resources at risk – could reduce global GDP by an estimated \$2.7 trillion annually by 2030, according to World Bank simulations.

Speaking during the 7th hybrid Bio-Trade Congress in Geneva, UNCTAD and partners, however, gave a renewed push for stronger trade policies and governance to help tackle the biodiversity crisis.

“Let us trade, yes, but let us trade in a way that enriches our forests, revitalizes our oceans and purifies our air,” UNCTAD Secretary-General said as she opened the 2024 meeting on 25 March.

“Let us ‘BioTrade’, with the right support for that to happen,” the secretary-general added.

During the meeting, it was revealed that products with a biological origin as a result of Biotrade are valued at \$3.7 trillion, representing 17% of global exports in 2021, according to the Trade and Biodiversity (TraBio) statistical tool, UNCTAD’s database that measures the international trade of biodiversity-based products.

However, the economic stakes are even higher for low-income economies, with the share often surpassing 40% of their exports during the past decade.

Since launching the BioTrade Initiative in 1996, UNCTAD has supported more than 80 countries to promote trade in line with environmental, social and economic criteria, where the initiative provides a set of guidelines to bolster sustainable development in its three dimensions across the entire value chain.

These entail a dual focus on people and biodiversity, spotlighting core elements such as conservation, sustainable use, the fair and equitable sharing of benefits, and community empowerment.

Equally important during the meeting were the need for collaborative action, the promotion of sustainable livelihoods and legal compliance as mitigation measures to restore the rapidly diminishing global biodiversity.





“We need to mobilize stakeholders at different levels and move the needle on reversing trends that are eroding the very basis of our human existence”, said Monica Rubiolo, head of trade promotion at the Swiss State Secretariat for Economic Affairs (SECO). SECO has supported the BioTrade initiative for almost two decades.

Developing countries are at the highest brink of Biodiversity distinction that is a threat to the natural capital base for a sustainable economy. According to UNCTAD, aligning with the BioTrade principles and criteria, developing countries can diversify exports, conserve biodiversity and improve the livelihoods of local communities.

In South Africa, efforts to implement the initiative have created over 3,700 jobs, boosted local sales by 51%, and increased export sales by 178%.

In Peru, the trade of native superfoods with high nutrition, including quinoa and maca, generates around \$500 million annually.

Additionally, Indonesia saw exports of biodiversity-based products soar by a third in 2021 alone, representing more than 36% of the country's total exports, and close to 10% of its GDP.

The meeting is also part of wider activities towards the 16th meeting of the Conference of the Parties to the UN Convention on Biological Diversity, as well as UNCTAD's 60th anniversary (2024) and its 16th quadrennial conference, set for 2025.

Participants as well as stakeholders in the environment sector were urged to embrace Biotrade Congress initiatives.

“The Bio Trade Congress reminds us of the importance of putting people, societies and the environment before capital, by looking more closely at social and solidarity economy models to advance sustainable livelihoods,” said Chantal Line Carpentier, head of trade, environment, climate and sustainable development at UNCTAD.

She noted that deliberations from the congress will support the implementation of the Sustainable Development Goals, and the landmark Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework, aimed at halting and reversing biodiversity loss by 2030.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Bassin du Congo : les forêts certifiées, un refuge pour la faune sauvage ; Afrik 21, 15 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/bassin-du-congo-les-forets-certifiees-un-refuge-pour-la-faune-sauvage/>

Tag : WWF, WCS, FSC.



40

Une récente étude publiée dans la revue Nature le 10 avril 2024, apporte des nouvelles encourageantes pour la conservation de la biodiversité dans le bassin du Congo. Dirigée par l'université d'Utrecht aux Pays-Bas, avec le soutien du Fonds mondial pour la nature (WWF) et de la Wildlife Conservation Society (WCS), cette recherche met en lumière l'impact positif des forêts certifiées par le Forest Stewardship Council (FSC) sur la faune sauvage de la région.

Les résultats de l'étude, qui a duré cinq ans et a impliqué des centaines d'employés locaux, sont sans équivoque. Les concessions forestières certifiées Forest Stewardship Council (FSC) abritent une population plus importante de grands mammifères menacés que les forêts non certifiées. En effet, les concessions certifiées ont été le théâtre d'une augmentation significative du nombre de grands mammifères tels que les gorilles et les éléphants de forêt, par rapport aux zones non certifiées. Cette augmentation est particulièrement notable pour les mammifères de plus de 220 kilogrammes comme les gorilles et les éléphants de forêt, avec une augmentation de 2,7 fois par rapport aux zones non certifiées.





Ces découvertes soulignent l'importance cruciale des concessions forestières certifiées FSC dans la protection de la faune sauvage du bassin du Congo. En plus de fournir un refuge pour les espèces en danger critique d'extinction, ces forêts certifiées jouent un rôle essentiel dans la dispersion des graines, le cycle des nutriments et le stockage du carbone forestier dans la région.

Les défis de la certification FSC

Cependant, l'étude met en évidence les défis persistants auxquels est confrontée la conservation de la biodiversité dans la région. En particulier, l'impact de la chasse illégale sur la faune sauvage reste une préoccupation majeure. Malgré les mesures proactives prises par les entreprises forestières certifiées FSC, telles que le blocage d'anciennes routes forestières et le soutien aux sources alternatives de protéines pour les communautés locales, la chasse illégale continue de menacer la biodiversité du bassin du Congo.

Ces résultats soulignent l'importance cruciale de la gestion forestière responsable dans la conservation de la biodiversité. Les concessions forestières certifiées FSC offrent un exemple concret de la manière dont la conservation de la faune sauvage peut être conciliée avec le développement économique durable. En effet, les pratiques forestières durables soutiennent non seulement la biodiversité, mais également les communautés locales et contribuent à la lutte contre le changement climatique en préservant les forêts tropicales.

Malgré les avantages évidents de la certification FSC, celle-ci reste largement concentrée dans les pays du Nord, avec peu d'implication des forêts tropicales des pays du Sud. De plus, les petites exploitations forestières, notamment familiales ou communautaires, sont souvent exclues du processus de certification, ce qui limite leur accès aux marchés internationaux.





Ijambo

Ferdinand Mbonohankuye (Burundi) ; Gitega : La canne à sucre, source de revenus pour les femmes et les enfants pendant les vacances ; Ijambo, 15 avril 2024.

Pour lire l'article : <https://ijambo.mondoblog.org/gitega-la-canne-a-sucre-source-de-revenus-pour-les-femmes-et-les-enfants-pendant-les-vacances-depaques/>

Tag : -

Dans les rues animées de Gitega, la deuxième plus grande ville du Burundi, un spectacle attire l'attention des passants : des femmes et des enfants, souvent vêtus de couleurs vives, vendent des cannes à sucre le long des trottoirs et aux abords des marchés. Ce commerce informel est une scène commune dans cette région, où la canne à sucre est non seulement une source de revenus pour de nombreuses familles, mais aussi une tradition bien ancrée dans la culture locale alors que la Sosumo produit chaque année une quantité de sucre qui oscille autour de 20 000 mille tonnes en provenance de la canne à sucre.

Parmi ces vendeurs de cannes à sucre, on trouve Anitha Ndereyimana, une mère de trois enfants. Pour elle, vendre des cannes à sucre est bien plus qu'une simple activité commerciale. C'est une question de survie. « Je vends des cannes à sucre, épluchées ou non, depuis près de dix ans maintenant », explique Mme Anitha. « C'est mon seul moyen de subvenir aux besoins de ma famille. Chaque jour, je parcours les rues de Gitega pour vendre mes produits et gagner un peu d'argent pour acheter de la nourriture, payer le loyer de la maison et les frais de scolarité de mes enfants. »

Anitha Ndereyimana n'est pas la seule à dépendre de la vente de cannes à sucre pour sa subsistance. Aline Kwizera, élève au Lycée technique de Kwibuka, partage cette vision et aide également sa famille en vendant des cannes à sucre après l'école. « Vendre des cannes à sucre pendant mon temps libre m'aide à gagner un peu d'argent de poche », dit-elle. « Je suis consciente que l'éducation est importante, mais ma famille a du mal à joindre les deux bouts », confie Aline. « Vendre des cannes à sucre me permet de contribuer financièrement et de soulager un peu le fardeau de mes parents. »

Les cannes à sucre vendues à Gitega sont cultivées dans les marais de Gasunu, et d'autres sont importées de la province de Rutana. Au moins 60 % de la population des collines de Gasunu et des quartiers Magarama et Bwoga de la commune et de la province de Gitega pratique cette activité de commercialisation de la canne à sucre pendant cette période. La canne à sucre est une culture qui est à la base du tissu socio-économique des familles à Gitega.



« Cela me donne également une occasion de socialiser avec d'autres personnes de ma communauté et de développer mes compétences en communication et en entrepreneuriat », ajoute Anitha.

Un travail lucratif, mais difficile et épuisant

Pour ces femmes et ces enfants, vendre des cannes à sucre est souvent un travail difficile et épuisant. Ils passent des heures sous le soleil brûlant à couper, éplucher et vendre les cannes à sucre aux clients. Selon Anitha Ndereyimana, un fagot de 15 cannes à sucre est acheté entre 3000 FBu et 5000 FBu et revendue en détail. Un sachet des parties épluché des cannes à sucre est vendu à 500 FBu. Ils préfèrent souvent les clients qui achètent toute la canne à sucre ou qui la divisent en deux parties ou plus, et mâchent le jus des morceaux fragmentés.

Malgré les défis, ils trouvent du réconfort dans le fait de pouvoir contribuer au bien-être de leur famille et de leur communauté.



Au marché de Mutaho, situé dans la province de Gitega, les cannes à sucre sont disponibles à la vente. Crédit Photo/ Ferdinand Mbonihankuye.

La canne à sucre est également une ressource précieuse pour les consommateurs locaux. Non seulement elle offre une douceur sucrée et rafraîchissante, mais elle est également utilisée dans la fabrication des jus traditionnelle et des desserts populaires. Les vendeurs ambulants proposent souvent des cannes à sucre fraîchement coupées, prêtes à être dégustées sur place ou emportées pour une pause sucrée à la maison ou au travail.



Certains acheteurs choisissent d'acheter toute la canne à sucre ou de la diviser en morceaux plus petits pour mâcher le jus des morceaux fragmentés.

Cette activité de commercialisation de la canne à sucre à Gitega se pratique depuis le mois de Mars. Il s'agit d'une période spécifique de l'année où la canne à sucre est récoltée en abondance ou d'une période historique où cette activité était particulièrement répandue et répond aux besoins récréatifs des clients, jeunes et moins jeunes, qui affluent vers les stands de cannes à sucre pour savourer ce délice sucré. « Rien de tel qu'une canne à sucre fraîchement pressée pour se rafraîchir par une chaude journée », déclare un client satisfait. « C'est une tradition que j'apprécie depuis mon enfance, et je suis heureux de voir que cette pratique perdure dans notre communauté. »



Les enfants transportent les fagots de canne à sucre sur leur tête vers les lieux de vente. Crédit photo : Ferdinand Mbonihankuye

La canne à sucre à Gitega : Un mode de vie plus qu'un simple commerce

Aline partage cet optimisme. « Bien que cela puisse être difficile parfois, je suis reconnaissante d'avoir cette opportunité », dit-elle. « Cela m'aide à développer des compétences précieuses qui me seront utiles dans le futur. » Le développement de compétences est un aspect crucial pour la croissance personnelle et professionnelle. Pour elle, cette expérience lui permet de cultiver un ensemble de compétences qui seront inestimables pour son avenir. Parmi ces compétences figurent le leadership, la résolution de problèmes, la prise de décision, la communication efficace, la gestion du temps, le travail d'équipe, l'adaptabilité, la pensée critique, la créativité et l'innovation. Ces compétences sont universellement reconnues comme étant essentielles pour réussir dans divers





domaines professionnels et personnels. En développant ces compétences dès maintenant, elle se prépare à relever avec succès les défis futurs qui se présenteront sur son chemin.

Cependant, le commerce de la canne à sucre présente également des défis pour la santé publique. Certains vendeurs utilisent des méthodes peu hygiéniques pour couper et manipuler les cannes à sucre, ce qui peut entraîner des risques de contamination bactérienne. De plus, la consommation excessive de sucre peut contribuer à des problèmes de santé tels que le diabète et l'obésité, ce qui soulève des préoccupations en matière de bien-être dans la communauté.

Malgré ces défis, la vente de cannes à sucre reste une activité économique importante pour de nombreuses familles à Gitega. Elle offre non seulement un moyen de subsistance, mais aussi une connexion profonde avec la culture et les traditions locales. Pour Anitha, Aline et tant d'autres, vendre des cannes à sucre est bien plus qu'un simple commerce ; c'est un mode de vie qui les relie à leur communauté et leur permet de poursuivre leurs rêves d'un avenir meilleur.





Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe's Internet Penetration Rate Registers Optimistic Increase ; Pan African Visions, April 16, 2024.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2024/04/zimbabwes-internet-penetration-rate-registers-optimistic-increase/>

Tag : World Bank.



Never Ncube, Chief Executive Officer for Dandemutande

Zimbabwe's internet penetration rate has increased from 60.6% in 2019 to 73.3% as of 31 December 2023, according to Never Ncube, Chief Executive Officer for Dandemutande, an ICT solution provider company operating in Zimbabwe in a recent presentation at a Postal and Telecommunications Regulatory Authority of Zimbabwe (POTRAZ) stakeholders engagement indaba held in Harare on 4 April, 2024 under the theme: Enhancing price transparency and quality of service for telecommunication services in Zimbabwe.

According to Ncube, the World Bank estimates that a 10% increase in broadband penetration leads to 2 to 3 % in GDP growth. This is also expected to propel growth in the African economy.

Ncube says that in today's digital age, access to the internet is not just a luxury but a fundamental necessity for socio-economic development.





‘It serves as a gateway to information, education, communication and economic opportunities,’ he said.

He added that regionally, Africa’s ICT market was estimated to grow from US\$95.4bn in 2020 to US\$104.2bn in 2023, which is a compounded annual growth rate of 4.5% according to the International Data Corporation (IDC).

He said that the current average internet penetration rate in Africa is an average of 48,4 % with Southern Africa having the highest percentage of 67.8%, while East Africa has the lowest at 26.7%.

According to Ncube, the telecommunications sector has in Zimbabwe undergone significant growth and transformation in recent years, with advancements in technology and increasing demand for connectivity.

“There has been a significant increase in the number of Zimbabweans with access to telecommunications services, including mobile phones and the internet,”Ncube said.

According to the Annual Postal and Telecommunications Sector Performance Report for 2023, the total number of active internet and data subscriptions as of 31 December 2023 was 11,240,969.

This is said to translate to a 13.4% increase from 9,914,950 active subscriptions, as of 31 December 2022.

He says that this growth in connectivity has facilitated greater communication, access to information and economic opportunities for individuals and businesses across the country.

Ncube said that the telecommunications industry in Zimbabwe has shown resilience and adaptability, embracing innovative technologies to improve service delivery.

For instance,he says that mobile money platforms have gained widespread acceptance, revolutionizing financial transactions and providing greater access to banking services, especially in the rural areas.

“There have been notable investments in telecommunications infrastructure, including the expansion of mobile networks and the deployment of fibre optic cables. Telecommunications capital expenditure in 2023 experienced a growth rate of 242.9% from 2022 which reflects significant increase. Efforts have also been made to reform the regulatory framework governing the telecommunications sector in Zimbabwe. These reforms aim to promote competition, protect consumer interests, and create a conducive environment for investment and innovation in the industry,”Ncube said.





However, according to Ncube, despite the progress, there are some overarching challenges which the sector is grappling with to overcome.

He says that in Zimbabwe, like in many other parts of Africa, providing widespread and reliable internet access poses significant challenges.

He says that at the core of these challenges are insufficient infrastructure and communication networks, as well limited hardware devices which enable participation in the networks.

He said that overarching challenges which cannot be ignored include access, affordability, poor customer experience as well as bureaucracies which are hindering interoperability.

In terms of access, Ncube says, a major challenge is the inadequate telecommunications infrastructure, particularly in rural and remote areas.

“Limited access to electricity and the high cost of infrastructure development poses significant hurdles for Internet Access Providers (IAPs) in expanding their networks to these underserved regions. Some of these hurdles result in poor customer experience which is hard to circumvent. The numerous power outages result in network downtime. As a result, customers are continuously demanding compensation for the period of outages,” Ncube said.

48

He added that the matter of affordability is centred on the high costs associated with replacement of the infrastructure as compared to the tariffs being charged hence system providers are pulling out of Zimbabwe due to perceived risk in the country.

In addition, Ncube says, the different network technologies, topologies and protocol make it difficult to have interoperability.

He says that the pricing structure of services is not conducive to support profitability in the sector. He added that the unstable and rapidly depreciating exchange rate means that the value of the ZWL-based (Zimdollar) tariff is eroded quickly such that it soon becomes challenging to provide a good service.

Fluctuations in the local currency and inflation rates are also reported to be making financial planning and pricing stability challenging.

Economic factors such as the availability of foreign currency and economic stability are also impacting pricing.

“Addressing data affordability will be crucial to bridge the digital divide and ensure wider internet access,” Ncube said.





Some of the challenges include limited access to long term finance as well as inadequate foreign currency allocations to fund new equipment for technology upgrades, network expansion and maintenance of core network infrastructure. He says that this results in inadequate infrastructure deployment in some areas.

It is reported that there is over taxation of telecommunication operators i.e. the SED and VAT, which bears a burden on the consumers. Operators are now being hounded for non-resident's tax on fees and VAT on imported services for IP Transit imports, vandalism and theft of infrastructure is rife particularly in line with the increase of theft of Fibre and Lithium batteries. In addition, there are also reports of network damages being caused by councils and Third-Party civil contractors, which is reported to be resulting in increased numbers of faults and inability to meet the Quality-of-Service targets for resolving faults.

Council levies in most towns are said to be an impediment to smooth running of business including imposition of by-laws by councils requiring way-leave rentals from service providers will increase operational costs and hence prices.

On regulatory framework irregularities, Ncube says that there is high licensing fees contributing significantly to operational expenses, limiting flexibility in pricing services competitively.

"The Regulator is taking unduly long periods to respond to applications for Spectrum allocation to subsisting IAP license holders for rolling out 5G. For example, Liquid applied in May 2023 and is yet to get a response. In addition, requirement for import licenses is unnecessary as these are required even for equipment where it is known that there are no local suppliers," he said.

Other issues include duplications in infrastructure deployment amongst IAPs.

Human Capital Issues such as poor staff remuneration is reported to be affecting the workforce and causing decreased motivation and engagement and hence a human skills flight.

Tariffs are being pegged in ZWL whilst employees are requesting to be paid in USD.

"This is resulting in staff retention issues. The cost of acquiring and keeping skilled workers is high hence the sector is losing highly skilled staff to other countries with stable currencies. Some are even pursuing careers in care work. There is also a notable technical skills deficiency due to inadequate training in new technologies," Ncube said.

He said that another challenge which is faced on a regional front is that of content localization.

He says that much of the content available on the internet is not tailored to African audiences or languages, limiting the relevance and accessibility of online resources for African users. He adds that the lack of localized content can impede internet adoption and usage in the region.





Ncube however, says that despite the challenges, there are numerous opportunities for Internet Access Providers to make a meaningful impact in Zimbabwe.

He says that through the use of Universal Access Funds IAPs can explore additional solutions such as mobile Wi-Fi hotspots and community internet access points to expand reach in underserved areas.

“This is already evidenced in the setup of Information Centres in remote areas by the regulatory board in conjunction with the Ministry of ICT, Postal and Courier Services. To improve the quality of service in the telecommunications sector, collaboration between industry stakeholders is essential,”he said.

He says that embracing innovative technologies such as satellite internet and wireless broadband can help bridge the digital divide and extend connectivity to remote areas where traditional infrastructure is lacking.

He adds that partnerships with government agencies and non-profit organizations can facilitate the deployment of internet access solutions in underserved communities, fostering economic development and empowering citizens through access to information and resources.

He also highlighted the need for investing in digital literacy and skills development programmes that can empower African populations to fully participate in the digital economy.

He says that by equipping individuals with the necessary skills to navigate the internet, create digital content and utilize online resources, Africa can unlock the full potential of the internet as a driver of economic growth and social development.

He added that on the deployment of shared infrastructure, the sharing of BTS and national backbone infrastructure gives room to expand tentacles for service providers to ultimately reduces costs of acquiring infrastructure.

He emphasised the need for regulation and standard rates for shared infrastructure.

On harmonization of taxes, Ncube says that when comparing Zimbabwe's telecommunications sector to other African countries, several distinguishing factors come to light.

He says that Zimbabwe is one of the six nations in Africa to incorporate excise duty on data, including others like Lesotho, Mozambique, Tanzania, Uganda and Zambia.

He adds that as such these countries are recorded to have the most expensive data charges in the region.





He says that there is need to for a constructive dialogue with regulators to review the licensing fee structure and explore the possibility of introducing more supportive fiscal policies.

Ncube said that there should be a deliberate effort to offer affordable hardware and devices as the provision of internet relies on such hardware and devices increased education to elevate shared responsibility to look after the infrastructure.

Ncube said that despite facing similar challenges such as limited infrastructure and regulatory constraints, Zimbabwe has demonstrated resilience and adaptability in its approach to expanding internet access.

He says that through strategic partnerships and investments in new technologies, Zimbabwe has the potential to emerge as a leader in the African telecommunications landscape, setting an example for other nations to follow.

“The internet plays a vital role in the realization of human development and facilitates the enjoyment of human rights such as the right of information and educations. Addressing the barriers to connectivity will make it easier for the unconnected to use digital services and bring them into the technology era and give valuable tools for development and social integration,” Ncube said.





Taty Dilengendju (RDC) ; Comment lutter contre l'accaparement des terres arables en RDC ? Radio Okapi, 17 avril 2024

Pour écouter le reportage : <https://www.radiookapi.net/2024/04/17/emissions/okapi-service/comment-lutter-contre-laccaparement-des-terres-arables-en-rdc>

Tag : -



En RDC, les habitants de plusieurs villages du territoire de Mbanza Ngungu, dans la chefferie de Kolofuma (Kongo-Central) réclament les terres que leurs ancêtres avaient cédées à la compagnie Jules Van Lancker (JVL) en 1921. Des accords qui, selon ces populations, datent de l'époque coloniale et par conséquent, devraient être caducs parce que ces contrats ne sont plus adaptés aux réalités socioéconomiques et juridiques de nos jours. Des cas similaires sont récurrents sur l'ensemble du territoire national, d'après plusieurs observateurs. - Comment lutter contre l'accaparement des terres arables en RDC ?

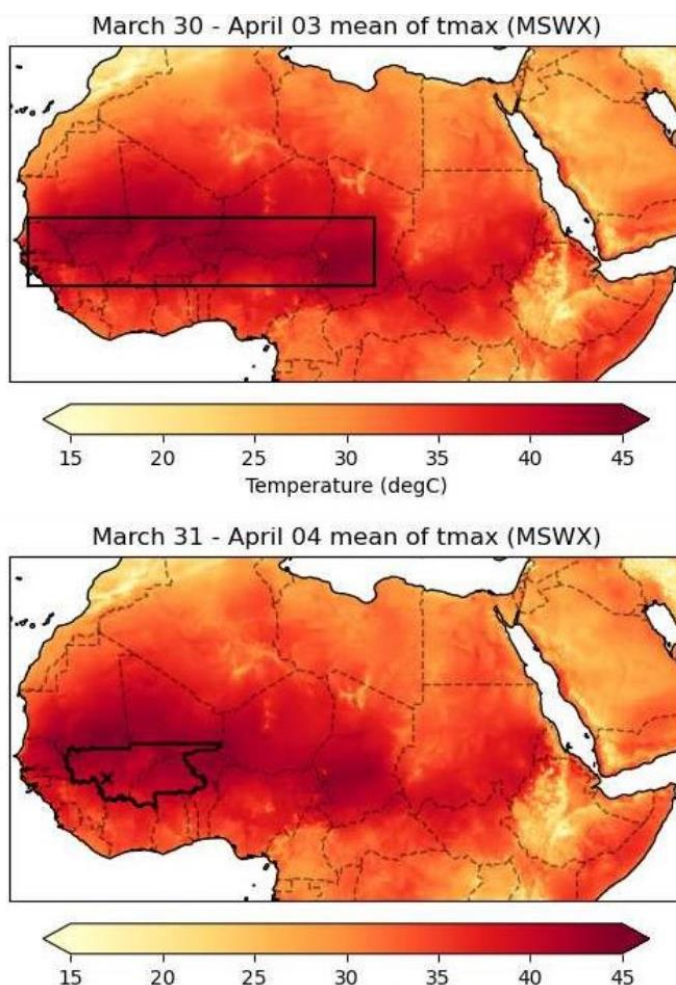
Taty DILENGENDJU Mapuku s'entretient sur ce sujet avec l'ingénieur Ignace Bwaya Biza, consultant à la Confédération paysannes du Congo (COPACO/PRP). La journaliste Sarah Manganza a également pris part à cet entretien.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; La vague de chaleur meurtrière au Sahel et en Afrique de l'Ouest n'aurait pas été possible sans le changement climatique causé par l'homme ; Vert Togo, 17 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/la-vague-de-chaleur-meurtriere-au-sahel-et-en-afrique/>

Tag : -



53

La récente vague de chaleur meurtrière au Sahel et en Afrique de l'Ouest, avec des températures supérieures à 45°C, n'aurait pas été possible sans le changement climatique d'origine humaine,



selon une analyse rapide réalisée par une équipe internationale de climatologues de premier plan du groupe World Weather Attribution (Attribution du climat mondial).

Fin mars et début avril, des chaleurs extrêmes ont touché les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. La température la plus élevée a été enregistrée le 3 avril, avec 48,5°C au Mali.

À Bamako, l'hôpital Gabriel-Touré a annoncé une augmentation de la surmortalité, avec 102 décès au cours des quatre premiers jours d'avril. Près de la moitié d'entre eux étaient âgés de plus de 60 ans et l'hôpital signale que la chaleur a probablement joué un rôle dans un grand nombre de ces décès. En raison du manque de données dans les pays touchés, il est impossible de savoir combien de personnes ont été tuées, mais il est probable qu'il y ait eu des centaines, voire des milliers d'autres décès liés à la chaleur.

Le changement climatique, causé par la combustion de combustibles fossiles tels que le pétrole, le charbon et le gaz, ainsi que par d'autres activités humaines, rend les vagues de chaleur plus fréquentes, plus longues et plus chaudes dans le monde entier.

Pour quantifier l'effet du réchauffement d'origine humaine sur les températures extrêmes au Sahel et en Afrique de l'Ouest, les scientifiques ont analysé les données météorologiques et les modèles climatiques afin de comparer l'évolution de ces types d'événements entre le climat actuel, marqué par un réchauffement global d'environ 1,2 °C, et le climat préindustriel, plus froid, à l'aide de méthodes validées par des pairs.

L'analyse a porté sur la moyenne sur cinq jours des températures quotidiennes maximales dans deux zones : l'une comprenant les régions méridionales du Mali et du Burkina Faso, où la chaleur a été la plus extrême, et une zone plus vaste comprenant les régions du Niger, du Nigeria, du Bénin, du Togo, du Ghana, de la Côte d'Ivoire, de la Mauritanie, du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée-Bissau et de la Guinée, où les températures ont été largement supérieures à 40°C. Pour étudier les températures nocturnes élevées, qui peuvent être dangereuses lorsque le corps humain ne peut pas se reposer et récupérer, les chercheurs ont également analysé la moyenne des températures minimales sur cinq jours pour les régions du Mali et du Burkina Faso.

Les scientifiques ont constaté que les vagues de chaleur diurnes et nocturnes, dans les deux régions, auraient été impossibles si l'homme n'avait pas réchauffé la planète en brûlant des combustibles fossiles comme le pétrole, le charbon et le gaz, et en menant d'autres activités comme la déforestation. Le changement climatique a fait augmenter les températures maximales de 1,5 °C et les températures nocturnes de 2 °C dans la région du Burkina Faso et du Mali, et les températures diurnes sur cinq jours dans l'ensemble de la région de 1,4 °C.





Les chercheurs ont constaté qu'une vague de chaleur comme celle qui s'est produite récemment est encore relativement rare, même dans le climat actuel avec un réchauffement de 1,2°C. Dans l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest, on peut s'attendre à des températures diurnes aussi élevées environ une fois tous les 30 ans.

Cependant, des températures diurnes telles que celles enregistrées au Mali et au Burkina Faso, où des décès dus à la chaleur ont été signalés, sont attendues environ une fois tous les 200 ans.

Mais de tels événements deviendront beaucoup plus fréquents, et même plus dangereux, à moins que le monde ne se détourne des combustibles fossiles et que les pays ne réduisent rapidement leurs émissions à un niveau net de zéro. Si le réchauffement de la planète atteint 2 °C, ce qui devrait se produire dans les années 2040 ou 2050 si les émissions ne sont pas rapidement stoppées, des événements similaires se produiront dix fois plus fréquemment.

Les chercheurs ont également quantifié l'influence possible d'El Niño sur la chaleur, mais ont constaté que son effet n'était pas significatif par rapport à l'influence du changement climatique d'origine humaine.

L'étude met en évidence les facteurs qui ont aggravé les effets de la chaleur dans la région. La chaleur est survenue à la fin du ramadan, lorsque de nombreux musulmans jeûnent pendant la journée. La région du Sahel compte une importante population musulmane et, bien que les températures élevées soient courantes en avril, les chercheurs affirment que la chaleur incessante, de jour comme de nuit, aurait été accablante pour de nombreuses personnes qui s'abstenaient de boire et de manger.

Ils notent également que les conflits, la pauvreté, l'accès limité à l'eau potable, l'urbanisation rapide et les systèmes de santé mis à rude épreuve ont probablement aggravé les conséquences.

Les plans d'action contre la chaleur, qui définissent les mesures d'urgence à prendre en cas de chaleur dangereuse, sont extrêmement efficaces pour réduire le nombre de décès liés à la chaleur pendant les vagues de chaleur. Cependant, ni le Burkina Faso ni le Mali n'ont mis en place de plan d'action contre la chaleur.

Compte tenu du risque croissant de chaleur dangereuse au Sahel et en Afrique de l'Ouest, les chercheurs affirment que l'élaboration de plans d'action contre la chaleur permettra de sauver des vies et d'alléger le fardeau que représentent les chaleurs extrêmes pour les systèmes de santé.

Enfin, les chercheurs affirment que le signalement rapide des décès liés à la chaleur par l'hôpital Gabriel-Toure constitue une illustration précieuse des dangers de la chaleur extrême, qui aurait probablement servi d'avertissement efficace pour les habitants de la région.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Dans la région des Grands Lacs, la montée des eaux menace le flamant rose d'Afrique ; Afrik 21, 18 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/dans-la-region-des-grands-lacs-la-montee-des-eaux-menace-le-flamant-rose-dafrique/>

Tag : -



56

Les flamants roses, majestueux et emblématiques, sillonnent les lacs d'Afrique de l'Est dans des colonies spectaculaires, offrant des vues à couper le souffle aux spectateurs émerveillés. Cependant, une étude récente menée par le King's College de Londres révèle une réalité sombre. Ces oiseaux iconiques font face à des menaces croissantes en raison de la montée des niveaux des lacs, résultant du changement climatique.

L'étude, publiée dans la revue *Current Biology*, est la première à utiliser des données d'observation de la terre par satellite pour étudier l'impact de la montée des eaux sur les principaux lacs alimentaires des flamants roses en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie sur une période de 23 ans. Les conclusions sont alarmantes. La montée des eaux réduit la principale source de nourriture des flamants roses, mettant en péril l'avenir même de cette espèce emblématique.

Les chercheurs ont constaté une diminution significative de la biomasse phytoplanctonique, une ressource alimentaire vitale pour les flamants roses, dans les lacs de soude de la région. Cette



diminution est directement liée à l'augmentation des niveaux d'eau, qui diluent la composition chimique unique des lacs de soude, entraînant un déclin des populations de phytoplancton. En conséquence, les flamants roses sont confrontés à une pénurie croissante de nourriture dans leurs aires d'alimentation historiques. Dans les lacs soda d'Afrique de l'Est, la biomasse du phytoplancton a diminué depuis 1999. En moyenne, les concentrations de chlorophylle ont diminué de manière significative de 3,9 mg par m³ par an.

Un avenir incertain pour une icône aviaire

Les chercheurs mettent en garde contre le risque que les flamants roses soient contraints de se déplacer vers de nouvelles zones non protégées à la recherche de nourriture, ce qui pourrait les exposer à des dangers supplémentaires et perturber davantage leur équilibre écologique. Ils appellent à une action de conservation coordonnée au-delà des frontières nationales, ainsi qu'à une surveillance améliorée et à une gestion plus durable des terres environnantes.

Les résultats de cette étude soulignent l'urgence d'agir pour protéger les flamants roses et leur habitat fragile. Les gouvernements, les organisations de conservation, les chercheurs et la société civile doivent unir leurs forces pour élaborer des stratégies de gestion adaptées au changement climatique, renforcer la surveillance des écosystèmes lacustres et mettre en œuvre des mesures de conservation efficaces pour assurer la survie à long terme des flamants roses d'Afrique de l'Est.



Fousseni Togola (Mali) ; Électrifier l'Afrique : un nouveau partenariat pour connecter 300 millions de personnes d'ici 2030 ; Sahel Tribune, 19 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://saheltribune.com/electrifier-lafrique-un-nouveau-partenariat-pour-connecter-300-millions-de-personnes-dici-2030/>

Tag : BAD, Banque mondiale, IDA.



58

Le 17 avril 2024 à Washington, le Groupe de la Banque mondiale et le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) ont annoncé un partenariat ambitieux pour connecter 300 millions d'Africains à l'électricité d'ici 2030. Ce projet vise à transformer l'accès à l'énergie sur le continent, où 600 millions de personnes sont actuellement sans électricité.

Dans un élan prometteur pour l'avenir du continent, le Groupe de la Banque mondiale et le Groupe de la Banque africaine de développement se sont engagés dans un partenariat révolutionnaire, annoncé le 17 avril 2024 à Washington, visant à électrifier 300 millions d'Africains d'ici 2030. Cette initiative monumentale entend éradiquer les défis de l'accessibilité énergétique en Afrique, où actuellement 600 millions de personnes vivent sans électricité, freinant ainsi le développement sanitaire, éducatif, et économique.





Près de 30 milliards de dollars

L'initiative prend racine dans un besoin urgent de rendre l'électricité accessible à tous, reconnue comme un droit humain fondamental et un pilier du développement. Le président du Groupe de la Banque mondiale, Ajay Banga, souligne l'importance cruciale de l'électricité, la décrivant comme « le fondement de tout développement ». Pour mener à bien ce projet ambitieux, une synergie entre l'action gouvernementale, le financement des banques multilatérales et l'investissement privé sera essentielle.

Cette démarche s'inscrit dans une perspective plus large où les implications économiques et les opportunités sont immenses. En effet, pour connecter 250 millions de personnes, le Groupe de la Banque mondiale estime à 30 milliards de dollars les investissements publics nécessaires, principalement à travers l'Association internationale de développement (IDA). Le secteur privé, quant à lui, a la perspective d'injecter 9 milliards de dollars dans les énergies renouvelables réparties, en plus des investissements dans les énergies renouvelables connectées au réseau.

Accès équitable à l'énergie

Cette approche novatrice ne se contente pas de fournir de l'électricité ; elle envisage une transformation complète des infrastructures énergétiques en favorisant des solutions durables et renouvelables. Elle promet de remodeler le paysage économique africain, en offrant des opportunités d'emploi, en stimulant la productivité et en améliorant la qualité de vie sur le continent.

Les leaders du projet sont conscients des défis, notamment la nécessité de réformes des politiques publiques pour attirer davantage d'investissements privés et rendre les services publics financièrement viables et efficaces. Ces réformes devraient inclure des mécanismes tarifaires pour protéger les populations les plus pauvres, garantissant ainsi un accès équitable à l'énergie.

La réussite dépendra de l'exécution minutieuse

L'enthousiasme autour de ce partenariat est palpable, mais il est également teinté d'une prudence optimiste. Comme le souligne un analyste financier, « l'ambition est là, mais la réussite dépendra de l'exécution minutieuse et de la collaboration continue entre tous les acteurs impliqués. »

Cette initiative représente un tournant potentiel pour l'Afrique, un continent à la croisée des chemins, entre défis persistants et opportunités émergentes de développement durable. Le monde observe, espérant que ce partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et le Groupe de la Banque africaine de développement marque le début d'une ère nouvelle où l'énergie, source de toute croissance, sera enfin à portée de main pour des centaines de millions d'Africains.





RADIODIFFUSION TÉLÉVISION IVOIRIENNE

Marthe Akissi (Côte d'Ivoire) ; Dossier Braffedon : Vivre malgré l'érosion côtière ; RTI, 19 avril 2024.

Pour écouter le reportage : https://www.youtube.com/watch?v=4LWL_gwaXhw

Tag : -

Fortement impactées par le déplacement de l'embouchure et la disparition de la biodiversité marine, les populations de Braffedon, à 15 km de Grand Lahou, sont confrontées à de nombreuses difficultés économiques et sociales. Malgré tout, elles se réinventent en d'autres activités génératrices de revenu grâce à l'appui du Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières ouest-africaines (Waca-ResIP). Braffedon : vivre malgré l'érosion côtière, c'est un dossier signé Marthe Akissi.

60



VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; L'IA au service de la lutte contre les vagues de chaleur en Afrique de l'Ouest ; Vert Togo, 20 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/lia-au-service-de-la-lutte-contre-les-vagues/>

Tag : -



61

Les vagues de chaleur en Afrique de l'Ouest sont devenues plus fréquentes et plus intenses, exacerbant les défis posés par le changement climatique. Dans cet entretien exclusif, Jérôme RIBEIRO, président et fondateur de Human AI, et le Dr. Malik Morris Mouzou, président du CONIIA, partagent leur vision sur le rôle crucial de l'Intelligence Artificielle dans la lutte contre ce phénomène.

Vert-Togo : Selon une analyse rapide effectuée par une équipe internationale de climatologues, les changements climatiques d'origine humaine ont rendu dix fois plus probable une vague de chaleur humide dans le sud de l'Afrique de l'Ouest en février. Avec des températures observées en avril, ce problème semble croître de façon exponentielle. Pensez-vous que l'intelligence artificielle puisse être une solution pour contrer ces vagues de chaleur ?





C'est une excellente question qui touche un sujet que nous prenons très au sérieux chez Human AI. Pour comprendre le rôle de l'intelligence artificielle dans la lutte contre le changement climatique, il faut au préalable l'envisager comme un outil très puissant dans notre boîte à outils. Il est essentiel de savoir quand et comment l'utiliser pour maximiser son efficacité sans causer d'effets indésirables. Les applications de l'IA dans la régulation du changement climatique pourraient concerner trois dimensions : la prévention des facteurs de risques, l'atténuation des effets et la compensation des effets.

Les vagues de chaleur, comme celles observées en Afrique de l'Ouest, sont des phénomènes complexes influencées par une multitude de facteurs. L'IA peut nous aider à analyser d'énormes volumes de données climatiques pour mieux comprendre ces facteurs et prédire quand et où les vagues de chaleur pourraient survenir. Cela permettrait une meilleure préparation et adaptation, comme la mise en place de systèmes d'alerte précoce pour les populations vulnérables. Elle pourrait être une grande aide également dans la compréhension de l'évolution des impacts sur les populations, sur l'environnement, sur les habitations, les ressources, les infrastructures, la santé etc... Globalement sur le Vivant humain et non humain.

Mais, et c'est un grand 'mais', l'IA n'est pas une solution miracle. Elle repose sur les données que nous lui fournissons. Si ces données sont incomplètes ou biaisées, les prédictions de l'IA pourraient l'être aussi. De plus, l'IA elle-même consomme de l'énergie, parfois beaucoup, ce qui peut contribuer au problème du changement climatique si cette énergie n'est pas issue de sources renouvelables.

L'IA est un allié potentiel dans notre lutte contre les vagues de chaleur exacerbées par le changement climatique. Mais elle doit être déployée de manière réfléchie et responsable, en veillant à ce que son empreinte environnementale soit réduite et que son application soit éthique et équitable. Chez Human AI, nous sommes déterminés à faire partie de la solution, en utilisant l'IA de manière à soutenir la durabilité et le bien-être humain et non humain tout en préservant la viabilité des entreprises et des territoires.

Vert-Togo : Cette vague de chaleur a également un impact sur la conservation des produits agricoles. Selon vous, l'intelligence artificielle pourrait-elle contribuer à résoudre ce problème ?

Vous relevez un défi majeur lié aux conséquences du changement climatique pour la plupart des pays africains. La conservation des produits agricoles en période de vague de chaleur est vitale pour la sécurité alimentaire, la subsistance des populations et le développement des filières agricoles et agro-alimentaires. Ici aussi, l'intelligence artificielle a un rôle essentiel à jouer.

L'IA peut être mise à contribution pour optimiser la chaîne du froid, par exemple. Elle peut anticiper les besoins énergétiques pour la réfrigération en se basant sur les prévisions météorologiques, les





habitudes de consommation, et les fluctuations de l'approvisionnement en énergie. Ainsi, on peut réduire les pertes et gaspillages alimentaires en adaptant les infrastructures de conservation en temps réel.

L'IA peut également aider les agriculteurs à ajuster leurs méthodes de culture et leurs calendriers de récolte pour minimiser l'exposition des cultures aux chaleurs extrêmes. En analysant les données, l'IA peut identifier des modèles et suggérer des stratégies de plantation et d'irrigation qui économisent l'eau et protègent les récoltes.

Mais comme toute technologie, l'IA doit être utilisée judicieusement. Elle n'est pas exempte de défis, notamment en termes de coûts d'implémentation et de maintenance. Il est donc indispensable de travailler avec les communautés agricoles pour développer des solutions d'IA qui sont non seulement technologiquement avancées, mais aussi accessibles et adaptées aux besoins locaux.

Chez Human AI, nous croyons fermement que l'IA peut être un partenaire de choix pour aider les agriculteurs à s'adapter aux nouvelles réalités climatiques, en veillant toujours à ce que notre approche reste ancrée dans la réalité pratique et le respect de l'environnement.

Vert-Togo : À quelques mois de l'événement tant attendu de la Semaine de l'Intelligence Artificielle 2024 (SIA 2024), quelle place sera accordée à la protection de l'environnement et à la lutte contre les conséquences du changement climatique ? Étant donné les effets exacerbés des changements climatiques, notamment avec la vague de chaleur actuelle affectant des milliers de personnes, comment envisagez-vous cette dimension environnementale dans l'événement ?

L'environnement et la lutte contre les changements climatiques seront au premier plan de la Semaine de l'Intelligence Artificielle 2024. Notre planète traverse une période critique, et il est impératif que l'innovation technologique marche de pair avec la durabilité et la préservation des conditions de vie. Nous sommes conscients que des milliers de personnes subissent déjà les conséquences directes de ces changements, comme les vagues de chaleur que nous observons actuellement.

Lors de la SIA 2024, nous allons mettre en lumière les applications de l'IA qui favorisent la résilience écologique. Des ateliers seront consacrés aux technologies vertes, à l'optimisation des ressources, et aux systèmes intelligents de gestion de l'énergie. Nous accorderons une place de choix aux projets qui non seulement respectent l'environnement mais qui contribuent activement à sa préservation.

Il est essentiel d'intégrer la dimension environnementale dans toutes les discussions et innovations liées à l'IA. Nous envisageons d'inclure des panels avec des experts en climatologie, des éco-conseillers et des développeurs d'IA, pour échanger sur les meilleures pratiques et explorer les





solutions émergentes. L'objectif est de créer un espace où l'innovation technologique ne se fait pas au détriment de notre environnement, mais en harmonie avec lui.

Chez Human AI et le CONIIA présidé par le Togolais le Docteur Malik Morris Mouzou, nous sommes déterminés à faire de cet événement une vitrine pour une IA responsable et engagée envers la planète. Nous avons l'opportunité et la responsabilité de modeler l'avenir de l'IA de façon à ce qu'elle serve notre environnement autant qu'elle sert notre économie et notre société.

Interview réalisé et transcrit par Hector NAMMANGUE



64

Taty Dilengendju (RDC) ; Que faut-il faire pour mieux préserver les limites des aires protégées de la RDC ? Radio Okapi, 20 avril 2024.

Pour écouter le reportage : <https://www.radiookapi.net/2024/04/20/emissions/okapi-service/que-faut-il-faire-pour-mieux-preserver-les-limites-des-aires>

Tag :





En RDC, les parcs nationaux et autres aires protégées apparentées sont exposées aux spoliations. L'une des causes de cette situation c'est le manque des marquages apparents ou l'ignorance des limites officielles par les habitants limitrophes. A Beni, au Nord-Kivu par exemple, le quartier Congo ya Sika est en pleine expansion à proximité du Parc National des Virunga. Selon les acteurs de la société civile environnementale, l'insuffisance des espaces pour pratiquer les champs familiaux et la croissance démographique réveillent le débat sur les limites des aires protégées de la RDC. - Que faut-il faire pour mieux préserver les limites des aires protégées de la RDC ?

Taty DILENGENDJU Mapuku s'entretient sur ce sujet avec le professeur Amundala Drazo, expert en faune sauvage.

Le journaliste d'investigation Hervé Mukulu a également pris part à cette interview.



Taty Dilengendju (RDC) ; Kinshasa : vers la création d'un fonds pour les pour les appuis directs aux communautés locales et des PAP en RDC ; Radio Okapi, 20 avril 2024.

Pour écouter le reportage : <https://www.radiookapi.net/2024/04/21/emissions/echos-du-developpement/kinshasa-vers-la-creation-dun-fonds-pour-les-pour-les>

Tag: CBD.



66

Dans le domaine de l'environnement et développement durable, une réunion de plus de quarante acteurs œuvrant dans le secteur de la protection de l'écologie a porté sur la structuration du mécanisme financier unique destiné à mobiliser des financements internationaux pour appuyer le plus directement possible des initiatives d'autonomisation des communautés locales et des peuples autochtones pygmées (PAP) e eue lieu, à Kinshasa (RDC) du 19 au 21 mars dernier. D'après Nicaise Kingunya, point focal de la Convention sur la Biodiversité Biologique (CBD), la mise en place de ce fonds d'ici 2025 va faciliter la mobilisation des ressources devant aider à la réalisation des projets directs en faveur des communautés locales et des PAP vivant dans les forêts du Bassin du Congo. La création de ce fonds va faciliter l'obtention des financements en faveur des communautés locales et la protection de ces forêts doit contribuer également à augmenter l'espace des forêts conservées.

Donc ça va aider à ce que nous puissions répondre aux engagements internationaux que nous avons pris dans le cadre de CBD, surtout à travers la cible 3 du cadre mondial de la biodiversité de Montréal (Canada).

Ci-joint un extrait de l'entretien que Taty DILENGENDJU Mapuku a eu avec Nicaise Kinguya, point focal CBD.



Fousseni Togola (Mali) ; Comment le gaspillage alimentaire menace notre environnement et nos sociétés ; Sahel Tribune, 21 avril 2024.

67

Pour accéder à l'article : <https://saheltribune.com/comment-le-gaspillage-alimentaire-menace-notre-environnement-et-nos-societes/>

Tag : FAO, PNUE.



Dans un monde où des millions de personnes souffrent de la faim, le gaspillage alimentaire semble de plus en plus prendre de l'ampleur. Une situation alarmante qui mérite une action urgente.

Chaque année, plus d'un milliard de tonnes de nourriture sont gaspillées dans le monde. Pourtant, cette situation prive des millions de personnes à travers le monde d'avoir accès à de la nourriture.



Face à cette triste réalité, qui représente un véritable gâchis, une action urgente semble être nécessaire afin de réduire ces pratiques.

1,05 milliard de tonnes de nourriture gaspillées en 2022

Le gaspillage alimentaire est un problème croissant à l'échelle mondiale. Chaque année, des millions de tonnes de nourriture sont jetées, alors que des millions de personnes manquent de nourriture.

Dans son rapport sur les déchets alimentaires dans le monde, publié le mercredi 27 mars dernier, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) souligne que 1,05 milliard de tonnes de nourriture ont été gaspillées sur la planète en 2022. Selon le PNUE, la majeure partie de ce gaspillage alimentaire provient des ménages, notamment des secteurs de la restauration et de la vente au détail.

Pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), environ un tiers de la nourriture produite dans le monde est gaspillée chaque année, représentant environ 1,3 milliard de tonnes de nourriture.

Au-delà des ménages, plusieurs autres facteurs peuvent causer le gaspillage alimentaire, notamment la surproduction, les normes esthétiques strictes imposées par l'industrie alimentaire, la mauvaise gestion des stocks, ou encore la perte de fraîcheur des aliments. Toutefois, il est nécessaire de sensibiliser les consommateurs, les producteurs, les supermarchés et les restaurants à ces problèmes et de les encourager à adopter des pratiques plus responsables.

68

Des conséquences dramatiques sur l'environnement

Le gaspillage alimentaire est un problème majeur qui ne peut plus être ignoré. Le phénomène se produit à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, du champ à l'assiette. Les pertes se produisent lors de la production, de la transformation, du transport, du stockage et de la consommation des aliments.

Cependant, le gaspillage alimentaire a des conséquences dramatiques sur l'environnement, d'autant plus que les aliments gaspillés génèrent des émissions de gaz à effet de serre, contribuant ainsi au changement climatique. De plus, la décomposition des aliments gaspillés dans les décharges produit du méthane, un gaz à effet de serre encore plus puissant que le dioxyde de carbone. Le phénomène entraîne également une utilisation inefficace des ressources naturelles telles que l'eau, la terre et l'énergie, qui sont nécessaires pour produire des aliments.

Au-delà de cet aspect, le gaspillage alimentaire a également des conséquences sociales, d'autant plus que près de 800 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde.

Agir ensemble pour réduire les impacts

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva





Cependant, il est nécessaire d'agir ensemble pour réduire les impacts de ce phénomène et préserver les ressources de la planète, tout en luttant contre la faim dans le monde. Chacun peut faire sa part et contribuer à un changement positif en adoptant des pratiques plus responsables au quotidien.

En luttant contre le phénomène du gaspillage alimentaire, plusieurs actions concrètes doivent être mises en place.

Au niveau politique, des mesures plus contraignantes peuvent être prises pour encourager la réduction du gaspillage alimentaire. Il s'agit de mettre en place des incitations financières pour les entreprises qui s'engagent à limiter leur gaspillage. De même, des réglementations plus strictes peuvent être instaurées pour obliger les acteurs de l'industrie alimentaire à faire preuve de transparence sur leurs pratiques.

La sensibilisation du grand public est également essentielle pour faire évoluer les mentalités et encourager chacun à agir de manière responsable. Pour cela, des campagnes de sensibilisation, des formations en cuisine anti-gaspillage, ou des événements de lutte contre le gaspillage alimentaire peuvent être organisés pour toucher un large public et susciter l'engagement.



Taty Dilengendju (RDC) ; Quels sont les facteurs qui étouffent le développement de l'économie bleue dans les pays africains ? Radio Okapi, 21 avril 2024.

Pour écouter le reportage : <https://www.radiookapi.net/2024/04/21/emissions/echos-du-developpement/quels-sont-les-facteurs-qui-etouffent-le-developpement>

Tag : -



70

Jusqu'à maintenant, le principal secteur de l'économie bleue, ça reste la pêche de capture, dans le fleuve Congo et ses affluents, les lacs, les rivières et autres cours d'eau de la RDC, selon les experts en écologie du milieu aquatique. C'est vrai, en tout cas en termes d'emplois, la pêche, en particulier la pêche artisanale, la petite pêche, c'est plus de 12 millions d'emplois sur le continent africain, dont la moitié est occupé par des femmes, à en croire les experts en ressources halieutiques. - -Quels sont les facteurs qui affectent le développement de l'économie bleue dans les pays africains ?

Des plus amples détails dans ce numéro d'Echo de développement que vous présente Taty DILENGENDJU Mapuku.

Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / Des solutions innovantes attendues du forum régional africain sur les développement durable ; Agence de presse sénégalaise, 22 avril 2024.

Pour lire l'article : <https://aps.sn/des-solutions-innovantes-attendues-du-forum-regional-africain-sur-les-developpement-durable/>

Tag : Agenda 2063, CUA, FRADD, Programme 2030 des Nations Unies, UNECA.



71

Addis Abeba, 22 avr (APS) – La dixième session du forum régional africain sur le développement durable, qui s’ouvre mardi à Addis Abeba, en Ethiopie, devrait mettre en exergue “l’importance capitale” des efforts visant à assurer la mise en œuvre intégrée du Programme 2030 des Nations unies et l’Agenda 2063 de l’Union africaine, compte tenu des synergies existant entre ces deux programmes développement, a-t-on appris des organisateurs.

“Renforcer le Programme de développement durable à l’horizon 2030 et l’Agenda 2063 : l’Afrique que nous voulons de l’Union africaine et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes”, est le thème de cette rencontre.

Le programme 2030 des nations unies vise à assurer une croissance économique durable et inclusive ainsi que l’inclusion sociale et la protection

de l’environnement, dans un esprit de partenariat et de paix. Il constitue le plan d’action “le plus complet”, à ce jour, pour éliminer l’extrême pauvreté, réduire les inégalités et protéger la planète, selon les Nations unies.



L'Agenda 2063 des Nations unies, en ce qui le concerne, est axé sur des projets dits phares dans des domaines tels que les infrastructures, l'éducation, la science, la technologie, les arts et la culture, programmes identifiés comme essentiels pour accélérer la croissance économique et le développement de l'Afrique, mais aussi pour garantir la paix sur le continent.

Selon les organisateurs, ce forum régional africain sur le développement durable se veut aussi un lieu de renforcement mutuel, aménageant ainsi un cadre pour un développement durable et porteur de transformation sur le continent.

L'objectif global de la dixième session du forum régional africain est de procéder à un suivi et à un examen au niveau régional des progrès accomplis, de faciliter l'apprentissage par les pairs et de proposer des solutions et des mesures innovantes et porteuses de transformation, afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et des aspirations, buts et cibles de l'Agenda 2063.

Pour les objectifs spécifiques, il s'agit de passer en revue les progrès accomplis, les difficultés qui se posent et les potentialités qui s'offrent dans la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063.

Il s'agit également de procéder à "un examen approfondi" de la réalisation, en Afrique, des objectifs de développement durable, dans l'esprit du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2024, prévu en juillet prochain.

Deux tables rondes de haut niveau sont inscrites à l'agenda de ce forum, la première étant attendue pour donner le ton de la rencontre "en fournissant des orientations de haut niveau sur les priorités et les actions à mener pour éliminer la pauvreté et sauver les objectifs de développement durable, notamment en accélérant la mise en œuvre du Programme 2030 parallèlement au deuxième Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063".

La seconde table ronde va porter sur "la manière de tirer parti du Sommet de l'avenir pour se remettre sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable".

Les participants au forum sont appelés à "dégager des mesures adaptées pour atténuer les incidences des crises multiples et accélérer la mise en œuvre des deux programmes de développement".

Ils vont aussi plancher sur les interconnexions entre les différents objectifs de développement durable, définir et favoriser "une action intégrée pour réaliser des objectifs multiples de manière cohérente, tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas de laissés pour compte".





Les délibérations seront éclairées par un rapport analytique concis portant sur chacun des sous-thèmes.

Des présentations et débats sont au menu de la rencontre, en présence des membres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), des coordonnateurs résidents des Nations unies, ainsi que des représentants des grands groupes et autres parties prenantes.

Les discussions seront axées "sur des trajectoires transformatrices et des mesures ambitieuses pour une mise en œuvre accélérée des deux programmes de développement [...]".

L'ouverture de la session de la dixième édition du forum sera marquée par la présence de nombreuses personnalités, dont la présidente de l'Éthiopie, la vice-secrétaire générale de l'ONU, le président de la Commission de l'Union africaine.

Le président de la Banque africaine de développement, ainsi que le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, entre autres personnalités, sont attendus à cette rencontre.



Ijambo

Ferdinand Mbonohankuye (Burundi) ; Burundi : Le mobile money gagne du terrain et fait employer bon nombre de jeunes ; Ijambo, 22 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://ijambo.mondoblog.org/burundi-le-mobile-money-gagne-du-terrain-et-fait-employer-bon-nombre-de-jeunes/>

Tag :-



Peu de Burundais ont un compte en banque, mais ils sont de plus en plus nombreux à disposer d'un abonnement téléphonique en Lumicash ou Ecocash. Une aubaine pour les jeunes acteurs du mobile banking.

L'utilisation de la monnaie électronique pour les burundais en général a en fait commencé au Burundi en 2015. Mais, aujourd'hui presque tous les burundais utilisent ce moyen comme un porte-monnaie ou compte bancaire. C'est un moyen accessible pour tous et partout dans tout le pays. Pour envoyer de l'argent à ton proche, le client paie des frais de transaction qui correspondent à la somme que l'on veut transférer.

A titre exemplatif, pour que le bénéficiaire fasse le retrait 20.000 BIF(7,11 USD) on paie au total 1500 BIF (0,53 USD) pour faciliter cette transaction comme des commission pour l'agent de Lumicash ou Ecocash

Le secteur des télécommunications a été libéralisé dès 1997. Les premiers opérateurs ont vu le jour deux ans plus tard : Telecel Burundi devenu U-com, et Spacetel devenu Econet Wireless.



À l'époque, personne n'imagine que le téléphone puisse devenir un porte-monnaie. Il aura fallu une dizaine d'années pour que germe l'idée des services financiers numérisés. Des expériences prouvent que l'utilisation du téléphone mobile (mobile money) a commencé avec l'avènement des compagnies de téléphonie mobile. Avec le nouveau système de compte mobile, le téléphone portable est devenu une banque mobile entre les mains de son utilisateur.

D'après les résultats de l'enquête de l'Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) sur l'Enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages au Burundi (2019-2020) montre que les utilisateurs sont des abonnés à la téléphonie mobile ayant ouvert des comptes virtuels chez les fournisseurs de services d'argent mobiles. Au troisième trimestre 2021, le nombre d'abonnés connectés était estimé à 4,4 millions au moment où le nombre d'abonnés actifs sur les trois plateformes est de 1,6 millions.

Le long des avenues des grandes villes du Burundi, il n'est pas rare de rencontrer des jeunes vêtus de gilets bleus ou jaunes proposant des transactions de mobile money pour le compte d'Ecocash ou de Lumicash, les deux sociétés qui ont pignon sur rue en ce moment. Alors que le taux de bancarisation était faible, les géants de la télécom y ont vu une opportunité pour le mobile banking. Ce service a permis aux personnes sans compte bancaire, surtout en milieu rural, de garder leur argent dans des portefeuilles mobiles liés à leurs numéros de téléphone, faisant hausser le taux de bancarisation jusqu'à 21,92 %.

75

Une opportunité pour les jeunes diplômés

Cette activité est même devenue, pour les jeunes diplômés qui ne trouvent pas de travail, un moyen courant de gagner leur vie, si bien que le nombre de ces prestataires de rue est estimé à plus 30 000. Chacun propose une large gamme de services : dépôt, retrait et transfert d'espèces, achat d'unités de téléphonie et même crédit.

Josiane Iradukunda, 20 ans, que nous avons rencontrée dans la ville de Kayanza, nous fait savoir qu'elle vient à peine de terminer ces études universitaires en faculté de Sciences Économiques et de Gestion option Administration et Gestion des affaires à l'East African Leadership Institute (EALI).

Iradukunda dit qu'elle n'a pas voulu traîné longtemps en attendant d'être embauchée par l'Etat ou par l'une des entreprises du pays. « J'ai emprunté de mes parents un micro-capital de 50.000 BIF (17,78 USD), c'était en Novembre 2022. Des lors, j'ai commencé à faire le transfert simple des unités de recharge. Avec un petit gain quotidien que je place dans ma tirelire, je suis parvenu à totaliser un capital de 200.0000 BIF (711,2 USD) . C'est à partir de cette somme que j'ai parvenu à effectuer les transactions de mobile money pour le compte d'Ecocash ou de Lumicash à l'instar des pairs trouvés dans le métier », a précisé Josiane Iradukunda.





Avec les transactions via le mobile money, elle affirme qu'elle réalise des profits. Mensuellement, Mme Iradukunda gagne une commission variant entre 70.000 BIF (24,89 USD) et 90.000 BIF (32 USD).

A part ça, elle dit qu'elle obtient directement un bénéfice quotidien de 2000 BIF (0,71 USD) ou plus, soit 60.000 BIF (21,3 USD) qui s'ajoute à la commission mensuelle. Elle espère développer son activité malgré.

Même son de cloche en ce qui concerne Didier Irumva. Les deux en effet partagent les mêmes situations. Après 3 ans de chômage, ce trentenaire affirme que le transfert de la monnaie électronique via lumicash, ecocash, mobinetel est devenu pour lui un emploi. Il indique que sa commission mensuelle va au-delà de 200.000 BIF alors que les gains quotidiens oscillent entre 10.000 BIF (3,55 USD) et 15000 BIF (5,33 USD).

Une coopérative d'épargne

En vue de faciliter la tâche des uns et des autres, les agents de Lumicash et Ecocash de la province de kayanza, et ceux d'ailleurs ont conjugué leurs efforts pour former une coopérative.

Cette collectivité dit NINIB-DUKORANUMWETE totalise cent associés depuis 2020 et chaque membre cotise 20.000 BIF (7,11 USD) par mois. Grâce au transfert de la monnaie électronique, ils se donnent mutuellement des prêts avec le plafond de 3 000 000 BIF (1066,8 USD) par individu.

En plus des échanges électroniques, les membres de la coopérative ont pu rassembler des fonds pour investir dans le transport. Ils ont ainsi pu collecter environ 110 millions de BIF (39117 USD).

Contacté à ce propos, Irénée Ntirandekura, président de cette coopérative affirme que les transactions mobile money via Lumicash, Ecocash, Mobinetel a incontestablement offert aux jeunes burundais des perspectives de gagner leur vie.

Quid du mobile banking

Sylvestre Manirakiza chef d'agence de l'Interbank dans la province Kayanza explique que le système de mobile money ou compte bancaire sur le téléphone mobile est un produit nouveau pour certaines banques. Le téléphone portable est devenu une banque mobile entre les mains de son utilisateur. Cependant bien que le taux de bancarisation est faible, les banques et les institutions de micro finances du Burundi ont découvert une opportunité lucrative dans le mobile banking. Ce service a permis aux personnes sans compte bancaire, surtout en milieu rural, de garder leur argent dans des portefeuilles mobiles liés à leurs numéros de téléphone, faisant ainsi augmenter le taux de bancarisation. Les banques burundaises ont introduit ce système dans leurs activités.





D'après ce chef d'agence de l'interbank Kayanza, le produit IBBM+ est l'application téléchargeable dans play store. Selon lui ce système est facile à utiliser et pour l'utiliser, il suffit que l'application soit installée dans le téléphone mobile. Et la banque fait le transfert des monnaies électroniques à l'utilisateur mobile et en leur tour ces électroniques peuvent être transformées en monnaie liquide et sont retirées auprès d'un agent de la banque dans toutes les localités. Il ajoute que ces monnaies électroniques peuvent également être utilisées comme des unités téléphoniques. Il précise que les produits que ce soit ceux d'IBBM+ de l'interbank, la Bancobu E- noti de la Bancobu, etc peuvent aider les clients de cette banque de retirer l'argent sans qu'ils ont en possession les carnets de chèques. La monnaie qui se trouve dans leurs comptes bancaires peut être transférée à leur compte mobile sous forme de la monnaie électronique et est retirée via ce nouveau système Mobile money banking.

Pour utiliser le mobile banking, il suffit de disposer d'une carte sim de l'une des compagnies de téléphonie mobile œuvrant sur le sol burundais, nous a fait savoir Anatole Sinzinkayo Super agent trouvé dans son lieu de travail.

Dans ce cas, l'on approche, mini de sa carte nationale d'identité, l'un des agents qui fait l'enregistrement des utilisateurs de Lumicash, Ecocash, mobinetel,...celui-là donne demande à son client de mettre un code secret inoubliable pour qu'il puisse faire les opérations liées au retrait, dépôt et transfert d'argent.

77

Pour Sinzinkayo après ces étapes la personne reçoit dans ce cas un compte mobile dans son téléphone avec seulement sa carte sim.

Valentin Bizimana est chef d'Agence Bancobu kayanza. Il indique que le mobile banking est à l'état embryonnaire pour les institutions bancaires en général. Selon lui, les mouvements des clients au siège de l'Agence Bancobu restent les mêmes alors qu'avec Bancobu e-noti on peut faire toutes les opérations à domicile.

Néanmoins, dit-il avec différentes sensibilisations sur l'utilisation du mobile banking, il espère que d'ici 2 ans ce moyen aura atteint une place importante dans le service bancaire.

Non seulement les banques seront facilitées dans leur service quotidien mais également les clients qui vont en plus gagner du temps et de la rapidité des services.

La majorité des salariés de l'Etat contactés en province de Kayanza disent qu'ils se rendent toujours aux guichets pour recevoir leurs salaires. Pour retirer l'argent à travers le compte mobile bancaires, c'est la même chose que les autres opérations bancaires qui étaient utilisées par les clients, utilisé le mobile banking c'est le plus facile et fiable.





Tu peux consulter le solde et toutes les autres opérations effectués à votre compte étant à la maison. Pour le compte de Lumicash et Ecocash, les retraits et les transferts sont effectués en ajoutant des frais de transactions pour le retrait à l'intégralité de la somme qui vous a été envoyée.

Si une personne décide de vous envoyer une somme d'environ 30000 BIF (10,6 USD), les frais d'envoi et de retrait équivalent à 1950 BIF (0,69 USD) c'est-à-dire 850 BIF (0,30 USD) pour l'envoi et 1100 BIF (0,39 USD) pour le retrait. Dans ce cas, le destinataire reçoit 30000 BIF.

Gildas Hakizimana, chargé de ce transfert au sein de l'Agence Bancobu kayanza nous parle de l'utilité de mobile banking dit E-noti.

C'est un moyen sécurisé, facile et moins cher, qui permet aux clients de réaliser des opérations bancaires sans faire de déplacements.

Pour lui, avec le mobile banking, on n'a plus besoin de voyager avec des sommes d'argent dans la poche. Avec un compte bancaire et le « e-noti », le client peut effectuer un versement ou un virement, ou obtenir les opérations liées au mouvement de son compte.

Malgré ce développement, Hakizimana dit qu'il y a du pain sur la planche en ce qui concerne la sensibilisation des clients sur l'utilisation de mobile banking.

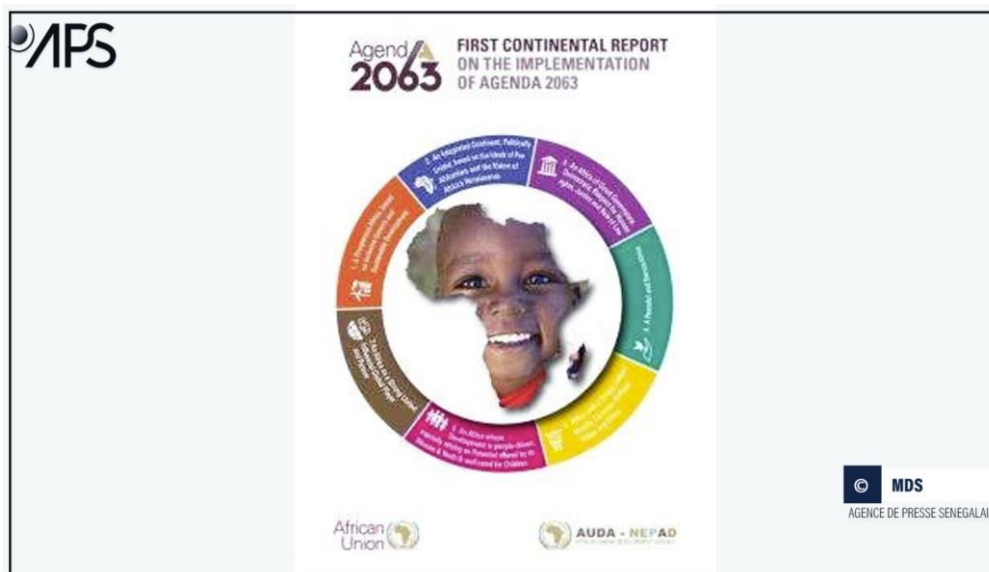
Il lance un appel à cette occasion aux clients d'utiliser de plus en plus ce genre de transfert qui protège l'argent, même en cas de démonétisation.



Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / L'Afrique invitée à trouver des solutions pour réaliser les ODD ; Agence de presse sénégalaise, 22 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://aps.sn/lafrigue-invitee-a-trouver-des-solutions-pour-realiser-les-odd/>

Tag : Accord de Paris, Agenda 2063, Assemblée générale des Nations unies, BAD, CUA, Forum politique de haut niveau sur le développement durable, Programme 2030, UA, UNECA.



79

Addis Abeba, 22 avr (APS) – La commission économique pour l’Afrique des Nations unies (UNECA) a souligné la nécessité pour le continent africain de prendre des mesures et de trouver des solutions pour réaliser le Programme 2030 et de l’Agenda 2063, dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD), a appris l’APS de source officielle.

La commission souligne que "les États doivent saisir cette occasion et considérer la seconde moitié de la période couverte par le Programme 2030 comme une chance de préserver les objectifs de développement durable grâce à des mesures audacieuses, innovantes et transformatrices, conformément aux ambitions et aux échéances du Programme 2030, de l’Agenda 2063, de l’Accord de Paris et d’autres cadres mondiaux et régionaux", indique une note parvenue à l’APS dans le cadre





de la dixième session du Forum régional africain sur le développement durable dont l'ouverture est prévue mardi.

Elle estime que la dixième session du Forum régional africain est "une excellente occasion de remédier aux lacunes et de tirer parti des potentialités nouvelles pour assurer une mise en œuvre robuste, accélérée et rapide du Programme 2030 et de l'Agenda 2063, en plaçant un accent particulier sur le deuxième plan décennal de mise en œuvre de ce dernier".

"L'action et l'appropriation par l'Afrique de son paradigme de développement et des solutions qu'elle élabore avec ses partenaires mondiaux sous-tendront la création de retombées positives et la réalisation d'objectifs communs qui bénéficieront à l'Afrique comme au reste du monde", souligne la commission.

Selon l'indice de réalisation des objectifs de développement durable, calculé tous les ans, "le taux de réalisation des objectifs au niveau mondial n'a que légèrement augmenté, passant de 64 % en 2015 à 66 % en 2019. Ce qui est beaucoup trop lent pour réaliser les objectifs avant 2030, et les progrès sont très inégaux au sein des pays et entre eux".

A cet égard, la nécessité de redoubler d'efforts pour rétablir la confiance dans le multilatéralisme et sauvegarder la planète terre et ses habitants, est un facteur de réussite incontournable.

80

D'autre part, il est aussi impératif d'adopter des trajectoires de développement durable à long terme qui fournissent une approche progressive et à moyen-long terme pour guider les politiques de développement durable non seulement jusqu'en 2030 mais aussi jusqu'en 2050, en mettant particulièrement l'accent sur l'égalité des sexes, l'inclusion sociale et le principe de ne pas faire de laissés pour compte

À mi-parcours du Programme 2030, relève le document, "tous les pays africains doivent de toute urgence accélérer les mesures de lutte contre le changement climatique et les transitions vertes afin de stimuler le développement résilient, inclusif et durable du continent".

Il est donc essentiel que le monde renforce d'urgence ses engagements dans le domaine du climat, notamment en augmentant le financement de la lutte contre le changement climatique, qui reste terriblement insuffisant.

Malgré ces nouvelles inquiétantes, il est encore possible de mettre les bouchées doubles et de réaliser les objectifs de développement durable.

En Afrique en particulier, les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable et des objectifs de l'Agenda 2063 ont été inégaux, avec des différences significatives entre les sous-régions, entre les pays et entre les zones rurales et urbaines.





Si les tendances actuelles se maintiennent, l'écart entre les pays à revenu élevé et les pays à faible revenu en ce qui concerne les résultats liés aux objectifs, risque d'être plus important en 2030 (29 points) qu'en 2015 (28 points).

Des progrès constants ont été réalisés sur des cibles clés des objectifs, notamment en ce qui concerne la couverture du réseau mobile 4G, l'accès à l'eau potable et les taux d'électrification

Néanmoins, relève la CEA, à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme 2030, "l'économie mondiale reste vulnérable, naviguant dans un environnement mondial incertain caractérisé par une croissance mondiale modérée, des conditions de financement précaires, des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et des crises climatiques qui se déclenchent rapidement".

Ces chocs déstabilisants multiples ont particulièrement pesé sur la dynamique de croissance socio-économique des économies en développement, en particulier des pays vulnérables et à faible revenu, rendant encore plus difficile un relèvement complet après les pertes dues aux pandémies.

Toutefois, le Forum est l'un des trois mécanismes chargés de suivre, d'examiner et de catalyser les actions visant à réaliser les objectifs de développement durable et les objectifs de l'Agenda 2063.

Les autres mécanismes sont les examens nationaux volontaires et au niveau mondial, le forum politique de haut niveau pour le développement durable.

Par ailleurs, le Forum régional africain pour le développement durable est une plateforme annuelle intergouvernementale et multipartite mandatée par l'Assemblée générale des Nations unies.

Il est organisé par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement (BAD) et diverses entités du système des Nations unies.

"Renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes", est le thème retenu pour la dixième session du forum régional africain.

Il réunira des ministres, des hauts fonctionnaires, des experts et des praticiens des membres de la CEA, du secteur privé, de la société civile, des institutions universitaires et des entités des Nations unies.



Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / Changement climatique : les CDN doivent être davantage prises en compte, selon des chercheurs ; Agence de presse sénégalaise, 22 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://aps.sn/changement-climatique-les-cdn-doivent-etre-davantage-prises-en-compte-selon-des-chercheurs/>

Tag : FRADD.



Addis-Abeba, 22 avr (APS) – Des chercheurs et acteurs de développement ont plaidé, lundi, à Addis-Abeba, pour des contributions déterminées au niveau national (CDN) beaucoup plus pertinentes, en vue de solutions globales à la problématique du changement climatique.

Ils participaient à un panel organisé dans la capitale éthiopienne, sur le thème “Cinquièmes pourparlers sur le climat et le développement en Afrique : une enquête critique sur les contributions déterminées au niveau national de troisième génération et les transitions justes pour l’Afrique”.

Ce panel a été organisé en prélude de la dixième session du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD), dont l’ouverture officielle est prévue mardi à Addis-Abeba.



Les CDN font référence aux engagements climatiques nationaux définis par les États dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat.

Ces initiatives peuvent aider les pays africains à respecter leurs engagements à travers des mesures de protection des ressources naturelles, selon ces acteurs du développement, les

Ils soutiennent que certains projets financés “ne sont pas opportuns”.

De même estiment-ils que les contributions déterminées au niveau national doivent être davantage prises au sérieux dans les négociations, les politiques d'adaptation au changement climatique devant être considérées comme une priorité.

Selon Achil Yamen, chercheur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, les questions relatives aux négociations sur le climat ont évolué au fur et à mesure des conférences des parties sur le climat (COP) mais n'ont pas pris en compte les réalités africaines.

“L'idée de ces pourparlers est de recueillir les avis de tous ces acteurs qui n'ont pas pu participer aux COPS”, a précisé M. Yamen.

Il a fait observer que ce sont surtout “des experts consultants occidentaux qui étaient auteurs de ces outils comme la CDN, laquelle est déterminante pour évaluer l'objectif de 1,5 °C des émissions, alors que l'Afrique est loin des contributeurs de ces émissions de gaz à effet de serre”.

“Il faut compter sur d'autres sources d'énergie”

“Nous allons essayer de voir avec cette troisième génération de CDN comment prendre en compte la position de l'Afrique, faire en sorte qu'elle réussisse à s'adapter aux défis de son développement”, a assuré le chercheur.

Il considère que “l'Afrique doit compter sur ses ressources propres, car elle dispose de grands bassins d'eau électrique à valoriser pour faire les investissements nécessaires”.

De cette manière, “la réduction de la pauvreté passera par l'amélioration de l'offre énergétique verte”, afin de voir “dans quelle mesure mettre en place des outils permettant d'évaluer notre niveau d'émission et éviter que d'autres le fassent à notre place”, a poursuivi Achil Yamen.

Le chercheur note en outre que “la tendance mondiale est pour un mix énergétique, et il serait difficile pour l'Afrique d'y échapper”.

“Compte tenu de la variation des débits des barrages pour la production de l'énergie hydroélectrique en période d'étiage, il faut compter sur d'autres sources d'énergie telles que le gaz et l'énergie thermique, en y associant le solaire, l'éolien, voire le nucléaire”, a fait valoir M. Yamen.



Il a fait part, en plus, d'une "réelle volonté politique des États, pour que nous puissions réussir à nous prendre en main pour définir des stratégies reposant d'abord sur nous-mêmes". "C'est pourquoi nous parlons aujourd'hui de CDN de troisième génération, montées par les Africains", a insisté M. Yamen. Il appelle les pays concernés à "rester réalistes en s'inspirant de ce qui marche ailleurs pour prendre de l'envol".



Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / Financements privés : une harmonisation des actions UA-ONU préconisée ; Agence de presse sénégalaise, 23 avril 2024.

84

Pour accéder à l'article : <https://aps.sn/financements-privés-une-harmonisation-des-actions-ua-onu-preconisee/>

Tag : Agenda 2063, FRADD, Programme 2030, UA.





Addis Abeba, 23 avr (APS) – Les Nations Unies et l’Union africaine doivent harmoniser leurs actions pour attirer plus d’investissements privés en faveur des pays africains, a estimé, mardi, Monique Nsanzabaganwa, vice-présidente de la Commission de l’Union africaine (UA).

“(…) nous devons harmoniser nos actions pour que nous puissions tirer des investissements privés”, a-t-elle affirmé lors de la cérémonie officielle d’ouverture de la dixième session du Forum régional africain (FRADD).

“Renforcer le Programme de développement durable à l’horizon 2030 et l’Agenda 2063 : l’Afrique que nous voulons de l’Union africaine et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes”, est le thème de cette rencontre.

Evoquant la question du développement durable, Monique Nsanzabaganw a invité à “mettre l’accent sur le capital humain, le secteur privé, la jeunesse, les femmes, les ressources naturelles”.

“Nous devons attaquer ces défis que sont la réduction de la pauvreté, le renforcement du programme 2030 de développement durable et l’Agenda 2063, car nous avons un devoir de sortir 1 million de frères et sœurs qui vivent dans la pauvreté”, a soutenu la vice-présidente de la Commission de l’UA.

Dans cette dynamique, il faut toutefois sortir des sentiers battus, estime t-elle, soulignant que le développement durable doit se faire par les Africains.

“Nous avons besoin de faire marcher le partenariat, essayer de connaître ce que veulent les citoyens. Pour cela, les gouvernements sont en face de très grands défis. C’est le moment de corriger les erreurs. C’est en ce sens que les Nations unies et l’UA doivent être ensemble pour renforcer la collaboration pour que les financements soient libérés”, a-t-elle dit.

La dixième session du FRADD prend fin jeudi.





Youssouf Bodian (Sénégal) ; Enquête: Exploitation pétrolière et craintes pour la pêche dans les îles du Saloum ; RFM/IGFM, 23 avril 2024.

Pour voir le reportage : <https://www.igfm.sn/enquete-exploitation-petroliere-et-craintes-pour-la-peche-dans-les-iles-du-saloum-par-youssouf-bodian-rfm>

Tag : -



Entre mai et juillet 2024, le Sénégal devrait sortir son premier baril de pétrole avec l'exploitation du gisement de Sangomar. 100 milles barils seront produits par jour pour un gisement estimé à 630 millions de barils de pétrole brut. Le gisement renferme aussi du gaz naturel. Quels sont les impacts de cette exploitation sur l'environnement marin et les activités des populations environnantes qui vivent principalement de la pêche? Youssouf Bodian est allé à leur rencontre dans les îles du Delta du Saloum.

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=30CRGJ62ug8>

Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / Le 10 ème FRADD offre une nouvelle opportunité aux pays africains (officiel) ; Agence de presse sénégalais, 23 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://aps.sn/le-10-eme-fradd-offre-une-nouvelle-opportunite-aux-pays-africains-officiel/>

Tag : Agenda 2063, FRADD, Programme 2030.



87

Addis Abeba, 23 avr (APS) – Le dixième Forum régional africain sur le développement durable (FRADD), ouvert mardi à Addis Abeba, en Ethiopie, offre une nouvelle opportunité aux pays africains de réaffirmer leur engagement collectif à transformer, à partir des objectifs de développement durable (ODD), le continent au bénéfice des générations actuelles et futures, a indiqué Abdoulaye Mazaima, président de la 9ème édition dudit forum.

“Nous sommes à un moment crucial et notre continent est aujourd’hui confronté à de multiples défis. Les progrès vers la réalisation des objectifs du développement durable et de l’Agenda 2063 restent inégaux et révèlent des disparités entre les régions, les pays et les zones rurales urbaines”, a-t-il relevé.





Il s'exprimait à l'ouverture officielle du 10ème Forum régional africain sur le développement durable. Une édition axée sur le thème "Renforcer le programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 et éradiquer la pauvreté en période de crises multiples : la mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes".

"L'économie mondiale est marquée par l'incertitude et la vulnérabilité en particulier pour les pays en développement. Nous devons redoubler d'efforts pour atteindre nos objectifs communs", a insisté M. Mazaima, par ailleurs ministre nigérien de l'Hydraulique, de la Santé et de l'Environnement.

Il a invité les pays africains à "consacrer leurs efforts à cinq priorités essentielles", en accélérant les luttes contre les changements climatiques et la promotion de la transition verte et en adoptant des approches novatrices pour mobiliser des ressources nationales et externes pour relever le défi de financement.

Il a aussi exhorté les pays développés à augmenter leurs engagements financiers pour aider les pays en développement à faire face aux impacts climatiques et à mettre l'accent sur l'égalité hommes-femmes.

Le président du 9ème Forum est revenu également sur les diverses réalisations "significatives" obtenues par les membres du bureau sortant grâce à leurs efforts qui ont permis de faire "avancer les agendas 2030 et 2063".

Selon lui, le bureau, en plus du plaidoyer, a eu à mener des actions de sensibilisation, et a réalisé des avancées dans les chaînes de valeur régionales, de l'initiative de la grande muraille, et dans la promotion d'une économie verte et durable.

"Nous avons avancé dans des domaines clés tels que la promotion de la chaîne de valeur régionale des minerais pour les batteries des véhicules électriques, de l'initiative de la grande muraille verte bleue, de la Coalition pour la dette durable et des obligations vertes durables et de développement durable", s'est félicité Abdoulaye Mazaima.





eco conscious

News | features | podcast

Mwamachi Lina (Kenya) ; From Aspiration to Actions: Accelerating Circular Transition Worldwide! Eco Conscious, April 23, 2024.

To access the article : <https://eco-conscious.co.ke/from-aspiration-to-actions-accelerating-circular-transition-worldwide/>

Tag : ACEN, EIB, European Union Commission, ICCE, SITRA, WBCSD, WCEF 2024, World Bank.

Global South takes the helm, driving the circular transition towards a sustainable future!

The highly anticipated roundtable “From Aspiration to Actions: Accelerating Circular Transition Worldwide!” held on April 15th, 2024, at The Square in Brussels, as part of the World Circular Economy Forum 2024 (WCEF2024), concluded with resounding success. Diverse stakeholders from leading entities in the field of Circular Economy convened to discuss strategies for accelerating the global transition towards circularity.

Led by entities from the Global South, notably the International Council for Circular Economy (ICCE) from India, and partnered with ACEN from Africa, Exchange4Change from Brazil, and ACESP from ASEAN countries came together in solidarity to address global challenges. “In the face of escalating environmental challenges and unsustainable consumption patterns, we, the undersigned, are compelled to address the pressing need for transformative action towards a more sustainable future. This manifesto serves as a clarion call to establish the Global Center on Circular Economy, hosted by India and supported by the Global South Partners”, said the manifesto which was released during the roundtable.

The roundtable boasted a diverse lineup of attendees, including representatives from esteemed organizations such as the Ministry of Environment (Finland), Ministry of Water (Netherlands), Ministry of Environment and Climate Change (Rwanda), EU Commission, The World Bank, European Investment Bank, Ellen MacArthur Foundation, European Remanufacturing Council, EEB, Holland Circular Hotspot, Circle Economy, SITRA, WBCSD, Chatham House, and many more.

Ms. Shalini Goyal Bhalla, Managing Director at ICCE, emphasized “the Global South ought to take the grip on itself to lead a circular transition, ultimately leading to mitigating climate change.” She emphasized the need for fair redistribution of resources to ensure that all individuals and





communities have access to the essential resources. Chris Whyte, Founder and Executive Director of ACEN, said “the transition to a Circular Economy for the Global South is imperative to meet the needs for a just and sustainable future – there are common threads across our countries that both underpin this, and provide a rich platform for collaboration across the global south and with our northern partners”.

Mr. Saurabh Kumar, Ambassador of India to Belgium, Luxembourg, and the European Union, emphasized the importance of international cooperation in achieving circularity goals. He reverberated India’s PM’s Mr Narendar Modi’s statement of 3P – pro-planet people to meet the climate commitments.

Freek Van Ejik, Co-chair of ECESP, highlighted the role of circular economy platforms in facilitating collaboration and knowledge sharing among stakeholders. Andrea Liverani, Lead Specialist, Sustainable Development, Europe, and Central Asia at the World Bank, emphasized the critical role of the circular economy in achieving sustainable development goals.

Piotr Barczak, ACEN Foundation’s Circular Economy Program Manager urged:

“all governments and development agencies should better strategize their initiatives, by carefully assessing the needs, streams, skills and design appropriate action plans to implement the positively disrupting new policies and business models.”

90

Organisations like the World Bank, Circular Economy Coalition, Circle Economy Foundation, European Environmental Bureau, ACEN Foundation, Holland Circular Hotspot have shown solidarity to the cause.

The participants agreed that the proposed Global Center on Circular Economy is a vital initiative, addressing the pressing need for coordinated action and knowledge exchange. Led by the Global South, this unique proposition holds the potential to not only benefit Global South countries but also support the Global North in meeting their Net Zero targets. By fostering a pro-planet mindset and strengthening supply chains, the Center promises to drive transformative change on a global scale.





Taty Dilengendju (RDC) ; Que faut-il faire pour promouvoir les cinq piliers de l'économie bleue en RDC ? Radio Okapi, 23 avril 2024.

Pour écouter le reportage : <https://www.radiookapi.net/2024/04/23/emissions/okapi-service/que-faut-il-faire-pour-promouvoir-les-cinq-piliers-de-leconomie>

Tag : -



La RDC possède plus de 50 % des ressources en eau douce du continent africain. Le fleuve Congo et ses affluents, les lacs et les rivières constituent un atout majeur pour le développement de son économie bleue. Il se pose cependant, un sérieux problème de gouvernance de ce secteur, selon les experts en écologie du milieu aquatique. La pratique de la pêche prohibée, la faiblesse au niveau de la réglementation, la pollution, etc, sont également des maux qui nécessitent une forte mobilisation du pouvoir public et des communautés locales pour dynamiser les cinq filières de l'économie bleue sur l'ensemble du territoire national. - Que faut-il faire pour promouvoir les cinq piliers de l'économie bleue en RDC ?

Taty DILENGENDJU Mapuku s'entretient sur ce sujet avec Junior Tshiteya, entrepreneur et expert en économie du développement.

Patricia Maisha Ishingwa, présidente nationale du Réseau pour le Développement Intégral du Congo (REDIC) et experte en gestion des ressources halieutiques et économie bleue durable a pris également part à cette interview.



Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Société / 10ème FRADD : le secrétaire exécutif de la CEA relève “l’urgente” nécessité de se remettre sur la bonne voie pour atteindre les ODD ; Agence de presse sénégalaise, 23 avril 2024.

92

Pour accéder à l’article : <https://aps.sn/10eme-fradd-le-secretaire-executif-de-la-cea-releve-lurgente-necessite-de-se-remettre-sur-la-bonne-voie-pour-atteindre-les-odd/>

Tag : Agenda 2063, Déclaration d’Addis Abeba, FRADD, UNECA, Union Africaine, ZLECAF.



Addis Abeba, 23 avr (APS) – Le secrétaire exécutif de la commission économique pour l’Afrique des Nations unies (UNECA), Claver Gatete a insisté, mardi à Addis Abeba à l’ouverture officielle du Forum



régional africain sur le développement durable (FRADD) sur « l'urgente » nécessité de se remettre sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063.

“Le Forum régional africain est l'une des plateformes de développement les plus importantes, notamment en raison de l'urgente nécessité de se remettre sur la bonne voie pour atteindre les ODD et l'Agenda 2063” a dit M. Gatete.

“Notre thème +solutions durables, résilientes et innovantes qui renforcent la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des ODD+, souligne l'urgence de relever les défis critiques auxquels l'Afrique est confrontée” a relevé le secrétaire exécutif.

Il a souligné que “les triples crises alimentaire, énergétique et climatique soulignent encore davantage l'impératif d'une action transformatrice”. “Nous ne pouvons pas faire comme si de rien n'était”, a-t-il fait valoir.

De fait, “conscients de l'interdépendance des ODD, nous devons être sélectifs et nous concentrer sur les domaines qui déclencheront un effet domino en cascade et un impact maximal sur le terrain”, a-t-il suggéré.

Les Nations unies ont identifié six transitions comme voies d'investissement clés pour la réalisation des ODD : les systèmes alimentaires; l'accès abordable de l'énergie; la connectivité numérique; l'éducation; l'emploi et la protection sociale; et le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution.

“Sur vingt et un pays en situation de surendettement élevé ou risquant de l'être, renseigne M. Gatete, seulement deux pays bénéficient d'une notation de qualité investissement, de primes de risque élevées qui coûtent au continent africain jusqu'à 75 milliards de dollars et des défis climatiques qui réduisent les budgets jusqu'à 5 pour cent du PIB”.

Pourtant, a-t-il souligné, “on estime que les besoins de l'Afrique en matière d'infrastructures et de lutte contre le changement climatique coûtent entre 68 et 108 milliards de dollars par an”.

Cependant malgré la résilience remarquable de l'Afrique, attestée par son statut de deuxième région à la croissance la plus rapide au monde, nous ne pouvons ignorer les dures réalités de la pauvreté, de la faim et des inégalités, a-t-il dit.

“Nos discussions d'aujourd'hui doivent se pencher sur les interventions stratégiques qui exploitent les vastes ressources naturelles de l'Afrique, en particulier les minéraux critiques, qui sont essentiels à la transition mondiale vers des économies vertes” a-t-il indiqué.

Selon lui, l'augmentation prévue de la demande pour ces minéraux nécessite des mesures proactives pour exploiter le potentiel de création de richesse de l'Afrique. “Et les énergies





renouvelables constituent l'épine dorsale du développement durable, avec des opportunités inexploitées pour stimuler les investissements et promouvoir la sécurité énergétique sur tout le continent", a-t-il précisé.

En outre, soutient-il, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offre une opportunité unique de stimuler l'agro-industrie et de renforcer la sécurité alimentaire, pierre angulaire de la résilience face à des défis multiformes.

"Nous devons profiter de ces opportunités pour inverser la tendance des catastrophes climatiques vers la résilience climatique", a-t-il appelé estimant que "la collaboration reste primordiale, non seulement entre les agences des Nations unies mais également avec l'Union africaine, les organismes régionaux, les banques de développement et les initiatives locales".

En outre, les cadres de partenariat de l'Union africaine et des Nations unies sur le développement, la paix, la sécurité et les questions humanitaires garantissent que la mise en œuvre des ODD va de pair avec l'Agenda 2063.

Entre autres, a-t-il relevé, "il est également important de noter que l'engagement du secteur privé est tout aussi essentiel pour catalyser un changement transformateur mais, nous devons leur faciliter la tâche".

"Cela nécessite des efforts intentionnels et collectifs pour renforcer les mécanismes de réduction des risques afin que le secteur privé puisse jouer son rôle dans le financement des interventions à grande échelle" selon Claver Gatete.

Il a souligné que des mécanismes de financement innovants, associés à des réformes de l'architecture financière mondiale, peuvent ouvrir de nouvelles voies pour un investissement durable et une croissance inclusive.

"Je réaffirme notre détermination collective à placer l'Afrique à l'avant-garde du développement durable. Nos actions d'aujourd'hui définiront la trajectoire de l'avenir de notre continent, en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté sur le chemin de la prospérité et de la résilience" a assuré le secrétaire exécutif de la CEA.

Il a soutenu que la proposition du secrétaire général d'un plan de relance de 500 milliards de dollars par an pour les ODD a signalé au monde que l'architecture financière mondiale doit être repensée pour ne laisser personne de côté.

"Le Pacte numérique mondial offre à l'Afrique la possibilité d'égaliser les règles du jeu en matière de concentration des puissances économiques", a-t-il ajouté indiquant que "le début du deuxième





plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 et le mi-parcours des ODD offrent à l'Union africaine et aux Nations unies des opportunités uniques d'étendre la mise en œuvre conjointe"

Par conséquent," la forme que prendra la Déclaration d'Addis-Abeba sera importante. La tâche qui nous attend est de démontrer qu'il n'existe pas de solutions mondiales durables sans l'Afrique au centre", a-t-il laissé entendre.

"Le Pacte pour l'avenir est un pacte avec l'Afrique. Et l'ensemble du système des Nations unies reste à être déterminé avec vous pour tenir la promesse de ne laisser personne de côté" a assuré le secrétaire exécutif de la CEA.



95

Ayoola Kassim (Nigeria) ; 10th Africa Forum On Sustainable Development Holds In Addis Ababa ; Channels Television, April 24, 2024.

To watch the report : <https://www.youtube.com/watch?v=cWjUUAWnyJY>

Tag : AFSD, UNECA, Agenda 2030.



Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva



Joseph Checky Abuje (Kenya) ; The fourth session of the negotiations on a global plastics treaty opens in Ottawa ; Africa Science News, April 24, 2024.

To access to the article : <https://africasciencenews.org/the-fourth-session-of-negotiations-on-a-global-plastics-treaty-opens-in-ottawa/>

Tag : UNEP, UNEA.



96

The fourth session of the Intergovernmental Negotiating Committee to develop an international legally binding instrument on plastic pollution, including in the marine environment dubbed (INC-4), opened in Canada's capital, Ottawa Wednesday to advance negotiations so that the Committee can finalize, at its fifth session (INC-5) in November, the text of the instrument.

Among the mandates of the conference will be Members to decide on intersessional work – informal INC sessions taking place between the official meetings – required between the INC-4 and INC-5, to support the further development of the text.

INC-4 is the penultimate stage of the negotiations; it follows three earlier rounds of negotiations: INC-1, which took place in Punta del Este, in November 2022, INC-2, which was held in Paris in June 2023, and INC-3, which happened in Nairobi in November 2023.

"We are seeing convergence on eliminating the uses that are problematic and avoidable. We will continue to need plastic for specific uses, such as renewable energy technologies. But there is growing agreement that short-lived and single-use can go," said Inger Andersen, Executive Director of the UN Environment Programme.

"We can be proud of what we have achieved. But a job half-done is a job not done. Time is against us – both in terms of finalizing the instrument and how much more the planet can take. As we deliberate, plastic pollution continues to gush into ecosystems," she added. "So, I ask for INC-4 to show energy, commitment, collaboration, and ambition. To make progress. And set the stage for INC-5 to finalize an instrument that will end plastic pollution, once and for all."





INC-5, to be held in Busan, the Republic of Korea, from 25 November to 2 December 2024, is intended as the end of the INC process. It will be followed by a Diplomatic Conference where Heads of State will sign the agreement.

“We are here seeking to advance these negotiations and deliver a treaty because collectively we have recognized that multilateral cooperation – this INC process, a new legally binding international instrument – has a critical role to play in providing the effective and impactful solutions needed to end plastic pollution. The spirit of multilateralism is: “Together, we are stronger,”” said Luis Vayas Valdivieso, Chair of the INC.

“Let us negotiate with accountability and integrity –grounded in the scientific evidence and facts on the scale and urgency of ending plastic pollution. Let us also approach this task with optimism, that it is both necessary and possible for us to achieve this new treaty,” he added.

The start of INC-4 was preceded by regional consultations and a conversation with Observers, and Canada hosted a Partnerships Day and a Ministerial Day on the sidelines of the session.

“Agreeing to a global agreement on plastic pollution by the end of 2024 would mark one of the most significant environmental decisions and would be a first-of-its-kind agreement to unite the world around a shared goal to end plastic pollution,” said Steven Guilbeault, Canada’s Minister of Environment and Climate Change.

“Canada has put in place several measures to stem the tide of plastic pollution at home, and we are keen to keep up the momentum for a global agreement that aligns with our ambition. We welcome delegations, partners, and stakeholders from around the world to Ottawa for INC-4 to continue the ambitious work needed to achieve this united goal.”

At the sixth session of the United Nations Environment Assembly in February 2024, Canada convened the other host countries of the INC process – France, Kenya, the Republic of Korea, and Uruguay – for a Ministerial meeting, under the umbrella of the Host Country Alliance, to galvanize momentum toward the global instrument.

“Seize this opportunity, make these seven days count, and deliver a text that is as close as possible to the final agreement that we all want to see,” said Jyoti Mathur-Filipp, Executive Secretary of the INC. “You delegates know the issues that need to be addressed at this session, and that flexibility will be needed to reach a consensus. This is the only way forward.”





Environnementale

René Bagalwa (RDC) ; RDC La société civile de protection de l'environnement réclame l'arrêt des exportations de charbon de bois du Sud-Kivu vers le Nord-Kivu ; Afrique environnement plus, 24 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://afriquenvironnementplus.info/rdc-la-societe-civile-de-protection-de-lenvironnement-reclame-larret-des-exportations-de-charbon-de-bois-du-sud-kivu-vers-le-nord-kivu/>

Tag : UNESCO.



La communauté écologiste de la République démocratique du Congo exprime son inquiétude face à la déforestation croissante dans la région du Sud-Kivu, en raison du conflit armé actif dans les territoires de Rutchuru et Masisi, dans la province du Nord-Kivu.

Les deux territoires (Rutchuru et Masisi) constituent les greniers agricoles du Nord-Kivu et ravitaillent la ville de Goma en denrées alimentaires et en charbons de bois.



En raison de la fermeture de la route reliant Goma à Rutschuru et Masisi, la ville de Goma fait face à une pénurie de charbon de bois et de produits alimentaires. Dans cette optique, les vendeurs se sont tournés vers la province voisine du Sud-Kivu.

L'un de produit le plus importé à Bukavu c'est le charbon des bois.

A en croire Josué ARUNA, responsable de la société civile de protection de l'environnement au Sud-Kivu, cette guerre a des conséquences énormes sur l'environnement de la province.

Pour lui, plusieurs familles du Nord-Kivu utilisent actuellement des charbons issus du Sud-Kivu, avant de préciser que ces charbons sont fabriqués à base des bois coupés dans le Parc National de Kahuzi Biega et dans les villages environnants du parc. Cette pratique qui risque de contribuer à la destruction massive du parc national de kahuzi Biega voire même raser toutes les collines situées dans les villages des territoires de Kabare et Kalehe.

Selon M. ARUNA, « chaque jour des camions transportent ce produit sont visibles et arrivent dans les ports de Bukavu avant d'être embarqué dans les bateaux pour Goma. D'où l'acheminement, chaque semaine, de 20 milles sacs de braises vers la ville de Goma ».

Saisine des autorités compétentes

Face à ce phénomène, les autorités provinciales, la coordination provinciale de l'environnement, les services de sécurité et les responsables du Parc National de Kahuzi Biega ont été saisis à ce sujet pour exiger la fin de l'exportation des braises vers Goma, ceci pourrait réduire le déboisement au Sud-Kivu, a indiqué Josué ARUNA.

Les services compétents ont saisi, le mardi 23 Avril 2024, une quantité énorme des planches dans un port à Bukavu et ont été remises au Parc National de Kahuzi en attendant la poursuite des enquêtes.

D'autres personnes œuvrant dans la protection de l'environnement et les membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) Sud-Kivu emboîtent les pas à la société civile environnemental et recommandent au gouvernement congolais de limiter cette hémorragie de la coupe des bois au parc de Kahuzi Biega.

Cette pratique refait face au PNKB deux ans seulement après que les pygmées qui avaient envahi ce parc s'y ont retiré grâce aux dialogues et négociations multiples menées entre les gestionnaires du parc, le gouvernement et les peuples autochtones pygmées.

A noter que le parc de Kahuzi est situé à l'Ouest du Lac-Kivu et s'étend sur les territoires de Mwanga, Kabare, Kalehe, Shabunda. Kahuzi Biega est entouré par plusieurs villages pygmées notamment Muyange, Cirharhangwa, Buyungule à Kabare, et d'autres du territoire de Kalehe.





Il est reconnu par l'UNESCO comme un patrimoine mondial. Il est reconnu pour sa faune et sa flore avec des animaux comme les gorilles de montagnes, les chimpanzés, les éléphants et des insectes de tout genre.



Lina Mwamachi (Kenya) ; 10th Africa Regional Forum On Sustainable Development 2024 ; Eco conscious, April 24, 2024.

To access the article : <https://eco-conscious.co.ke/10th-africa-regional-forum-on-sustainable-development-2024/>

100

Tag : ACFTA, African Union, Agenda 2063, CAAD, G20, IMF, UNECA.



For a week, this month of April plenary side events, informal meetings and stakeholders workshops have been taking place at the headquarters of the United Nations Economic Commission For Africa

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

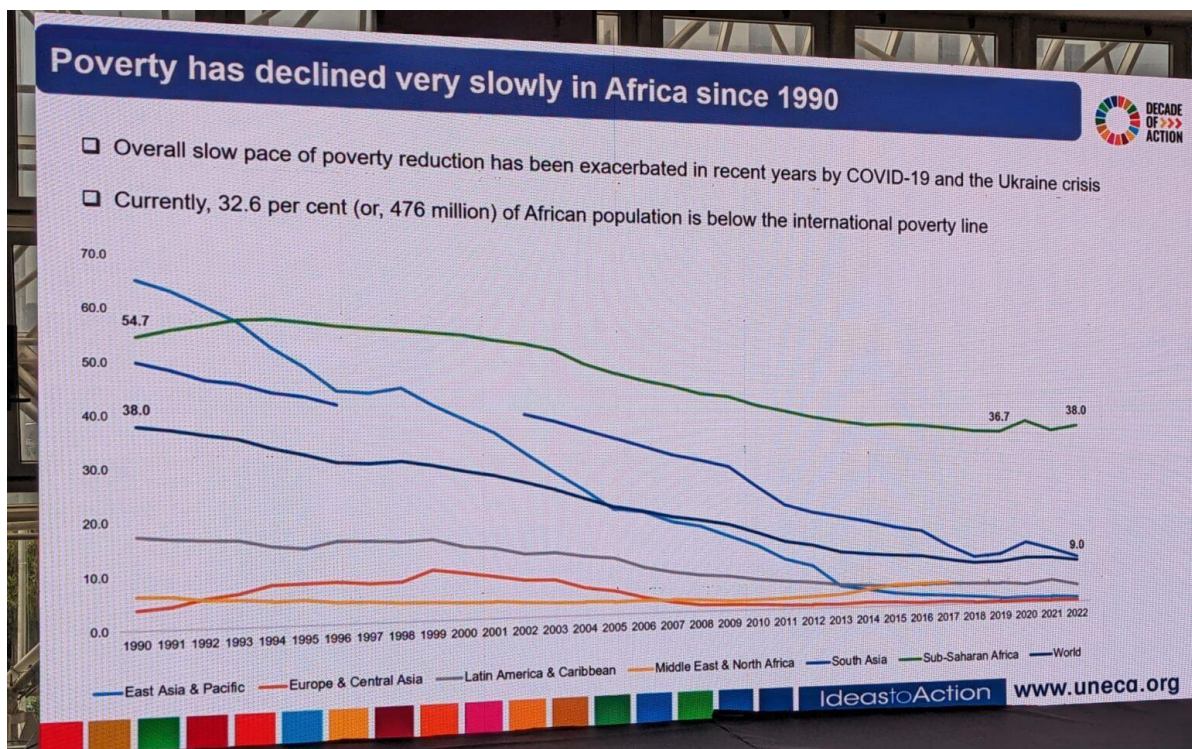
Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva



in Ethiopia, major theme focus being, climate change, food systems, science, technology and more, while it emerged that many countries will not be able to meet the united Nations SDGs goals by 2030.

Speaking during the Forum, Deputy Secretary General of United nations, Antonia Pedro said, the world faces multiple complex interconnected challenges, citing that this great continent is being hit hard by a devastating series of global shocks, and their impact on people, environment and economies.

Pedro additionally said, COVID-19, the cost-of-living crises, and the triple planetary crisis of climate, biodiversity loss and pollution, have caused a perfect storm and immense pain, further exacerbating Africa’s vulnerabilities and reversing the gains of the last decade.



He added that, Conflicts and instability near and far are thriving, causing untold suffering and further jeopardizing the African Union’s goal of silencing the guns, and achieving sustainable development. Debt servicing is at an all-time high due to external shocks and is squeezing our economies dry, leaving little or nothing to invest in sustainable development, often at the expense of education and health services.

Developing economies are settling into a new bad equilibrium: of low investment, low growth, and stalled progress on the Sustainable Development Goals. Pedro reiterates that as we pass the halfway point to the SDGs and complete the first decade of implementing the African Union’s 2063 Agenda,





our sustainable development efforts are at risk of failure, adding that while we can demonstrate some significant strides toward sustainable development the gains remain fragile.

This includes the African Continental Free Trade Area and the single African air transport market — both key tenets of Agenda 2063 — that point to our booming potentials for the technology and innovation sector.

The deputy general however, added that, although we know that this progress is not enough, we also know that more and better progress is possible. At the SDG Summit last September, governments endorsed a bold Political Declaration, recognizing Means of Implementation as the key barrier to achieving progress. In his sentiments, in the face of multiple crises, developing countries are not accessing the financing they need at scale and in time, terming the gap as enormous.

An additional he cited that 4 trillion\$ must be invested every year to 2030 to have a chance of achieving the SDGs.

In other words, we desperately need to increase the flow of capital. Yet today, capital into the developing world has gone into reverse. Bondholders and commercial banks have taken over \$300 billion out of developing countries over the last two years. International financial institutions are trying to buttress countries, but have been unable to stem the tide. Net transfers from the IFIs to developing countries fell by more than half last year.

102

Excluding concessional flows, they fell to zero. This reversal of capital is partly a story of debt.

Since 2010, Africa's debt increased by 183 percent — roughly four times higher than the region's growth rate in dollar terms. Those debts are now maturing, obliging countries to confront hefty debt service to satisfy their creditors. Rising interest rates have now pushed debt service far higher. Total debt service accounted for a staggering 47.5 percent of government revenue in Sub-Saharan Africa last year — crowding out expenditure on essential services as well as investments in the continent's future.

20 out of 54 countries are at high risk of — or already in — debt distress. With high debt service comes limited fiscal space. This is further exacerbated by years of emergency spending to respond to global shocks, and little growth in revenue reflecting slow economic growth and modest progress in growing the tax base. He adds that due to this, the Secretary-General has called for a SDG Stimulus of at least \$500 billion a year to scale-up affordable long-term financing for developing countries, alongside a series of structural reforms to the institutions and rules that make up the international financial architecture.





Africa's leadership and collective voice are essential to make the SDG stimulus a reality and take decisive steps towards a global financial architecture that is more equitable, resilient, responsive and accessible to everyone.

The deputy general added that, Political declaration is only the first step and it must be followed by concrete, ambitious and transformative action that will put us on the path to deliver on the SDG by 2030. In this regard, it is essential that we scale up action on key transitions and investment pathways that can accelerate progress across the goals.

at the same time, he highlighted four areas in particular, beginning with inclusive and sustainable energy – which powers sustainable development, saying African countries are making tangible progress in securing access to all sustainable energy.

Access to electricity rose by nearly 10 percent in the last six years. Africa is also home to 60 per cent of the world's most coveted solar resources – but the continent only attracted two per cent of global investments in renewable energy over the last two decades. This underinvestment means a continent with the potential to be a renewable energy superpower lags with just one percent of installed solar capacity. We are also home to a significant proportion of the minerals critical to the global renewables revolution – an immense potential source of wealth. It's worth remembering that the electric vehicles value chain is estimated to be worth nearly \$ 60 trillion by 2050. A huge potential market for African renewables.

103

As Africa seeks maximum benefits from this market, resource extraction must not undermine the livelihoods of the vulnerable. The Secretary-General's panel on Critical Energy Transition Minerals is critical to ensure that we do not repeat past patterns of exploitation. Finance is also vital to rolling out renewables more widely. But we need to take a systematic approach at home.

Second, sustainable food systems. After a long period of improvement, hunger has worsened substantially in Africa. Around 280 million people are undernourished, an increase of 57 million people since the COVID-19 pandemic. Small farmers, dependent on agriculture, are impacted every year by climate-related weather events with losses estimated at 670 million USD per year.

The challenges faced by our food systems are not easily overcome. But significant progress has been made in advancing food system transformation across Africa. Various African initiatives are embedding food systems transformation across sustainable development strategies and plans. 42 African countries have developed national pathways to implement the UN's vision under the Food Systems Summit and the recent Call to Action resulting from the Food Systems Stock Take +2. These are fully in line with the national and regional investment plans under the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme for agricultural production, food security and nutrition.





Third, digital connectivity. Countries in this region are emerging as trail blazers for innovation and booming tech industries. Yet, the divide between and within African countries remains significant, while internet access and mobile penetration gaps are persisting between poor and well-off, rural and urban areas, male and female users. More must be done to scale-up investments in technology and digital infrastructure to bridge the digital divide. National digital strategies in Ghana, Kenya, Nigeria, South Africa and Rwanda are great examples of how we can shape investment pathways at scale across the region.

Fourth, education. No country can harness the opportunities provided by food, energy and digital transitions, unless they invest more in quality, relevant and future-oriented education systems. The AU's decision to make 2024 the African Year of Education and its comprehensive ten-year Continental Education Strategy for Africa speaks to the strong recognition of this fact by African leaders. So too does the progress being made in the area of education by several countries – from Sierra Leone to Kenya, Cote d'Ivoire to Namibia. This echoes the spirit of possibility and determination that emerged from the Secretary-General's Transforming Education Summit in 2022.

This year, through convenings in Paris, New York and Brazil, we will take stock of progress and identify opportunities to scale up coherent and effective support from international partners to African countries. Whether that's to tackle the foundational learning crisis or better equip teachers for a changing learning environment, to boost vocational programmes for skills for just transitions, or to leverage the digital transformation to improve how we learn, what we learn and where we learn, adding that at the heart of all of this, like so much else, is finance.

104

Now is the time to rethink austerity-oriented international policies, reduce debt-servicing costs and ensure a more equitable global taxation system so that African countries can do what we know that want to do: to invest more, more efficiently and more equitably in the capacities and skills of their peoples.

the deputy general either said the region counts on Member States to keep investing in the UN development system – including the Resident Coordinator system – to ensure we can continue to do so. The inclusion of the African Union in the G20 and the addition of an extra seat for sub-Saharan Africa at the IMF are also of major importance, for the voice of Africa and for that of the Global South. Our voice will be essential in the lead up to the Summit of the Future, and at the fourth international Conference on Financing for Development and the second World Summit on Social Development in 2025.

Lastly he urged on harnessing the potential of these foras, including forum like ARSD, to deliver on our vision for Africa enshrined in Agenda 2063, to keep the promise of the Africa Africans Want.



Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Climat / L'Afrique doit privilégier l'approche continentale pour relancer son développement (experte); Agence de presse sénégalaise, 24 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://aps.sn/lafrique-doit-privilegier-lapproche-continentale-pour-relancer-son-developpement-experte/>

Tag : Agenda 2063, CNUCED, FRADD, Sommet du futur.



105

Addis Abeba, 24 avr (APS) – Isabelle Durant, présidente du Mécanisme d’experts sur le droit au développement aux Nations unies, a invité, mercredi, les pays africains à privilégier l’approche continentale pour relancer leur développement après diverses crises subies ces dernières années.

”Au-delà du financement, l’approche continentale est importante pour que l’Afrique relance son développement après ces crises”, a-t-elle insisté dans un entretien avec l’APS, en marge des travaux de la 10ème session du Forum régional africain sur le développement durable (10 FRADD), qui se tient à Addis Abeba, du 23 au 25 avril 2024.

Elle estime que la finance climatique, bien que très importante, ne peut pas remplacer le développement.





”C’est quelque chose qui vient en plus, mais ne peut pas prendre la place de tous les aspects liés à la lutte contre la pauvreté et les inégalités, l’éducation, la santé. Toutes ces questions méritent un traitement propre en termes de développement, auxquelles s’ajoute la finance climatique”, a-t-elle expliqué.

”L’Afrique le fait d’ailleurs, car on sent une volonté d’aller plus vite et plus fort. Je pense que cela est important tout en gardant les politiques nationales qui sont évidemment adaptées aux régions et aux problèmes spécifiques que rencontrent les différentes sous régions africaines”, a-t-elle dit.

Mme Durant estime que ”les voix africaines doivent se faire entendre, même s’il y a des différences entre les régions et que l’Union africaine puisse soutenir ces voix africaines, pour que l’Afrique se fasse entendre comme continent”.

Le thème de cette édition est : ”Renforcer le programme de développement durable à l’horizon 2030 et l’Agenda 2063 et éradiquer la pauvreté en période de crises multiples : la mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes”.

Pour l’experte onusienne, ce thème montre que ”les ODD restent notre ciment commun”.

Elle a rappelé qu’après la Covid 19, ”on a subi des reculs importants à cause de l’interruption de toute l’activité économique”.

”Les femmes et les filles singulièrement ont payé un tribut beaucoup plus lourd que les Etats, notamment en voie de développement, qui n’ont pas pu apporter un soutien comme les pays plus riches ont pu à la fois pour les individus et les entreprises”, a-t-elle relevé.

Aujourd’hui, a-t-elle souligné, il s’agit de poursuivre le travail sur les ODD, qu’il faut l’inscrire sur le Sommet du futur qui se prépare en septembre prochain.

”C’est un pacte car, depuis 2015, on a adopté les ODD et il s’est passé beaucoup de choses, comme la Covid, la guerre en Ukraine, qui ont eu un impact sur le coût de la vie partout dans le monde, avec des conséquences inflationnistes”, a dit l’ancienne secrétaire générale adjointe de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

”Le monde a pu changer en si peu de temps. Nous devons pouvoir garder nos ODD comme notre ciment commun mais aussi ajouter un cadran au pilotage multilatéral”, a-t-elle préconisé.





Selon elle, pour pouvoir suivre l'évolution des ODD, il faut continuer le travail engagé en travaillant sur le financement qui est une question centrale.

Concernant le Sommet du futur, Isabelle Durant a expliqué qu'il consiste en un projet qui reprend quatre grands domaines, notamment la gouvernance économique, le développement durable, les questions de droit au développement, la question liée à la technologie et à l'accès au numérique.

107

“Pour tout cela, elle a indiqué qu'un texte va être négocié par les pays membres au mois de septembre prochain”.

Pour Mme Durant, “ ce Sommet du futur est une opportunité pour les Africains de faire entendre leurs voix communes pour que ce continent soit reconnu concrètement dans ses besoins, ses spécificités”.

“L'Afrique a un dividende démographique, un potentiel économique et climatique avec toutes les réserves de CO2. Le continent a énormément d'atouts mais aussi de handicaps liés au niveau de développement, à l'électrification, à tout ce qui fait que les besoins de base peuvent être rencontrés”, a-t-elle déclaré.

Elle a indiqué que lors du sommet, plusieurs points seront abordés relativement, entre autres, à l'architecture financière, aux dettes, à la numérisation dans les ODD, au climat, et la nouvelle génération, entre autres.





L'ÉVÉNEMENT NIGER

Ismail Abdoulaye (Niger) ; 10ème FRADD: les réponses aux défis du développement durable en Afrique ; L'événement Niger, 24 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://levenementniger.com/10eme-fradd-les-reponses-aux-defis-du-developpement-durable-en-afrique/>

Tag : Agenda 2063, FRADD.

Le 10ème Forum africain sur le développement durable (FRADD), ouvert à Addis Abeba en Ethiopie, le mardi 23 Avril 2024, a été l'occasion pour le bureau de la 9ème session du FRADD de présenter et partager avec tous les acteurs, les défis qui entravent la réalisation des objectifs du développement durable en Afrique. Pour relever ces défis, des propositions des voies de sortie, considérées étant des «priorités essentielles» ont été faites.

108

Le ministre de l'hydraulique, de l'assainissement et de l'environnement du Niger, le Colonel Maizama Abdoulaye, alors président du bureau de la 9ème session du FRADD a fait part des défis auxquels l'Afrique fait face pour «la réalisation des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063».

Selon le Colonel Maizama Abdoulaye, « ces défis se focalisent sur l'incertitude et la vulnérabilité, en particulier pour les pays en développement, tandis que le service de la dette externe entrave considérablement la capacité des pays les moins avancés à investir dans des secteurs essentiels, tels que la santé et l'action climatique», devait-il indiquer.

Pour la présente session, le thème retenu est : « Renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes ». Un thème qui interpelle les dirigeants africains à « redoubler d'efforts pour atteindre nos objectifs communs ».

La réponse aux défis

Pour ce faire, l'Afrique doit se concentrer, entre autres, sur « les mesures de lutte contre le changement climatique et de promotion des transitions vertes », indique-t-on. Ensuite, adopter des



stratégies adéquates pour « mobiliser les ressources internes et externes afin de « combler le déficit de financement des objectifs ».

Autre priorité soutenue, celle liée à l'inclusion sociale en concert avec l'égalité entre hommes et femmes dans l'atteinte des objectifs. Pour faire, et face aux impacts climatiques, le président du bureau de la 9ème session du FRADD encourage « les pays développés à augmenter leurs engagements financiers pris en rapport avec le fonds pour les pertes et les préjudices ».



109

Taty Dilengendju (RDC) ; Comment se prépare la RDC sur le plan mondial de réduction de l'utilisation des hydrocarbures ? Radio Okapi, 25 avril 2024.

Pour écouter le reportage : <https://www.radiookapi.net/2024/04/25/emissions/okapi-service/comment-se-prepare-la-rdc-sur-le-plan-mondial-de-reduction-de>

Tag : -



Radio Okapi/Ph. Jonathan Fuanani

Plusieurs pays du monde envisagent de réduire sensiblement l'utilisation des hydrocarbures, dans le cadre de la lutte contre les effets du changement climatique, d'ici 2030. Et petit à petit, les engins

qui recourent aux énergies propres tels que les véhicules électriques ou hybrides sont en train de remplacer les engins qui fonctionnent avec les hydrocarbures. Selon les experts, l'hydrogène vert est une alternative la mieux indiquée dans le cadre de la transition écologique. - Comment se prépare la RDC face à ce défi mondial ? - Quelles sont les projections faites pour la production de l'hydrogène vert en RDC ?

Taty DILENGENDJU Mapuku discute de ce sujet avec l'ingénieur Idriss Kudiye, expert en management des systèmes énergétiques et énergies renouvelables.

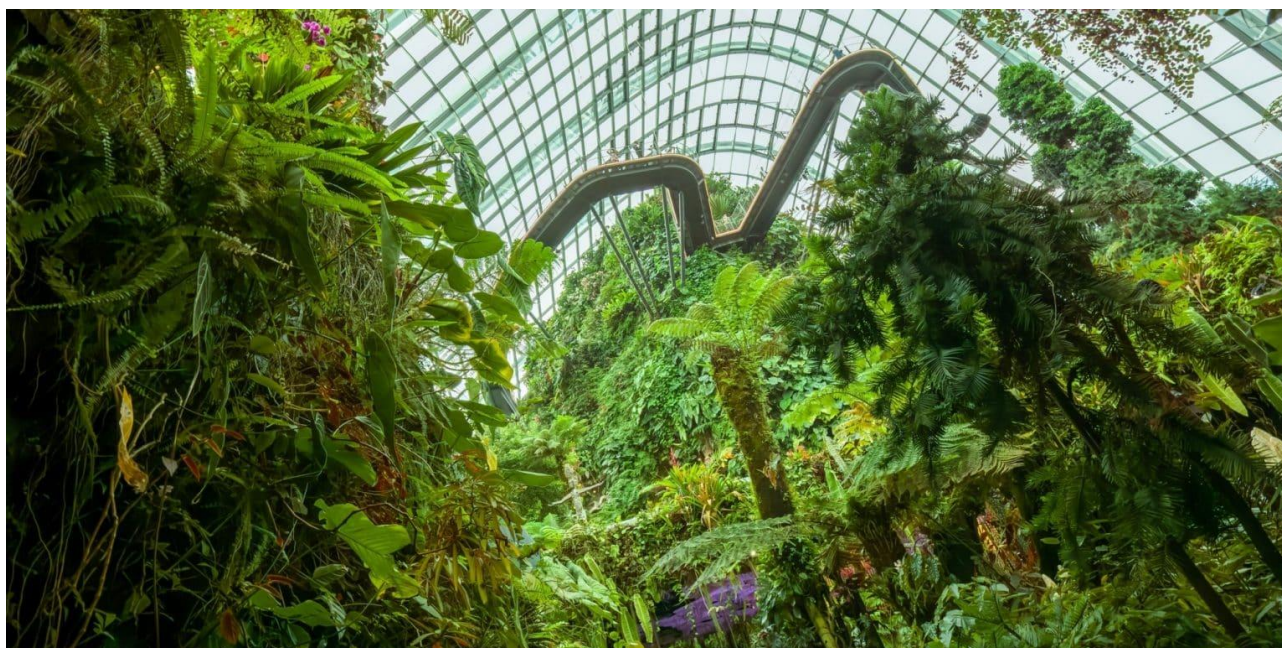
Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Le Bezos Earth Fund débloque 100 M\$ pour l'IA au service du climat et de la nature ; Afrik 21, 25 avril 2024.

110

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/le-bezos-earth-fund-debloque-100-m-pour-lia-au-service-du-climat-et-de-la-nature/>

Tag : -





Dans le cadre d'une initiative audacieuse visant à mobiliser l'intelligence artificielle (IA) au service de la lutte contre le changement climatique et la préservation de la nature, le Bezos Earth Fund a annoncé le lancement d'un Grand défi pluriannuel de 100 millions de dollars. Cette annonce intervient à un moment crucial où les défis environnementaux exigent des solutions innovantes et rapides pour protéger la planète et garantir un avenir durable pour les générations futures.

Le changement climatique, avec ses conséquences dévastatrices sur les écosystèmes et les communautés à travers le monde, constitue l'un des défis les plus pressants auxquels l'humanité est confrontée. Dans le même temps, la perte de biodiversité menace l'équilibre de la vie sur terre. Pour relever ces défis, le Bezos Earth Fund propose de capitaliser sur le potentiel de l'IA, qui a déjà démontré son efficacité dans divers domaines tels que la surveillance des émissions de gaz à effet de serre (GES), la détection des incendies de forêt et l'avancement des énergies renouvelables.

Le Grand défi sur l'IA pour le climat et la nature vise à catalyser l'innovation en encourageant la collaboration entre les acteurs du climat, de la nature et de l'IA. En identifiant et en soutenant des solutions efficaces basées sur l'IA, le Bezos Earth Fund espère accélérer les progrès vers un avenir plus durable. Grâce à un financement ciblé, un mentorat et d'autres ressources, les innovateurs auront l'opportunité de concrétiser leurs idées et de déployer des solutions à grande échelle.

111

D'une durée de trois ans, le Grand défi consacrera son premier cycle à plusieurs domaines clés, notamment l'impact sur le développement durable des protéines, la conservation de la biodiversité et l'optimisation du réseau électrique. Cependant, le défi est ouvert à toutes les idées novatrices contribuant à la lutte contre le changement climatique et à la protection de la nature. Soucieux d'assurer l'équité et l'accès, la fondation du milliardaire américain Jeff Bezos, patron d'Amazon, le géant mondial du commerce en ligne, invite les innovateurs du monde entier à participer à ce défi ambitieux.

Le processus de soumission pour le premier tour du Grand défi commencera en mai 2024, offrant aux innovateurs une opportunité de faire avancer leurs idées et de contribuer à la construction d'un avenir plus durable pour tous. Les lauréats seront annoncés lors de l'événement Bezos Earth Fund-TED, organisé à l'occasion de la Climate Week de New York, en fin septembre 2024.





Ayoola Kassim (Nigeria) ; UNECA: Africa Positioned To Successfully Pursue A Just Transition ; Channels Television, April 25, 2024.

To watch the report : <https://www.youtube.com/watch?v=QKZfBHGRiaY>

Tag : UNECA, ARFSD.



112



Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; L’Afrique doit miser sur les technologies pour atteindre le développement durable (responsable CEA) ; Agence de presse sénégalaise, 25 avril 2024.

Pour accéder à l’article : <https://aps.sn/lafrrique-doit-miser-sur-les-technologies-pour-atteindre-le-developpement-durable-responsable-cea/>

Tag : UNECA.



113

Addis-Abeba, 25 avr (APS) – Le continent africain doit “accélérer la formation” dans le domaine du numérique pour mieux tirer parti des technologies qui constituent “un outil majeur pour atteindre les objectifs de développement durable”, estime le chef de la division technologie et innovation à la Commission économique des Nations unies pour l’Afrique, Matar Seck.

“Les technologies constituent un outil majeur pour atteindre les objectifs de développement durable. D’après les statistiques, le triptyque innovations, technologies et sciences peut contribuer à 70% à l’atteinte des 17 objectifs de développement”, a dit M. Seck.

Il introduisait une communication sur “Le rôle des sciences, innovations et technologies : quelles solutions efficaces pour les Objectifs de développement durable”, mercredi, à Addis-Abeba, au dernier jour des travaux de la 10^e session de la Commission économique sur l’Afrique consacré aux technologies et à l’innovation pour le développement durable.





“Avec les technologies de l’information, a-t-il souligné, beaucoup d’emplois peuvent être générés, surtout dans les pays en développement, en permettant d’inclure les jeunes et les femmes dans les activités de développement durable”.

“C’est un atout à exploiter”, a lancé Matar Seck, ajoutant que pour y arriver, “il faut accélérer la formation dans le numérique, car 90% des nouveaux emplois seront dans le digital où auront une composante numérique”.

L’Afrique a un atout à saisir dans ce domaine, une opportunité pour le continent de “se hisser parmi les leaders au nouveau mondial grâce à notre dividende démographique”, a-t-il ajouté.

Au niveau sanitaire également, la technologie compte beaucoup par l’entremise de la télémédecine qui se fonde sur les Technologies de l’information et de la communication, selon Matar Seck.

Il a donné l’exemple de l’administration où les technologies sont déterminantes, pour un accès rapide des populations aux services.

“Les États doivent investir sur l’éducation, mais également le développement des technologies émergentes, notamment l’intelligence artificielle, la nanotechnologie pour préparer les jeunes pour le futur”, a préconisé Matar Seck.

114

Il considère que “tout cela montre un grand intérêt pour l’ensemble des pays africains de promouvoir l’usage des technologies numériques, parce qu’aujourd’hui, c’est le raccourci pour accéder au développement durable”.

Dans le domaine agricole, où “près de 70% de la population est rurale, en utilisant les dernières technologies, on peut développer et industrialiser cette activité”, a-t-il dit.

De même, dans le domaine de l’élevage, la productivité peut être améliorée, comme dans le secteur des arts, de la culture, la pêche.

Il en est de même avec la sécurité des frontières, la sécurité alimentaire, par le biais des systèmes de productions alimentaires utilisant les technologies numériques.

“En gros, les technologies peuvent être appliquées dans tous les secteurs pour améliorer les capacités de ces activités”, ou “pour créer d’autres pour le bien des populations et créer de l’emploi pour cette jeunesse”, a relevé M. Seck.

Pour lui, “la seule voie pour créer de l’emploi” au profit cette jeunesse africaine, “est l’usage des technologies, à travers leur application dans les divers secteurs de développement”.



TalkAFRICA

Lenah Bosibori (Kenya) ; Kenyan Herders Find New Ways to Fight Climate Crisis and Donkey Theft ; Talk Africa, April 26, 2024.

To access the article : <https://www.talkafrica.co.ke/kenyan-herders-find-new-ways-to-fight-climate-crisis-and-donkey-theft/>

Tag :-



115

Marsabit County, Kenya: It is early morning around 6 am, and a group of agriculture journalists from Nairobi who had traveled for 772 kilometers settled at Heilu Manyatta ward for a donkey vaccination exercise that was scheduled to take place.

At Heilu ward, the sound of braying donkeys and jerricans bumping into each other welcomes us at Heilu dam in Moyale sub-county Marsabit county, northern Kenya. As I followed the noise, out of curiosity, the writer followed the lead to find out their destination, only to realize that the domestic animals were headed to a nearby water point at Heilu, Manyatta ward.

At the dam's entry, security guards tell me that everybody is required to pay five Kenyan shillings for a 20-liter jerry can for locals and 10 Kenyan shillings for Ethiopians, the buyers later sell the water in Moyale town at 100 Kenya shillings per 20 litre jerrican.

Out of curiosity, I peeped inside the dam to see how locals are fetching the water, and to my shock, the water quality is so poor and not fit for human consumption as illustrated in the picture below.



A donkey in Heilu Manyatta ward waiting to transport water from the dam/Lenah Bosibori.

Fatuma Dalle, a villager tells the writer that the water is dirty and not safe for human consumption but they have no choice, she adds that it even gets worse if one does not have a donkey to use for carrying that dirty water.

“I have come here with my two donkeys that help me in the water supply business. I distribute the water I fetch from the dam daily to people living in Moyale town who are inaccessible to the basic commodity,” Ms. Dalle, a Heilu resident says.

Dalle, a 42-year-old mother of six, who faces a language barrier is assisted by a middle-aged man who translates my concerns for her into the understandable Borana dialect.

Due to a lack of water storage materials, local residents and those from neighboring Ethiopia depend on the rainwater collected at the dam which they also share with wild animals but say that when the wild animals get in touch with the water they term it dirty and not safe for human consumption.

“Before the dam was built, we used to trek for over five kilometers to look for water but since the dam was established through efforts of community members around Heilu ward, we have been relieved from the burden of walking for long distances. We water vendors have taken the initiative





of employing two security guards to watch over the water from being contaminated by wild animals,” she explains.

The water business is booming in this area as the vendors buy a 20-litre jerry can for five shillings and sell it for 100 shillings in the town.

Heilu Water Point is strategically located at the boundary of Kenya and Ethiopia, acting as a meeting point for neighboring communities.

“Foreigners from Ethiopia and people from other wards pay 10 shillings more than Heilu residents for a jerrican of water,” she says.

Dalle says that it is through the business that she gets to fend for her family and even pay school fees for her six children.

She is hopeful that with time she will manage to buy more donkeys and expand her business. Manyatta ward has around 2,000 occupants who depend on water from the reservoir.

Heilu Manyatta Ward is a central point for donkey vaccination

On this particular day, a team from Africa Network for Animal Welfare (ANAW) in partnership with the County government of Marsabit in Moyale Sub County partnered to vaccinate donkeys in Heilu and Banisa wards, targeting the dam site because of its central point for the beasts of burden.

Walking along the water point, this writer meets Abdi Dida who was lining up his yellow jerry cans for water before heading to prepare his donkey for the vaccination but was kind enough to stop and explain how he takes care of the domestic animal.

“I employ Ethiopians to take care of my donkeys because they come from the neighboring country, an employee reports to work in the morning and returns home in the evening,” Dida narrates.

“They are paid a monthly salary of Ksh. 2,000 to Ksh. 3,000 depending on the number of donkeys the employer has in his stable,”.

Dida,48, says that most of them seek Ethiopians to enable them to engage in other activities and their children to go to schools without being troubled by having to graze their cattle.

There are Kenyan markets where the pastoralist communities buy the animals but still, because of proximity, some still prefer to buy donkeys from Ethiopia.

“We share one market with the Ethiopians so in case one wants to buy a donkey it is never a problem. There are Kenyan men there who help with negotiation and even act as witnesses during the purchasing process,” Dida explains.





He says that the witnesses help in authenticating the transaction and help identify the donkey in case it retrieves its movements back to the seller's home.

Dida who has been in the business for more than 20 years mentions that one of the major challenges that the community faces is the inability to identify their donkeys in a herd when they get lost.

“We still lack proper means of identifying donkeys; we simply observe the direction from where the animal is coming from to tell if it is from Manyatta or Ethiopia. Ethiopian donkeys have dark body marks while with us we tattoo the ears or use physical marks which at times resemble,” he implies.

He adds that another challenge is the disappearance of the animals and the owners only embark on a two-month search mission before giving up.

On this particular day, veterinarians from the African Network of Animal Welfare (ANAW) in collaboration with the county government of Marsabit visited the villagers to empower them on how to enhance donkey security and conduct mass vaccination against rabies, and tetanus among other common conditions specifically at Heilu and Ginisa regions.

Inter-county transfer of donkeys a threat to the animals

118

“This village was one of the areas highly affected when we had conducted operations on slaughterhouses in the country. As a result of illegal movements of the animals between the two countries, quite several donkeys were affected and hence stolen,” Doctor Dennis Bahati, a Programs Manager from ANAW explains.

At the water point, we move closer to watch from a distance how the vaccination is being administered but acutely aware of the hostile nature of the animal.





Ayoola Kassim (Nigeria) ; 10th Africa Forum On Sustainable Development In Addis Ababa Ends ; Channels Television, April 26, 2024.

To watch the report : <https://www.youtube.com/watch?v=eUpG4xwzznk>

Tag : ARFSD, Malabo Declaration, Summit of the futur, UNECA.



119



Boris Ngounou (Cameroun) ; Tanzanie : la Banque mondiale suspend le financement de l'extension du parc de Ruaha ; Afrik 21, 26 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/tanzanie-la-banque-mondiale-suspend-le-financement-de-l'extension-du-parc-de-ruaha/>

Tag : Banque mondiale.



120

La Banque mondiale annonce la suspension d'un financement de 150 millions de dollars destiné au projet d'extension du parc national de Ruaha situé au sud-ouest de la Tanzanie. La décision qui a pris effet à compter du 18 avril 2024, fait suite aux multiples alertes de l'Oakland Institute. L'organisation américaine de défense des droits humains y a documenté des exactions commises par des gardes forestiers sur les communautés locales.

Dans une décision sans précédent, la Banque mondiale a annoncé la suspension d'un financement de 150 millions de dollars pour un projet touristique en Tanzanie, suite à des révélations accablantes sur les violations des droits des autochtones dans la région visée par le projet.

Le projet de Gestion résiliente des ressources naturelles pour le tourisme et la croissance (REGROW), vise à améliorer la gestion des ressources naturelles et des actifs touristiques dans une région isolée du sud de la Tanzanie. Ce projet passe notamment par l'extension du parc national de Ruaha, le deuxième plus grand parc du pays, avec une superficie de 20 000 km². Cependant, les rapports produits depuis plusieurs mois par Oakland Institute ont documenté au moins 12





disparitions ou exécutions extrajudiciaires, ainsi que des agressions sexuelles contre des femmes, perpétrées par des gardes forestiers dans le cadre du projet REGROW.

L'organisme indique en outre que des milliers de têtes de bétail ont été saisies illégalement et vendues aux enchères, entraînant une grave détérioration des moyens de subsistance des éleveurs locaux. Le groupe a accusé la Banque mondiale de ne pas avoir pris de mesures immédiates pour arrêter les abus contre les communautés locales, ce qui a entraîné des préjudices graves et généralisés.

Expulser près de 20 000 autochtones pour développer le tourisme

Selon les rapports de l'Oakland Institute, au moins 100 millions de dollars ont déjà été déboursés pour le projet REGROW depuis son lancement en 2017. Pour Anuradha Mittal, la directrice exécutive de l'Oakland Institute, la suspension du financement de la Banque mondiale entrée en vigueur le 18 avril 2024, est un rappel puissant à la prise en compte de la responsabilité sociale et environnementale dans la réalisation des projets de développement. « C'est une victoire pour les communautés marginalisées de la Tanzanie. Cette suspension envoie un message clair au gouvernement tanzanien : les violations des droits de l'homme commises au nom du développement touristique ne seront plus tolérées ».

121

La Tanzanie dépend fortement du tourisme pour financer son budget, d'autant plus que les arrivées de l'étranger ont augmenté de 24% en 2023. Ce qui semble avoir réconforté le gouvernement tanzanien dans sa frénésie pour le développement du secteur du tourisme.

Selon Oakland Institute, les autorités tanzaniennes souhaitent également expulser près de 20 000 personnes habitant aux alentours du parc national de Ruaha, dans le but de développer le tourisme dans la région.

Basé à Oakland, en Californie aux Etats unis, l'Oakland Institute est un groupe de réflexion progressiste fondé en 2004 par Anuradha Mittal. Son travail consiste à défendre les droits des communautés marginalisées.



Sokhna Bator Sall (Sénégal) ; Afrique-Monde-Climat / Plaidoyer pour la suspension du paiement des intérêts de la dette des pays africains touchés par les catastrophes climatiques ; Agence de presse sénégalaise, 27 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://aps.sn/plaidoyer-pour-la-suspension-du-paiement-des-interets-de-la-dette-des-pays-africains-touche-par-les-catastrophes-climatiques/>

Tag : Agenda 2063, FRADD, Programme 2030, UNECA.



122

Addis Abeba, 27 avr (APS) – Le directeur de la Division climat de la Commission économique pour l’Afrique (CEA) des Nations unies, Nassim Oulmane a plaidé à Addis Abeba, en Ethiopie, en faveur de la suspension du paiement des intérêts de la dette des pays africains touchés par les catastrophes climatiques.

“Aujourd’hui, l’ensemble des partenaires doivent accepter ce principe qui permet aux pays qui font face aux catastrophes climatiques de faire fonctionner une clause qui suspende leurs versements d’intérêts à la dette, pour consacrer l’ensemble de leurs ressources à la réponse à l’urgence des questions auxquelles font face leurs populations”, a-t-il notamment déclaré.



Oulmane animait une conférence de presse, après la clôture de la dixième session du Forum régional africain sur les Objectifs de développement durable (ODD), tenue du 23 au 25 avril 2024, dans la capitale éthiopienne.

“Renforcer le Programme de développement durable à l’horizon 2030 et l’Agenda 2063 et éradiquer la pauvreté en période de crises multiples : la mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes”, était le thème de cette rencontre de trois jours.

Il a dénoncé cet “aspect immoral” d’imposer aux “pays touchés par les catastrophes climatiques, de continuer de payer leurs dettes.

“Ce sont des mécanismes qu’il convient de changer, une réforme globale à mettre en place. La clause d’une suspension du paiement de taxes en cas de catastrophes naturelles, est quelque chose pour laquelle la CEA a fait un plaidoyer depuis quelques années”, a-t-il rappelé.

Selon lui, au-delà du défi climatique, les Etats du continent font face aux priorités de développement socio-économique. Un double défi, à son avis, renforcé par la dynamique démographique très importante du continent.

“Ce qu’on doit faire, c’est de procéder à une évaluation précise des besoins pour les pays africains touchés par des catastrophes naturelles afin d’avoir les bonnes méthodologies et les bons outils d’exploitation des ressources naturelles pour réduire au maximum l’impact indirect sur les vies humaines et matérielles”, a-t-il préconisé.

Pour le directeur de la Division climat de la CEA, “ce sont des choses concrètes qui changent la vie des gens qui sont touchés par les catastrophes naturelles”. Il estime que des mesures doivent être prises dans le cadre de réformes techniques à envisager”.

Plaidoyer pour les générations futures

Il a en outre lancé un appel à une “prise de conscience collective”, un “sursaut mondial”, pour garantir un lendemain meilleur aux générations futures.

“Cette prise de conscience collective va permettre de surmonter les écueils pour redonner un sens aux institutions comme les Nations unies afin qu’elles continuent à développer un futur meilleur pour nos enfants”, a-t-il fait valoir.

Il s’est dit convaincu que ce sursaut mondial, “va redonner espoir à notre humanité actuelle et future afin de construire un lendemain meilleur pour nos enfants”.

123



“Nous devons sauver notre planète, sauver notre humanité. Aujourd’hui, nous sommes arrivés au point où tout le monde a fait le constat que les mécanismes qui étaient mis en place ne peuvent plus satisfaire les besoins”, a-t-il fait observer.

“D’où la nécessité d’un nouveau pacte mondial qui aidera à sauver la planète. Nous sommes tous obligés d’assurer aux générations futures des lendemains meilleurs”, a dit le directeur de la Division climat de la CEA.



Joseph Checky Abuje (Kenya) ; Investing in tech and innovation for a sustainable future ; Africa Science News, April 27, 2024.

124

To access the article : <https://africasciencenews.org/investing-in-tech-and-innovation-for-a-sustainable-future/>

Tag : Agenda 2063, Alliance of Entrepreneurial Universities in Africa, UNECA, UNESCO.





The African continent has been challenged to invest heavily in science, technology and innovation to build a more prosperous, just, and sustainable future. These are sentiments echoed by African leaders, representatives and experts at the opening of the two-day Sixth African Science, Technology and Innovation (STI) Forum in Addis Ababa, Ethiopia.

The leaders observed that science, innovation and technology, are critical to the transformation of the continent in agriculture, industry and poverty eradication.

Held ahead of the African Regional Forum on Sustainable Development, the STI Forum is a pre-event organized by the United Nations Economic Commission for Africa (ECA) in collaboration with the African Union Commission and other partners under the theme, "Effective delivery of innovative science and technology solutions to reinforce the 2030 Agenda for Sustainable Development and Agenda 2063 and eradicate poverty in Africa."

Ethiopian Minister for Technology and Innovation Belete Molla said fostering innovation in key sectors like agriculture, clean energy, and healthcare, can create jobs, improve livelihoods, and lift millions out of poverty across Africa.

He said Ethiopia's commitment to improving its agricultural sector and ensuring food security is a good example and urged other African countries to emulate the trend for sustainable purposes.

"Ethiopia has developed a food system transformation roadmap and launched several initiatives focused on boosting agricultural productivity, achieving self-sufficiency, and combating climate change. These initiatives include improving access to fertilizers, seeds, and technologies for farmers," he said.





Molla added that Ethiopia has not only created a roadmap for food system transformation, but also actively implemented numerous initiatives, which prioritize boosting agricultural resilience, achieving food self-sufficiency, and combating climate change.

The African countries have a responsibility to mend their Science and Technology policies that place a strong emphasis on fostering innovation and harnessing the potential of emerging technologies.

Molla challenged participants saying Ethiopia has made strides in technology and innovation by enacting a national Digital Transformation strategy dubbed “Digital Ethiopia 2025” that focuses on tapping into youths innovative and technological skills to create employment.

Deputy Executive Secretary for Programme Support at the ECA Antonio Prdro said Africa must invest in human capital development, research and development (R&D), and in learning how to produce, sell and use emerging technologies such as artificial intelligence and genomics that are transforming every aspect of life.

“Technology should advance the well-being of the millions of households, farmers, fishermen, and many others that still use basic tools to lift themselves out of extreme poverty,” said Pedro.

“Science and technology can play an important role in increasing the efficiency of service delivery to the poor, monitoring living conditions, predicting impending crises in crowded or remote areas and informing decision-making during crises,” remarked Pedro.





The STI Forum he said is specifically designed to foster collaboration, the diffusion of technology and innovation, and the scaling up of policy and operational efforts to accelerate the contribution of science, technology and innovation to the implementation of the Vision 2030 Agenda.

He noted that the STI forum has over the years, grown to become a premier platform for addressing the opportunities and challenges that science, technology and innovation offer for fostering strategic partnerships and implementation of scalable and innovative solutions.

In 2022, the Forum launched the Alliance of Entrepreneurial Universities in Africa which has since stimulated Universities and their 19 million students in Africa to nurture start-ups aimed at creating one 100 million jobs and generate \$200 billion in revenue in ten years by 2033.

Similarly, in 2023, the continental problem-solving and innovation platform called "Origin" was launched in Niamey, Niger, as the first Origin Research and Innovation Hub for East Africa at Dedan Kimathi University of Technology (DeKUT) in Kenya. It has registered hundreds of problem solvers, has its own physical space, staff and partners from the private and public sectors.

"The ECA's coding camps for girls and women are an example of how we can empower young women to become the next tech entrepreneurs and innovators. We have trained two thousand young girls and women so far. However, to trigger transformational change, we must replicate these examples again and again across the continent," said Pedro.

Lidia Arthur Brito, Assistant Director-General for Natural Sciences, UNESCO said international collaboration in science is an ideal way to foster peace and sustainable development.

Lidia Arthur Brito, Assistant Director-General for Natural Sciences, UNESCO said international collaboration in science is an ideal way to foster peace and sustainable development.

"By investing in science and promoting innovation, African societies can empower youth to become the drivers not only of economic growth and job creation but also drivers of solutions to pressing environmental challenges," said Ms. Brito adding that when research is linked to society, to local communities, it deploys its full potential for socio-economic development.

She underscored a critical challenge which is financial sustainability saying it impacts on many African tech hubs. "They are reliant on grants from development partners and international donors to survive, in the near absence of local business angels and seed capital."

Javier Pérez, Ambassador, Delegation of the European Union to the African Union and ECA, said science and technology advances development in societies. If young people and women are empowered to become the next technology entrepreneurs and innovators, they are likely to trigger transformational change.

"The European Union is investing 279 million Euros in Africa for research and innovation to support both the SDGs and Agenda 2063 for Africa," said Perez.

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva



TalkAFRICA

Lenah Bosibori (Kenya) ; Kenya Makes Progress in Cervical Cancer Vaccination and Prevention Despite Covid -19 Disruptions ; Talk Africa, April 29, 2024.

To access the article : <https://www.talkafrica.co.ke/kenya-makes-progress-in-cervical-cancer-vaccination-and-prevention-despite-covid-19-disruptions/>

Tag : WHO.



Dr. Patrick Amoth the Acting Director General Ministry of Health, Kenya.

Nairobi, Kenya: Kenya has made great strides in cervical cancer vaccination and prevention in accordance with the World Health Organization (WHO) global targets despite the Covid 19 disruptions that slowed the exercise. The ministry said on Friday.

Speaking during a Press Club Luncheon organized by Kenya Editors Guild on Cervical Cancer Sensitization vs Vaccine Status held on Friday, Dr. Patrick Amoth the Acting Director General Ministry of Health said that as the global community, they agreed that cervical cancer is such a big problem and agreed to come up with targets to be achieved by 2030.



“As a global community and through WHO where Kenya is a member of 194 member states’ constituencies, we have global targets. Notes Amoth, “We agreed as a global community that cervical cancer is such a big problem, and therefore we needed to come up with targets or indicators to track towards elimination of this disease by the year 2030,” said Amoth.

In May 2018, the WHO Director-General announced a global call for action to eliminate cervical cancer, underscoring renewed political will to make elimination a reality and calling for all stakeholders to unite behind this common goal.

According to WHO, each country should meet the 90–70–90 targets by 2030 to get on the path to eliminate cervical cancer within the next century. Cervical Cancer Elimination Initiative targets are 90-70-90 meaning that 90 percent of girls to be vaccinated with the Human Papillomavirus vaccine (HPV) by the age of 15, in this case, Kenya targets girls between the ages of 10-14 years old.

It also states that 70 percent of women screened using a high-performance test by the age of 35 and again by the age of 45, the last one is that 90 percent of women found with pre-cancer treatment and 90 percent of women with invasive cancer managed.

To eliminate cervical cancer, all countries must reach and maintain an incidence rate of below 4 per 100,000 women. Achieving that goal rests on three key pillars and their corresponding targets:

129

Where is Kenya in WHO targets on Cervical Cancer

Target one was to vaccinate 90 percent of girls under 15 years, our guideline is 10-14 years, dose one we are at 28 percent, and dose two is administered after six months we are at 24 percent, we started in 2020 and later we were disrupted by COVID-19, we are able to achieve 90 percent if we work collectively together notes Amoth.

HPV is administered in two doses, the first one being a zero dose and the second dose after six months. If you look at that interval of six months, some people forget, some lost follow-ups they move from one facility to another.

Amoth remarks that there is hesitation when the country introduces a new vaccine making it a challenge to get everybody on board. “There is the issue of vaccine hesitancy, misinformation, and disinformation and most of the guidelines indicated that only girls take the vaccine,” says Amoth.

He adds that at first there was a backlash from religious communities making it difficult to administer the vaccine to young girls. “You remember the battles we had with religious communities, getting those people on our side to be able to start making moves in terms of numbers was not easy,” he notes.





Goal 2 is to be able to ensure that 70 percent of our women aged 25-49 years are screened annually. “Our annual target is about 1.1 million women. As of last year, we were at 38 percent, between now and 2030 we need to do the remaining 32 percent and maybe exceed the global target,” he adds.

Amoth reiterates that progress has been made though slow due to disruptions by COVID -19 but all is not lost, it can be able to cover the lost ground.

The third target is that 90 percent of women who are screened and found to have precancerous or cancerous conditions are treated. The government has worked together with partners to ensure that they build the capacity of the health workforce to be able to know what is pre-cancerous, what is normal, and what is cancerous. “As a government, we have been able to supply over 1000 machines,” adds Amoth

“We have the tools to be able to wipe this disease from planet Earth, but we need journalists so that we can convey the right information.

Challenges hindering the WHO targets

Some of the challenges facing vaccine intake have been public awareness, stigma and discrimination, and human capital. “We have a scarcity of trained specialists in that area. The challenge of dealing with chronic diseases includes financing,” notes Amoth.

130

“The government has also made significant investments in the space of cancer, especially in the last 10 years, we have one center at the Kenyatta University Teaching and Referral Researchers that is basically principally focused on cancer management.

Another one is Kenyatta National Hospital (KNH), Moi Teaching and Referral Hospital (MTRH), Nakuru, The Coast Regional Cancer Centre, and Garissa. “ We are trying to ensure that access and coverage is improved so that we don’t have to travel huge distances to be able to receive the treatments,” adds Amoth.

Further Amoth adds that at the global level, the ministry is working with the International Atomic Energy Agency which has gladly offered to give two lineup linear accelerators used to generate the beams that are used to pass the cancer cells, one will be in Nakuru, and KNH.

Cervical Cancer affects the poor, the marginalized communities, and those who live in underserved communities the reason the ministry joined the Kenya Editors Guild is to share the strides made and share information with the public through the media so that the public can be able to get the correct information.





Cervical cancer is the second most common cancer after breast cancer, but in terms of mortality it is the leading in deaths according to 2022 data that led to 3900 deaths, that is about 10 women dying every day of cervical cancer according to Amoth.

Prevention and elimination of Cervical Cancer

“As a government, we are shifting from curative to preventive and promotive services. We have taken that shift because the burden of Non-Communicable diseases including cancer is on the rise and we have a shortfall of healthcare workers. WHO says that by 2030 we will have a shortfall of 10 million healthcare workers globally,” notes Amoth.

According to Amoth, nearly 50 percent of that deficit will be in Sub-Saharan Africa. This is the reason we have taken that fundamental shift from curative to preventive and promotive, placing health and wellbeing squarely at the household level.

Kenya piloted the Human Papillomavirus (HPV) vaccine in Kitui County in 2019, and the vaccine is available free of charge in all public health facilities.

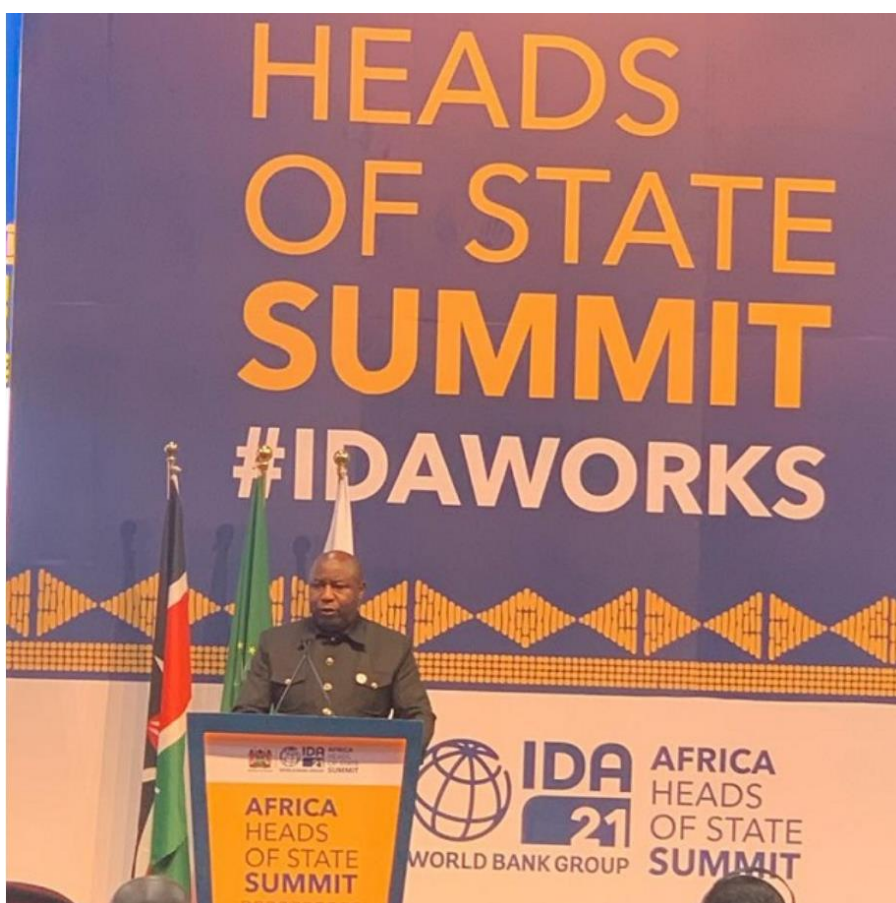


VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; A Nairobi, 19 chefs d'État africains appellent à une reconstitution ambitieuse de l'IDA à 120 milliards de dollars ; Vert Togo, 30 avril 2024.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/a-nairobi19-chefs-detat-africains-appellent-a-une-reconstitution-ambitieuse-de-lida-a-120-milliards-de-dollars/>

Tag : Banque mondiale, BIRD, FMI, G20, IDA, Union africaine.



132

Le cycle actuel de reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) intervient à un moment où les pays africains sont confrontés à de nombreux chocs tels que la crise de la dette, les graves conséquences du changement climatique, les effets de la pandémie



du virus Covid -19, les tensions géopolitiques et les conflits qui sévissent actuellement dans le monde.

Les dirigeants africains présents ont lancé un appel aux pays donateurs de l'IDA pour qu'ils augmentent leur contribution dans le courant de l'année afin de financer le développement des pays à faible revenu et de leur permettre d'investir dans un capital humain solide, d'étendre l'accès à l'énergie et au numérique, de renforcer la résilience face au climat et à la fragilité, les infrastructures, la santé et l'éducation.

Dans un communiqué lu par Mohamed Ould Ghazouani, le président de l'Union africaine, les chefs d'État ont appelé à une augmentation stable et prévisible des flux de financement concessionnel vers le continent. Ils ont appelé à une reconstitution ambitieuse de l'IDA 21 qui corresponde aux aspirations de développement de l'Afrique, ainsi qu'à un accès accru aux financements concessionnels à long terme, tout en mettant l'accent sur des partenariats plus solides et une coordination efficace et conjointe pour la réalisation de l'agenda économique et de développement de l'Afrique.

Avant le sommet, un groupe d'acteurs non étatiques a appelé les dirigeants africains à demander une reconstitution ambitieuse du fonds IDA de la Banque mondiale.

Coalition IDA

La Banque mondiale a également lancé la coalition IDA, composée de représentants de la société civile, de fondations, d'organisations de jeunes et du secteur privé, qui se feront les champions d'une reconstitution solide et ambitieuse des ressources de l'IDA. La coalition IDA est composée de One Campaign, Jacob's Ladder, Bridgewater Associates, Equity Bank et Global Citizen.

Ce qu'ils ont dit :

William Ruto, Président de la République du Kenya « L'année dernière, nous avons attiré l'attention du monde entier sur le fait que les nations africaines payaient des taux d'intérêt jusqu'à cinq fois plus élevés que les taux habituels de la Banque mondiale et de la BIRD. Les pays en développement sont désormais des contributeurs nets à l'économie mondiale, alors qu'ils s'attendaient à recevoir des entrées nettes. Le FMI signale que le rapport entre les paiements d'intérêts et les recettes de l'Afrique subsaharienne a plus que doublé en dix ans, atteignant près de quatre fois celui des économies avancées d'ici à la fin de 2022.





En conséquence, plus de la moitié des bénéficiaires de l'IDA sont en situation de surendettement ou présentent un risque élevé. L'IDA reste leur source la plus fiable de capital patient, chaque dollar de financement des donateurs permettant un effet de levier supplémentaire de 3,5 dollars sur le marché des capitaux afin d'amplifier l'impact sur le développement. Notre proposition et notre demande s'appuient sur une vision du développement socio-économique de l'Afrique, exécutée avec transparence et inclusivité, et notre argumentation est simple.

Il est essentiel d'injecter des capitaux importants dans l'IDA. Le groupe d'experts indépendants du G20 recommande de tripler la capacité de financement de l'IDA pour la porter à 279 de dollars d'ici à 2030, tout en maintenant la nature essentiellement concessionnelle de ses financements. À tout le moins, n'ignorons pas ou ne rejetons pas cet avis d'expert.

Ajay Banga, président du Groupe de la Banque mondiale « L'IDA reste déterminée à soutenir vos efforts et à investir dans les populations africaines. Nous nous efforçons de rendre l'IDA plus efficace et de lui permettre d'agir plus rapidement en réduisant les règles, les exigences et les redondances qui pèsent sur elle. Nous pensons qu'une IDA simplifiée et repensée peut être déployée de manière plus ciblée afin d'avoir un impact significatif sur la satisfaction des besoins fondamentaux tels que l'accès à l'énergie et aux soins de santé, la réalisation du potentiel agricole et la mise en place d'infrastructures et de compétences essentielles ».

« À la Banque mondiale et aux présidents africains, la transparence et la responsabilité doivent devenir les caractéristiques de l'IDA en Afrique. Des étapes claires, une communication solide et un engagement cohérent des citoyens contribueront à instaurer la confiance nécessaire dans l'utilisation de ces fonds pour répondre aux besoins des Africains. Notre travail sur l'IDA à ONE est fondé sur le renforcement de l'action de l'Afrique dans les processus décisionnels mondiaux. Nous collaborons donc avec des partenaires africains, du gouvernement à la société civile en passant par les citoyens, afin de créer une demande, d'élever leurs priorités et, surtout, de s'assurer que ces ressources ont un impact. Aux donateurs de l'IDA, nous demandons de passer à l'action. Nous sommes très lucides quant aux formidables vents contraires économiques, fiscaux et politiques qui soufflent sur vos pays. Mais les donateurs doivent augmenter leurs contributions d'au moins 25 % pour qu'IDA21 franchisse de manière significative la barre des 120 milliards de dollars ».

